

LE RECEL D'EFFETS

DE

Succession et de Communauté

(Conception de Jurisprudence)

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 10 Mars 1930

PAR

M. Pierre LEFÈVRE

Président : M. RIPERT, Professeur

Suffrageants : MM. DEMOGUE, Professeur

ESCARRA, Professeur



IMPRIMERIE
GARNIER & BONAMY
13, Rue Damesme
PARIS (13^e)

1930

**Le Recel d'Effets de Succession
et de Communauté**

**La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

LE RECEL D'EFFETS

DE

Succession et de Communauté

(Conception de Jurisprudence)

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 10 Mars 1930

PAR

M. Pierre LEFÈVRE

Président : M. RIPERT, Professeur

Suffragants : MM. DEMOGUE, Professeur

ESCARRA, Professeur



IMPRIMERIE
GARNIER & BONAMY
13, Rue Damesme
PARIS (13^e)

1930



INDEX BIBLIOGRAPHIQUE DES OUVRAGES CITES

AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 5^e édit., tomes 6, 8, 9 et 10.

BOURJON. — *Le droit commun de la France et la coutume de Paris réduits en principes*, édit. 1770, tome 1.

DEMOGUE. — *Traité des obligations en général*, tomes 1, 2, 3 et 4.

DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon, "des successions"*, tome 2.

FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, tome 12.

FUZIER-HERMANN. — *Répertoire général alphabétique du droit français*.

GARÇON. — *Code pénal annoté*, tome 1.

GARSONNET. — *Traité de procédure*, 3^e édit., tome 6.

GUILLAUME. — *Le Recel Civil*, thèse Paris 1904.

HUGUENEY. — *L'idée de peine privée en droit contemporain*, thèse Dijon 1904.

LAURENT. — *Principes du droit civil français*, tomes 22 et 23.

LE COURTOIS et SURVILLE (Baudry Lacantinerie). — *Traité du contrat de mariage*, tome 2.

LEBRUN. — *Traité des Successions et Traité de la communauté*, édit. 1734.

LOCRÉ. — *Législation civile et commerciale et criminelle de la France*.

MERLIN. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, édit. 1812.

MICHEL-LÉVY. — *Etude sur le divertissement et le recel*, thèse Paris 1928.

PERREAU. — *Technique de la jurisprudence en droit privé*.

PLANIOI et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil*, tomes 4, 8 et 9.

POTHIER. — *Traité de la communauté*, édit. 1774, et *Traité des successions*.

RENUSSON. — *Traité de la communauté*, édit. 1699, tome 2.

RIPERT. — *La règle morale dans les obligations*.

RODIÈRE et PONT. — *Traité du contrat de mariage et des droits respectifs des époux*.

WAHL (Baudry Lacantinerie et Albert). — *Traité des successions*, tome 2.

INTRODUCTION

Les cas de recel d'effets de succession ou d'effets de communauté font l'objet dans notre Jurisprudence de nombreuses décisions. Ainsi, hypothèse fréquente en matière de succession : un héritier dérobe des valeurs appartenant au défunt, avec l'intention frauduleuse de les conserver pour lui seul. Le notaire dresse l'inventaire, et l'héritier prête serment d'avoir déclaré tous les biens qu'il savait appartenir au défunt. Postérieurement, les autres héritiers découvrent la fraude et poursuivent leur cohéritier comme receleur.

Souvent, de même, en matière de communauté, la femme étant décédée, le mari survivant dissimule une partie des titres et de l'argent qui se trouvent en sa possession. Puis, au moment du partage, les héritiers de la femme découvrent la fraude et font condamner le mari comme receleur.

Or, si les procès en matière de recel sont fréquents, bien plus fréquents encore sont les cas, où le recel existe, mais ne peut être prouvé. Car le plus souvent comment établir le détournement d'une somme d'argent, de bijoux ou de titres au porteur ? Le grand développement de la fortune mobilière au XIX^e siècle, notamment des valeurs de bourse, a certainement favorisé la fraude en matière de partage de succession et de communauté.

Mais si l'hypothèse du recel se présente très fréquemment en pratique, les règles juridiques qui lui sont applicables, restent aujourd'hui encore fort imprécises. Quand y a-t-il recel, quelles sont les sanctions encourues par le receleur, sont autant de questions dont la réponse reste incertaine.

Le Code Civil ne consacre, en effet, que quatre articles (792, 801, 1460 et 1477) au recel « d'effets de succession » et d'« effets de communauté ». Nulle part, il ne définit le recel, il se contente d'indiquer en termes très généraux les sanctions applicables. L'interprète, dans le silence des textes, doit donc le plus souvent, se reporter aux solutions de notre ancien droit. L'institution du recel est en effet fort ancienne; elle est d'origine coutumière. Et les rédacteurs du Code civil n'ont fait qu'emprunter

leurs solutions aux coutumes de l'ancien droit. Le Code Civil n'a rien innové. Il s'est contenté de conserver ce qui existait déjà.

Un tel état de chose favorisait les controverses. Dès le début nos juges furent appelés à statuer en matière de recel. A cette époque, ils interprètent à la lettre les textes du Code, et souvent font application des solutions de l'ancien droit. Rapidement, cependant, un changement devait s'opérer dans la Jurisprudence. Des événements nouveaux surgissent : le développement, notamment des valeurs mobilières, qui rendent la fraude plus facile. Les solutions anciennes paraissent insuffisantes, les textes trop étroits. Or, pour les juges, l'observation des préceptes de droit n'est pas un but : ce n'est que le moyen de faire régner la justice, en assurant la commodité des relations sociales.

Aussi, voit-on les juges s'orienter vers une interprétation plus large des textes du Code. « Forcés d'assurer l'observation de la Justice, comme l'a fait remarquer M. Perreau, (1) en satisfaisant aux besoins sociaux les plus impérieux et les plus imprévus, ils doivent peser, avant de statuer, le poids respectif des textes et celui des circonstances de fait, pour assouplir plus ou moins les premiers selon que l'exigent les seconds. »

D'autre part, les juges s'écartent peu à peu des solutions anciennes qu'ils semblent considérer comme abrogées par suite de la transformation des besoins sociaux. On chercherait vainement aujourd'hui à expliquer la majorité des solutions de la Jurisprudence par l'origine historique du recel.

Nos juges ont ainsi élaboré toute une théorie du recel. Actuellement, la réponse aux questions que pose le recel ne doit plus être cherchée dans les textes du Code, mais bien dans les recueils de la Jurisprudence. C'est ce que nous nous proposons de faire dans cette étude.

Après avoir montré quelle est l'origine du recel et comment s'est opérée l'évolution de la Jurisprudence, nous étudierons l'institution du recel dans la Jurisprudence actuelle. Le délit de recel, la répression du recel et la nature juridique du recel, seront les trois parties de cette étude.

(1) V. PERREAU, *Technique de la Jurisprudence en droit privé*, T. 2, p. 260.

GENERALITES

PREMIÈRE SECTION

HISTORIQUE DU RECEL ⁽¹⁾

§ I. -- L'apparition du recel en droit coutumier : naissance de la théorie

Dans les pays de coutume, le régime matrimonial de droit commun était le régime de communauté. Lors de la dissolution de la communauté, les héritiers de l'époux prédécédé se plaignaient souvent de détournements opérés par la veuve. De très bonne heure, les co-partageants s'adressèrent aux cours de justice pour faire restituer les biens divertis, et demander le châtiement de l'époux coupable. Les premiers arrêts concernant les détournements d'effets de communauté sont de 1309 et 1313. Ainsi, c'est en matière de partage de communauté que la question du recel s'est posée pour la première fois. Plus tard, les juges transportèrent sur le terrain successoral les solutions concernant le recel d'effets de communauté. Mais les divertissements étant plus fréquents entre époux, c'est surtout à propos du partage de communauté que notre ancien droit s'est occupé de recel.

Les juges saisis de la question se demandèrent s'ils appliqueraient la peine du vol, à la veuve coupable d'avoir recélé partie des effets de communauté. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ils allèrent chercher la réponse dans les textes du droit romain. En droit romain, en effet (où le régime de communauté était complètement inconnu), on considérait

(1) Cf. Thèse Levy, Paris 1928. *Etude sur le divertissement et le recel.*

d'après un vieux principe, que l'hérédité jacente était *res nullius*, et que ni l'étranger, ni le cohéritier qui s'emparaient d'un meuble héréditaire, ne commettaient un vol. Ce vol ne devenait possible que lorsque l'héritier avait fait « adition », ou plutôt lorsque l'hérédité était possédée pour lui ou pour son compte.

A la vérité, Marc-Aurèle fit de l'usurpation des choses héréditaires, un délit public, mais on ne permit pas d'intenter ce *crimen expilatæ hereditatis* contre le cohéritier. Ces dispositions bienveillantes étaient appliquées à la femme survivante.

Par analogie, en droit coutumier, on commença par décider qu'aucune peine criminelle ne pourrait être prononcée contre la veuve qui aurait détourné des biens compris dans la communauté ou la succession de son mari, ni « à fortiori », contre le cohéritier qui aurait enlevé des meubles héréditaires pour les soustraire au partage.

A la faveur de ces solutions indulgentes, les cas de recel se multipliaient. Il devenait nécessaire de prévoir une sanction.

Tout d'abord, on supprima l'exemption de peine pour les personnes étrangères à la succession, coupables d'avoir détourné quelque bien en dépendant. On les frappa des peines du vol. Notre ancien droit, en effet, abandonnait l'idée que les choses héréditaires n'appartiennent à personne pour considérer à nouveau ces dernières, comme susceptibles d'être volées. Mais l'exemption de peine était maintenue pour la veuve ou le cohéritier, auteur du recel. Pour expliquer ce traitement de faveur, nos anciens auteurs faisaient remarquer que l'action du vol était infamante; que l'honnêteté publique, à raison du caractère auguste des liens du mariage, ne permettait pas de l'intenter contre la veuve. Idées qui expliquent d'ailleurs encore aujourd'hui les dispositions de l'article 380 de notre Code Pénal. A cette époque donc, le recel d'effets de succession ou de communauté est bien considéré comme un délit assimilable au vol, et n'échappe, dans certains cas, à toute répression, qu'à raison de la qualité de son auteur et du caractère infamant de l'action pénale.

Bientôt, l'impunité de la veuve ou des cohéritiers, en pareil cas, apparut elle-même excessive.

La Jurisprudence commença par frapper la veuve coupable de recel, d'une première déchéance. Considérant que la veuve en

s'appropriant certains des effets de communauté avait fait acte d'acceptation, elle lui refusa le droit de renoncer à la communauté et la déclara déchue du bénéfice d'émolument. Par analogie, les héritiers coupables de divertissement, furent considérés comme ayant accepté la succession purement et simplement, et déchus du droit d'y renoncer.

Puis au ^{xvi}^e siècle, le Parlement de Paris aggrava la sanction. Se fondant sur quelques textes du droit romain, librement interprétés, il décida qu'en outre, la veuve ou l'héritier, coupables de recel, perdraient leur part dans les effets divertis.

Au ^{xviii}^e siècle, les criminalistes présentaient ces sanctions civiles, comme de véritables peines, destinées à réprimer le détournement d'effets de succession ou de communauté, et suppléant en cette matière les peines ordinaires du vol.

§ II. -- Le recel au ^{xviii}^e siècle d'après les coutumes et la Jurisprudence

Finalement, au ^{xviii}^e siècle, la répression du recel était bien organisée et se trouvait réglementée de même façon dans la majorité des coutumes. Certes, on trouve encore certaines divergences entre les coutumes, et dans les décisions. Mais cela tenait surtout, d'une part à l'absence de tout droit écrit, ensuite à l'absence d'un organe de contrôle, comparable à notre Cour de Cassation. A la fin du ^{xviii}^e siècle, ces divergences se trouvaient bien atténuées et ne portaient plus guère que sur des points de détail.

A. -- Le fait punissable

En l'absence de tout droit écrit, nous ne trouvons pas une définition « type » du recel. Au ^{xviii}^e siècle, chaque auteur a la sienne.

Pour la majorité, le recel suppose tout d'abord un détournement matériel d'effets de succession ou de communauté. Ainsi, d'après Valin, commentateur de la coutume de La Rochelle, « ... Le recel se commet ou en détournant et mettant à l'écart

des effets de communauté, ou sans les détourner, par voie de fait, en omettant de mauvaise foi de les comprendre dans l'inventaire ou de les rapporter au partage... » Certains auteurs, dans leur analyse du fait matériel de recel, vont jusqu'à distinguer le « divertissements », du « recelé » proprement dit. « ... Le recelé, c'est l'omission de déclarer ou mettre en évidence quelques-uns des effets communs. Le divertissement est la soustraction que l'on fait de quelques effets qu'on emporte hors de la maison... » (1)

Mais l'acte de divertissement ne suffit pas à lui seul à constituer le délit de recel : il faut, en outre, que son auteur ait agi dans une intention frauduleuse.

Dans le cas, par exemple, où un héritier distrair quelque effet de succession, par erreur, ou s'il le restitue avant toute poursuite, il ne pourra être poursuivi : il est considéré, en effet, dans ce cas, comme ayant agi de bonne foi.

Le délit de recel suppose donc réunis deux éléments : un fait matériel de divertissement et une intention frauduleuse. Il est assimilable au vol et ne se rencontre que dans un nombre de cas bien déterminés. C'est ainsi que Lebrun se refusait à appliquer la sanction de recel à un mari qui avait supprimé une quittance de rachat de rente, pour détruire le titre de la communauté contre lui. Il n'y avait pas là un détournement de richesse caractérisé.

En ce qui concerne la détermination des personnes qui peuvent être poursuivies pour recel, on ne trouve pas la même unanimité dans les coutumes. Supposons tout d'abord que l'héritier recéleur soit mineur. La plupart le déclarent punissable, se ralliant ainsi à la règle posée par Cujas, savoir : qu'en matière de délit, la minorité ne saurait être une excuse. Mais les hésitations sont beaucoup plus grandes, lorsqu'il s'agit d'appliquer les peines aux héritiers de l'auteur du recel. Les juristes, en effet, sont peu fixés sur le caractère civil ou pénal de l'action née du recel. On trouve des opinions dans les deux sens (2).

(1) Cf. HIDEUX, commentateur de Lebrun.

(2) V. *Recueil* LOUET et BRODEAU. Lettre R. Somm. 140.

Par contre, peu importe la nature mobilière ou immobilière de l'objet recelé : la peine du recel est applicable dans les deux cas (ar. Paris 12 août 1623).

Toutes ces notions paraissent un peu vagues. On en peut conclure cependant que notre ancien droit voyait surtout dans le recel un « délit matériel », tout à fait assimilable au délit de vol. Cette conception, au lendemain de la promulgation du C. C. se retrouvera dans les décisions rendues en matières de recel.

B. -- Les sanctions du recel

En ce qui concerne la sanction du recel, notre ancien droit avait élaboré des règles beaucoup plus précises, qui se retrouvaient d'ailleurs dans la généralité des coutumes.

En matière de recel d'effets de communauté, la solution est fort nette : trois sanctions étaient applicables. La première, très efficace, consistait à imposer à l'époux receleur la continuation de la communauté, si les héritiers de l'époux prédécédé en faisaient la demande, ces derniers fussent-ils mineurs ou majeurs. Mais cette sanction supposait l'existence de « communautés taisibles » ; notre Code civil les ignorant, cette sanction ne fut pas maintenue dans notre droit moderne.

Les deux autres sanctions consistaient d'une part, dans l'acceptation forcée de la communauté par la veuve survivante coupable de recel, et d'autre part dans la privation pour l'époux survivant de tous droits dans les effets divertis. Double pénalité classique, dont nous avons déjà signalé l'apparition, et que notre Code Civil devait conserver dans ses articles 1460 et 1477.

Depuis la promulgation du C. C. l'application de ces sanctions, ainsi que nous le verrons, a soulevé diverses difficultés. Nos anciens auteurs en connaissaient déjà certaines. Ainsi, dès cette époque, ils se demandaient si la femme condamnée pour recel pouvait, à défaut d'autres biens composant la communauté, exercer ses reprises sur les biens par elle divertis. La majorité se prononçait pour l'affirmative ; ils considéraient, en effet, que la privation de part imposée à l'épouse coupable de recel ne concernait que ses droits dans la communauté, que les sanctions prévues

contre les receleurs étaient de véritables peines, et qu'aucune peine supplémentaire ne pouvait être créée sans loi.

En matière de recel d'effets de successions, les solutions sont incontestablement moins nettes. Cela tient certainement à la multiplicité des lois romaines, dont on prétendait faire application. En fait, au XVIII^e siècle, une seule sanction paraît se retrouver dans la majorité des coutumes : l'héritier coupable de recel est privé de toute part dans les effets par lui divertis, et doit restituer lesdits effets soit en nature, soit en valeur. Au contraire, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les controverses restent très vives en ce qui concerne la déchéance, pour l'héritier, du droit de renoncer à la succession et du droit au bénéfice d'inventaire. Les uns invoquant la loi Scimus (1) prétendent que l'héritier receleur doit être condamné à restituer au double les effets par lui divertis. D'autres invoquant en sens contraire la Nouvelle 1 ch. 2 de Justinien, déclarent que cet héritier doit être simplement déchu du bénéfice d'inventaire. Cependant à la fin du siècle, Merlin déclare que « la peine de déchéance, en matière de recel, est de droit commun »...

Privation de part, déchéance du bénéfice d'inventaire et du droit de renoncer à succession, se retrouvent aujourd'hui dans les articles 792 et 801 C. C.

G. -- Forme de la poursuite

L'étude de la procédure suivie en matière de recel montre bien qu'en fait, l'ancien droit voyait dans le délit de recel un véritable délit pénal.

Certes, en principe, le recel n'est pas poursuivi au criminel. Mais la seule raison qui en est donnée par Le Brun, c'est le « caractère infamant de l'action ». L'action née du recel est une action civile que la loi a établie... « en considération du mariage qui a subsisté et de l'alliance qui dure encore ».

Mais comme d'après l'opinion générale, cette action civile constitue une faveur pour le receleur, accordée d'ailleurs surtout dans l'intérêt de la famille, de nombreuses coutumes autorisent expressément la poursuite du receleur au criminel, toutes les fois

(1) Cf. FOURGOLÉ, *Traité des Testaments*.

où les circonstances rendent son délit particulièrement grave : par exemple, valeur importante de l'objet recélé, ou bien encore recel commis par la femme postérieurement à la renonciation à communauté.

Ce qui vient encore confirmer le caractère pénal du délit de recel, c'est que l'action née du recel, qu'elle soit intentée au civil ou au criminel, se prescrit toujours par le même laps de temps : le temps requis pour la prescription de l'action pénale.

Pour conclure, à la veille de la rédaction du Code Civil, le recel d'effets de succession ou de communauté apparaît essentiellement comme un délit pénal assimilable au vol. Le but du législateur dans la répression du recel est le même que dans la répression du vol : punir l'atteinte au droit de propriété. Et si les coutumes prévoient pour ce délit des sanctions, autres que les peines du vol, cela tient uniquement au caractère infamant de ces peines et aux liens de parenté existant entre l'auteur du délit et la victime. En fait les peines du recel suppléent les peines du vol.

§ III. -- *Les rédacteurs du Code Civil et le recel.* -- *Les articles 792, 801, 1460 et 1477*

A la fin du XVIII^e siècle, nous trouvons chez tous les auteurs et commentateurs de coutume des développements assez importants consacrés à l'institution du recel. De même, les traités de Jurisprudence contiennent des décisions nombreuses sur cette question. Lors de la rédaction du Code Civil, on pouvait penser que le législateur utilisant ces matériaux importants aurait codifié les règles du recel, déterminé les éléments constitutifs du délit, et réglementé l'application des sanctions. Or, le Code Civil consacre, en tout et pour tout, quatre articles à cette délicate question de recel, dispositions d'ailleurs très laconiques, indiquant seulement les sanctions applicables au receleur.

Au titre des « successions », à propos des acceptations et renonciations à succession, l'article 792 déclare que l'héritier coupable d'avoir diverti ou révélé des effets de succession est déchu de la

faculté de renoncer, et en outre, privé de tous droits sur les objets divertis ou recelés. Double sanction, que connaissait déjà notre ancien droit. Puis, un peu plus loin, dans une autre section, l'article 801 précise les conséquences du recel pour l'héritier bénéficiaire : ce dernier sera déchu du bénéfice d'inventaire, solution que Merlin déclarait acquise à la fin du XVIII^e siècle. Et c'est tout, pour le recel d'effet de succession.

Au titre V du contrat de mariage, toujours incidemment, l'article 1460 dit que la veuve convaincue de recel, ou à son défaut, ses héritiers, seront déclarés communs en biens, nonobstant leur renonciation. Et dans la section suivante, après avoir indiqué que le partage de communauté est en principe soumis aux mêmes règles que le partage de succession, le législateur déclare dans l'article 1477, par analogie avec les dispositions de l'article 792, que celui des époux qui aura diverté ou recélé quelques effets de communauté, sera privé de toute part dans lesdits effets. Le Code Civil ne contient aucune autre disposition. Or, dans les textes précités, on chercherait vainement une définition de recel, ou quelque précision sur l'application de ses sanctions.

L'étude des travaux préparatoires du Code civil ne nous fournit aucune indication complémentaire. Au cours des séances du Conseil d'Etat et du Tribunat, les articles du projet concernant le recel furent adoptés sans discussion. On ne peut signaler que quelques observations, formulées par les différents rapporteurs et qui paraissent bien confirmer cette idée : qu'en matière de recel, le législateur moderne n'entendait pas innover, mais au contraire conserver ce qui existait déjà.

Nous avons fait remarquer, que dans les articles 792, 801, 1477 et 1460 C. C. le législateur n'avait fait que codifier les règles anciennes. Or, Duveyrier, rapporteur devant le Tribunat, pour justifier l'application de ces peines civiles au receleur, déclarait que « ... la décence publique, le souvenir du lien auguste qui vient de se rompre ou la dignité du mariage, qui quelquefois subsiste encore, ne permettent d'apporter dans cette matière, ni l'idée, ni le nom, ni la poursuite d'un délit... » (1). Idée que Lebrun avait déjà développée, et de laquelle il semble bien résul-

(1) Cf. FENET, T. VIII, p. 736.

ter, que le délit de recel constitue un délit assimilable au vol, mais frappé de sanctions spéciales, à raison du caractère infamant des peines du vol et des liens de parenté unissant l'auteur du délit et la victime. Cette conception pénale du recel était déjà celle de notre ancien droit. Nous la retrouverons dans les premières décisions de notre Jurisprudence et chez les premiers commentateurs du Code Civil. (1)

Aussine faut-il pas s'étonner, si pour résoudre les difficultés que souleva l'application des articles du Code concernant le recel, nos juges, dans le silence des textes, commencèrent par emprunter leurs solutions à notre ancien droit. Il semblait bien, en effet, qu'en cette matière, les rédacteurs du Code Civil avaient entendu conserver purement et simplement les règles anciennes, dans la mesure évidemment où leur application se conciliait avec celle des autres dispositions du Code Civil.

(1) V. DEMOLOMBE, *Succession*, t. I, p. 571.

DEUXIÈME SECTION

ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE DE RECEL

Au lendemain de la promulgation du Code Civil, il semble donc résulter tant des textes que des précédents historiques, que le recel doit être considéré comme un délit pénal assimilable au vol, frappé de sanctions spéciales : de peines civiles. C'est cette conception que l'on retrouve dans les premières décisions de la Jurisprudence.

Or, pour des raisons que nous développerons, la Jurisprudence devait l'abandonner vers le milieu du XIX^e siècle, en faveur d'une conception beaucoup plus large que nous appellerons « la conception purement civile du recel ».

§ I. — *Conception pénale du recel*

La Cour de Cassation a résumé dans un arrêt célèbre de la Chambre Civile du 13 novembre 1855, la conception de la Jurisprudence pendant la première moitié du XIX^e siècle. Aux termes de cette décision... « seuls tomberaient sous le coup de l'article 792, les détournements de successions, constituant de véritables vols. Le mot « recélé » employé dans cet article est corrélatif du mot « divertissement ». Ces deux termes ne sauraient s'entendre, comme ils s'entendaient dans l'ancien droit, que de l'action de cacher des effets détournés ou volés. Or, l'article 792 C. C., constituant une disposition pénale, ne saurait être étendu au delà des cas expressément spécifiés »...

Dans le même sens, on trouve en matière de communauté, des arrêts qui déclarent que « divertissement et recel » signifient d'après le sens naturel et usuel des mots, qu'il y a eu soit soustraction d'effets qui se trouvaient en nature dans la communauté, soit dissimulation d'objets qui devaient y rentrer et dont l'un des époux voudrait faire son affaire personnelle. En dehors de ces deux hypothèses, il peut y avoir sous des formes diverses, des manœuvres déloyales donnant lieu à l'application de l'article 1382 C. C., mais non à l'article 1477, qui, édictant une peine

civile contre celui qui a *diverti* ou *recélé*, ne saurait être étendu par analogie (1).

Cette conception du recel s'explique très bien à cette époque.

Nos juges, en effet, se reportant aux articles 792 et 1477, trouvent les mots « divertissement » et « recel », sans autres explication. Au lendemain de la promulgation du Code, la tendance naturelle est d'appliquer les textes à la lettre. Or, les termes « divertissement » et « recel » impliquent bien l'idée d'une soustraction matérielle.

Cette interprétation se trouvait d'ailleurs confirmée par les solutions de l'ancien droit, qui, dans le silence du législateur, redevenaient d'actualité. La tendance, en effet, au XVIII^e siècle était de considérer le recel, comme un « délit matériel ». Et de ce fait, nous avons vu que de nombreuses fraudes insuffisamment caractérisées, échappaient déjà aux sanctions du recel.

L'ancien droit fournissait un autre argument en faveur d'une interprétation restrictive des articles 792 et 1477 C. C. Les sanctions édictées contre le receleur, de par leur origine historique, présentent un caractère pénal certain (2). Or, en vertu du principe *nulla pœna, sine lege*, il ne saurait en être fait application par analogie à des faits autres, que ceux expressément prévus par la loi.

Aussi dans cette conception du recel, l'élément matériel a une importance prédominante pour la perpétration du délit. Le divertissement d'effets de successions n'est punissable, que s'il y a eu soustraction véritable, déplacement matériel desdits effets. En l'absence de cet élément matériel, l'article 792 n'est pas applicable.

En vertu de ce principe n'est pas considérée comme recel, la dissimulation frauduleuse par un héritier des donations à lui faites par le défunt, même rapportables (3). Même solution, en cas de création de dette fictive à la charge de la communauté, par le mari survivant, pour s'en approprier frauduleusement le montant (4).

(1) Cf. C. Caen (S. 73-2-222).

(2) V. Note de Planiol. D. P. 1894, 1, 145.

(3) Cf. C. Cass. 6 Nov. 1855 (S. 56-1-248) et Cass. 13 Nov. 1855 (S. 56-1-425).

(4) Voir C. Caen déjà cité.

Or, sous l'empire de cette théorie, toutes sortes de fraudes, qui en réalité avaient pour effet d'enrichir un héritier au détriment des autres, échappaient à toute répression. Ces fraudes se multipliaient impunément, favorisées, en outre, depuis le second Empire, par le développement de la fortune mobilière, notamment des valeurs de bourse.

Le vieux principe de l'égalité dans les partages se trouvait ainsi complètement faussé.

La Jurisprudence se rendait parfaitement compte que ces fraudes aboutissaient au même résultat que le « divertissement » caractérisé, puni par l'article 792 : enrichissement d'un seul héritier au détriment des autres. Dans l'un et l'autre cas, le but poursuivi par l'héritier était le même, et par suite également répréhensible. Seuls les moyens employés pour l'atteindre différaient. Or, au point de vue social qu'importent les moyens employés : c'est le but frauduleux qui est dangereux et qu'il faut punir, le résultat nuisible qu'il faut prévenir. Le but du législateur qui, en 1804, a édicté les articles 792 et 801 C. C., c'est de réprimer le détournement d'effets de succession. Or, le législateur ne pouvait prévoir à cette date tous les moyens de fraude, qui permettraient d'atteindre ce résultat, et que devaient favoriser des événements ultérieurs, comme le développement des valeurs mobilières.

Aussi la Jurisprudence, soucieuse avant tout d'adapter les textes aux besoins sociaux nouveaux, devait s'orienter nettement vers la répression du « but poursuivi », en négligeant les moyens employés pour l'atteindre.

Désormais ce qu'elle va s'attacher à punir, c'est moins spécialement la soustraction frauduleuse d'effets de succession, que plus généralement « toute fraude dirigée contre l'égalité du partage ».

Cette nouvelle conception apparaît dès 1860 dans une décision de la Cour de Poitiers rendue en matière de recel d'immeuble (S. 60-2-582)... « Les moyens peuvent varier suivant les « circonstances, le caractère des individus, la nature des biens « auxquels ils s'appliquent et l'époque à laquelle ils sont pratiqués, mais *l'intention frauduleuse* qui les inspire, et le

« *résultat* qu'ils sont destinés à produire, les rendent tous également punissables. Si donc quand il s'agit d'immeubles à divertir, au lieu de la soustraction manuelle, impraticable dans cette circonstance, on voit l'un des époux recourir pour accomplir la spoliation, à un ensemble de manœuvres, d'actes simulés et moyens frauduleux qui doivent produire le même résultat, et qui sont plus prémédités et plus coupables que la soustraction, la loi ne pourrait, sans manquer aux principes de justice, punir les premiers moyens et abandonner les autres à l'impunité... »

Aussi pour ces différentes raisons, la Jurisprudence abandonne-t-elle progressivement la conception pénale du recel.

§ II. -- *Conception Civile du recel*

La nouvelle conception du recel, en effet, ne s'est pas formée en un jour : elle s'est dégagée, petit à petit, d'un certain nombre de solutions particulières.

Ainsi on s'était demandé si les dispositions des articles 792 et 1477 étaient applicables aux soustractions commises, antérieurement à la dissolution de la communauté ou à l'ouverture de la succession.

Le Code Civil, en effet, ne contenait aucune disposition à ce sujet. Dès 1830, la Cour de Paris appelée à statuer sur la question, se prononce en ces termes (S. 31-2-210)... « le but du législateur dans l'article 792 C. C. a été de réprimer et de punir la fraude, qui aurait été tentée par l'un des successibles contre ses cohéritiers. Il importe peu que le divertissement ait été fait avant ou après le décès, s'il est constant qu'il a été fait, en vue du décès et pour spolier la succession. Autrement, ce serait encourager la fraude, et accorder l'impunité pour le cas où le divertissement et le recel auraient été préparés à l'avance; ce serait tout à la fois blesser la morale et l'équité, et méconnaître l'esprit de la loi... »

Il est intéressant de remarquer la date de cette décision: car, dès cette époque, la Cour de Paris reconnaît qu'en matière de recel, ce qui est répréhensible, c'est moins le fait de divertissement considéré en lui-même, que l'intention frauduleuse

du receleur de spolier ses cohéritiers. Et pour justifier cette solution elle n'invoque plus les termes de l'article 792 C. C., mais bien le but du législateur, ce qui autorise les interprétations les plus larges.

Dès 1850, la solution de la Cour de Paris prévalut dans notre Jurisprudence. Toutes les décisions rendues en ce sens invoquent dans leurs motifs, la prédominance, dans le délit du recel, de l'intention, sur le fait, et font remarquer, en outre, qu'une interprétation littérale des articles 792 et 1477 laisserait la jurisprudence désarmée devant la fraude.

Une atteinte très grave devait encore être portée par la Cour de Cassation, elle-même, au principe de l'interprétation restrictive des articles 792 et 1477 C. C. et, par suite, à la conception pénale du recel. La Chambre des Requêtes, de bonne heure, rejeta les pourvois concernant la qualification des faits constitutifs de recel. Elle prétendait, en effet, qu'il n'existait aucun texte définissant les éléments constitutifs du recel; que par suite les juges du fonds pouvaient juger souverainement s'il y avait recel ou non, et que leur décision échappait au contrôle de la Cour de Cassation.

Or, s'il n'existe aucun texte définissant le recel, comment justifier ces décisions de la Cour de Cassation elle-même, qui déclarent le recel un délit assimilable au vol, en se fondant sur les mots « divertissement » et « recélé » employés dans l'article 792 C. C. En réalité c'est donner à ces mots plus de sens qu'ils n'en ont. Il n'y a donc aucune raison de limiter l'application de l'article 792 C. C. au seul cas de « soustraction frauduleuse d'effets de succession ».

D'autre part, si dans le silence des textes, les juges du fond peuvent déterminer souverainement les éléments constitutifs du recel, ils peuvent appliquer les dispositions de l'article 792 aux fraudes les plus diverses, même ne constituant pas un délit pénal caractérisé. La Cour de Cassation a elle-même jugé (S. 69-1-470) ... « qu'attendu l'absence de circonstances particulières et précises qui leur en attribuait légalement le caractère, « tels qu'ils sont déterminés par la loi pénale, les faits de « divertissement ou de recel prévus par l'article 792, n'impli-

« quent point nécessairement l'existence de délits proprement
« dits. Ils peuvent résulter de toute fraude ayant pour but de
« rompre l'égalité du partage entre cohéritiers... »

A la faveur de ces théories, le champ d'application des articles 792 et 1477 s'étend considérablement. La Jurisprudence en arrive à frapper toutes les fraudes ou manœuvres, employées pour divertir quelque effet de succession ou de communauté. Pour justifier ces solutions, certaines Cours d'Appel déclarent que, si le législateur autorise la répression de toutes les fraudes dirigées contre les copartageants, « c'est qu'il a voulu apporter
« obstacle aux simulations ayant pour résultat de rompre l'éga-
« lité qui doit présider au partage des biens communs. » (S. 75-1-249). Désormais la sanction du recel apparaît comme une mesure générale et préventive d'égalité entre cohéritiers : son but est de faire respecter l'égalité entre copartagants.

La Jurisprudence donne alors du recel cette nouvelle définition : « toute manœuvre dolosive, toute fraude commise sciemment qui a pour but de rompre l'égalité du partage quels que soient les moyens employés pour y parvenir ». On la retrouve dans tous les arrêts de la fin du XIX^e siècle : c'est encore celle de la Jurisprudence actuelle (1). Dans cette conception le recel est considéré comme un délit civil, et l'action née du recel comme une action en réparation. Si nous nous rappelons les premiers arrêts de la Cour de Cassation définissant le recel un délit assimilable au vol, nous pouvons constater l'importance de l'évolution.

(1) V. notamment (S. 90-1-248), (S. 93-1-500), (S. 1925-1-303).

PREMIERE PARTIE

LE DÉLIT DE RECEL

La Jurisprudence définit le recel : « toute fraude commise pour soustraire certaines valeurs au partage d'une succession ou d'une communauté ». La formule est très large, et semble devoir s'appliquer à un nombre illimité de cas. En fait les cas de « recel » proprement dit, sont moins fréquents qu'on ne le pense : car le recel suppose pour son existence la réunion de certaines conditions bien déterminées, qui sont indispensables pour l'application des articles 792 et 1477 C. C. Quand y a-t-il donc recel ?

La réponse suppose l'étude préalable des trois questions suivantes :

Tout d'abord quels sont les éléments constitutifs du recélé ?

Quels sont les biens susceptibles d'être recelés ?

Enfin par qui le recel doit-il avoir été commis, pour que la pénalité soit encourue ?

Nous verrons que la Jurisprudence, dans le silence complet des textes, a élaboré une réponse pour chacune de ces questions, et que la Cour de Cassation, au lieu de se substituer au législateur défaillant, a reconnu aux juges du fond la compétence la plus étendue à ce sujet.

CHAPITRE PREMIER

LE FAIT PUNISSABLE

PREMIÈRE SECTION

NÉCESSITÉ DE L'EXISTENCE D'UNE MASSE PARTAGEABLE DE COMMUNAUTÉ OU DE SUCCESSION

§ I. -- *Nécessité de l'existence d'une masse indivise*

... « Le recel est essentiellement une altération dans la répartition d'une masse indivise, combinée par un ou plusieurs des ayants droit contre les autres copropriétaires »... Le recel suppose donc tout d'abord l'existence d'une masse de biens indivis.

En matière successorale, il a été jugé notamment que des frères et sœurs, évincés d'une succession par un légataire universel, devraient être déboutés de leur action en recel, formée contre le légataire, ce dernier étant seul et unique héritier à la succession :

... « Attendu que l'article 792 C. C. pour être applicable implique nécessairement l'existence d'une succession indivise, devant être partagée entre ce successeur et d'autres ayants droit »... (1).

En matière de communauté également, on trouve des applications fréquentes de ce principe. En cas de répudiation de la communauté par la femme ou ses représentants, ceux-ci ne peuvent poursuivre le mari pour recel d'effets de communauté, la communauté étant dévolue en entier à ce dernier. Il en est de même en cas d'attribution de la communauté toute entière au conjoint survivant : dans ce cas encore, il ne saurait y avoir recel d'effets de communauté par le conjoint survivant.

(1) Cf. (S. 1905-1460) et même sens Douai 7 juillet 1887 (Pand. Franc. 87-2-333).

Toujours en vertu du même principe, il ne saurait y avoir recel, au sens des articles 792 et 1477, quand la masse indivise n'existe plus. Aussi longtemps que subsiste l'indivision, celui des copropriétaires qui cherche à soustraire tels des biens communs ou de succession, évidemment se rend coupable de recel. Il n'en est plus de même quand, le partage terminé, l'un des copartageants cherche à détourner à son profit, tels des biens attribués à un autre. En l'absence d'une masse indivise de succession ou de communauté, son acte échappe à l'application des articles 792 et 1477, mais donne naissance à une sanction en dommages-intérêts, et peut-être à l'action de vol.

§ II. -- *Le recel n'est punissable qu'en matière de communauté ou de succession*

Or, si le recel suppose l'existence d'une masse de biens indivis, faut-il encore, pour l'application des articles 792 et 1477, qu'il s'agisse de biens de communauté ou de biens de succession. En conséquence, il a été jugé que l'article 792 C. C. est inapplicable aux détournements frauduleux opérés en matière de société, par l'un des coassociés. Dans l'espèce, les Mines d'Anzin devaient 35.000 francs à la Société existant entre les deux frères C. et J. Cheret. Cette créance appartenait donc à chacun d'eux à concurrence de 17.500 francs. Dans l'inventaire après le décès de C. Chéret, J. Chéret, non appelé à sa succession, omet frauduleusement de comprendre à l'inventaire la créance de 17.500 francs appartenant à son associé. Les juges refusèrent d'appliquer l'article 792 à l'associé coupable (1).

En effet, les règles prescrites en matière de partage de successions, régissent la forme, la validité et les effets de partages de sociétés (art. 1872). Mais on ne saurait étendre aux partages de sociétés, ni la disposition de l'article 811 sur le retrait successoral, ni la pénalité édictée par l'article 792, ni d'une façon générale les règles du partage des successions, qui ne s'expliquent que par la « qualité » de cohéritiers des copartageants, et par les obligations qui résultent de cette qualité (2).

(1) Cf. Cas. req. 20 Janv. 1885 (S. 85-1-299), et dans même sens (S. 51-2-599), (S. 83-2-41), (S. 65-1-453).

(2) V. AUBRY et RAU, t. VI, p. 53.

DEUXIÈME SECTION

L'INTENTION FRAUDULEUSE

L'intention frauduleuse est aujourd'hui, pour la Jurisprudence, l'élément essentiel du délit de recel. Dans l'ancien droit déjà, il était admis que la bonne foi était exclusive de divertissement. Dans notre Code Civil, l'article 801 vise le cas d'un héritier, qui « sciemment et de mauvaise foi », se rend coupable d'un acte de recel. Or, à mesure que la jurisprudence étendait la notion de recel, l'intention frauduleuse prenait, pour l'application de l'article 792, une importance de plus en plus grande, prépondérante même.

La conception actuelle de la Jurisprudence peut se résumer ainsi : pour l'application de l'article 792, peu importent les moyens employés par le délinquant, mais il faut et il suffit que ce dernier ait agi dans l'intention de rompre frauduleusement à son profit l'égalité du partage de la succession.

Le but de l'article 792 est de réprimer toute fraude dirigée contre l'égalité du partage : et, avant tout, c'est cette fraude que poursuit la Jurisprudence dans la répression du recel.

En principe, l'intention frauduleuse est juridiquement réalisée, lorsque l'agent commet avec connaissance le fait défendu par la loi, dans les conditions où elle le défend. Ainsi, en notre matière, elle consistera pour le receleur à usurper la possession d'un effet de succession ou de communauté *animo domini*, sachant que cet objet appartient à la succession, en vue d'en tirer un avantage personnel, mais, en outre, aussi, avec l'idée de frustrer ses cohéritiers. L'intention frauduleuse suppose donc chez l'agent un double mobile.

§ 1. -- *L'intention de réaliser un avantage personnel*

Tout d'abord, on doit trouver chez le délinquant, l'intention de réaliser un avantage personnel. Autrement dit, il faut que l'héritier, en s'appropriant tel effet de succession, ait agi dans un but intéressé, avec l'idée de réaliser un gain ou profit.

La Jurisprudence a une conception assez large de « l'intérêt

personnel » du receleur. Il a été ainsi jugé, que, pour l'application de l'article 792, il n'y avait pas lieu de distinguer entre l'appropriation faite par le successible dans son intérêt direct, et celle faite par lui dans l'intérêt d'un tiers qu'il veut gratifier. Dans ce dernier cas, en effet, son détournement lui permet de faire des libéralités avec des biens qui ne lui appartiennent pas, et, par suite, des libéralités qui sont sans frais pour lui. Son détournement est donc inspiré, non par l'idée de s'enrichir, mais de faire des libéralités sans s'appauvrir. On trouve donc bien encore ici chez le receleur l'intention de réaliser un avantage personnel. C'est, en vertu du même principe, que l'on a condamné également pour recel, l'héritier, qui avait diverti des sommes dépendant de la succession, à seule fin de payer ses dettes personnelles. « Qui paie ses dettes s'enrichit », dit le proverbe. On ne saurait donc nier, là encore, que le divertissement avait eu lieu dans un but intéressé et personnel.

Mais, au contraire, dans tous les cas où le détournement des effets de succession ou de communauté ne paraît pas avoir été opéré dans l'intention de réaliser un profit particulier, la Jurisprudence n'a jamais admis l'existence du recel. Cette Jurisprudence s'est affirmée dans plusieurs espèces bien différentes.

Ainsi, il a été jugé que l'article 792 est inapplicable à l'héritier qui s'est emparé d'un bien de succession, uniquement pour le détruire. Même solution quand des héritiers dissimulent un portefeuille contenant des valeurs, pour la seule raison que ce portefeuille contient en même temps les dispositions prises par le défunt au sujet de ses funérailles, dispositions que ses héritiers veulent cacher. (1) Il a été jugé de même que « ... l'héritier qui s'est emparé de certains papiers de la succession, non dans le but de se les approprier, mais pour éviter l'apposition des scellés sur ces papiers, conserve la faculté de renoncer... » (S. 68-1-343).

Autre hypothèse : un héritier chargé par le *de cujus* d'employer à une œuvre de bienfaisance une somme, qui n'avait pu recevoir sa destination, du vivant de ce dernier, avait conservé

(1) Nancy 11 mars 1884 (*Gaz. Pal.* 84-2-600). Paris 3 Déc. 1881 (*Rev. Not.* art. 6389).

cette somme, sans la déclarer à l'inventaire, attendant que la reconnaissance de sa qualité d'exécuteur testamentaire lui permît d'en faire l'usage indiqué. Diverses circonstances établis-
saient, par ailleurs, la bonne foi de l'héritier; les juges refusèrent de faire application de l'article 792.

Toujours en vertu du même principe, il a été jugé que n'est pas punissable, le successible qui détourne des sommes dépendant de la succession pour acquitter des dettes héréditaires.

§ II. -- *Intention frauduleuse de soustraire quelque chose au partage*

Or, pour l'application de l'article 792 C. C., l'auteur du détournement doit avoir agi, non seulement en vue de réaliser un avantage personnel, mais encore dans le but de soustraire frauduleusement quelque chose au partage. La simple appropriation d'un effet de succession ne suffit pas pour constituer cette « fraude au partage », que la Jurisprudence poursuit dans le recel. La Cour de Cassation a ainsi jugé, que, « pour l'application de l'article 1477 C. C., il fallait que l'omission soit le résultat d'une intention frauduleuse: que le fait par la veuve d'avoir omis sciemment, lors du partage amiable, certaines valeurs dépendant de la communauté pouvait bien être pris en considération « comme un des éléments de la fraude », mais qu'il ne suffisait pas à lui seul, pour constituer cette fraude ». (1)

Il faut donc quelque chose de plus : le receleur doit avoir agi, sachant que les biens détournés ne lui appartenaient pas en propre, et qu'en les divertissant, il les soustrayait sciemment au partage de la communauté ou de la succession. En l'absence de cette pensée frauduleuse, il ne saurait y avoir recel.

Les tribunaux ont fait souvent application de cette idée en déclarant qu'il n'y avait pas recel, si les omissions dans l'inventaire n'étaient pas préméditées, mais résultaient d'un oubli, d'une distraction excusable, d'une erreur de fait, « ... la loi n'ayant en

(1) Cf. Cass. req. 21 Nov. 1871 (S. 71-1-206), même sens (S. 79-1-343).

vue que de punir la fraude, et non l'erreur simple ou la négligence... » (1) Certains même ont soutenu que le recel résultant de la faute lourde échapperait aux dispositions de l'article 792, la loi exigeant la mauvaise foi et la faute lourde l'excluant.

Même solution dans le cas où le recel résulte d'une erreur de droit. Dans ce cas, très fréquent, l'héritier détourne des valeurs de succession croyant qu'elles lui appartiennent. Ainsi, une communauté légale de biens se trouve dissoute par suite du prédécès du mari; à l'inventaire, la veuve ne déclare pas des valeurs achetées au cours du mariage avec l'argent lui provenant de la succession de son père, croyant que ces titres lui appartenaient en propre et, par suite, ne tombaient pas en communauté. Les juges ont déclaré que « l'enlèvement et la dissimulation reprochés à la veuve, n'ayant pas été accomplis avec la mauvaise foi et l'intention de fraude nécessaires pour constituer le recel et le divertissement » échappaient aux dispositions de l'article 1477 C. C. Il n'y a pas recel non plus, si l'héritier croit avoir été gratifié des valeurs qu'il détient, ou en être propriétaire à un titre quelconque.

Mais que décider au cas où le recel est fait pour frustrer le fisc ou les créanciers, à l'exclusion des copartageants? On ne trouve pas ici chez l'auteur du divertissement l'intention de rompre à son profit l'égalité du partage.

La solution logique eût été de refuser l'application de l'article 792 dans ce cas. « Le recel des effets d'une succession implique par essence un dol commis au préjudice des copartageants... » (2) La sanction du recel a été conçue uniquement dans l'intérêt des copartageants : il ne saurait en être fait usage pour réprimer la fraude dirigée contre les tiers, notamment contre les créanciers de la succession. Cependant, la Jurisprudence a souvent admis qu'en pareil cas, il y avait recel, et a notamment reconnu aux créanciers de la succession le droit d'agir directement contre l'héritier coupable de divertissement. Ainsi, la Cour de Cassation a jugé qu'il y avait recel, dans une espèce où plusieurs héritiers

(1) Cf. Cass. req. 16 Févr. 1832 (S. 32-1-270), même sens Cass. civ. 24 Nov. 1847 (S. 48-1-21).

(2) Cf. Cass. Req. 2 Juin 1897 (D. P. 97-1-416).

avaient, du vivant du *de cujus*, acheté fictivement son mobilier pour le soustraire au gage des créanciers. (1) Il semble ainsi résulter de cette décision que l'intention frauduleuse est suffisamment caractérisée, lorsque le détournement a pour but, de la part du receleur, non pas de s'enrichir aux dépens des copartageants, ce qui serait normal, mais de frustrer les créanciers héréditaires.

Cependant, cette Jurisprudence ne paraît pas définitive : la Cour de Cassation est revenue sur la solution donnée précédemment par elle. (2) Dans la nouvelle affaire qui lui était soumise, tous les copartageants s'étaient concertés pour dissimuler des biens de succession afin de les soustraire au fisc et aux créanciers. Or, certains des complices, ayant été écartés du partage de ces biens, intentèrent l'action en recel contre ceux qui s'étaient appropriés la totalité des biens dissimulés. La Cour de Cassation décida que « ... le divertissement impliquait par essence un dol commis au préjudice des copartageants, autres que ceux qui avaient consenti au recel, dans le but de frustrer le fisc et les créanciers; que les demandeurs n'avaient été amenés à s'en plaindre que par le refus ultérieur de leurs copartageants de les en faire profiter; et que dans l'espèce il n'y avait pas recel, l'intention frauduleuse n'ayant été dirigée que contre les créanciers... » La Cour Suprême semble donc revenir à une solution plus logique. Remarquons toutefois que les demandeurs, en l'espèce, avaient été complices du détournement. Nous n'osons pas affirmer qu'elle se fût prononcée dans le même sens si l'action avait été intentée par les créanciers de la succession eux-mêmes.

(1) Cass. civ. 1885 (D. 85-1-293). V. même sens (S. 70-2-205).

(2) Cf. Cass. req. 2 Juin 1897 (S. 1900-1-75).

TROISIÈME SECTION

LE FAIT MATÉRIEL

Dans la conception actuelle du recel, l'intention frauduleuse ne peut suffire à établir le délit. Il faut, en outre, un fait qui transforme l'intention frauduleuse en réalité, et forme la base d'application des sanctions légales. C'est dans l'appréciation de cet élément matériel, que la Jurisprudence a particulièrement innové, élargissant, pour ainsi dire sans limites, le champ d'application du recel, au moyen de la formule aujourd'hui répétée par tous les arrêts, qui définit le recel : « Toute fraude commise sciemment en vue de rompre l'égalité dans le partage, quels que soient les moyens utilisés et en quelque temps qu'elle intervienne... » (1)

Voyons d'abord les moyens généralement employés.

§ I. -- *Moyens de recel*

La règle, aujourd'hui est la suivante : l'intention frauduleuse important seule, tous les moyens employés par un héritier, pour rompre l'égalité du partage sont répréhensibles.

Or, les moyens auxquels recourent les receleurs sont extrêmement variés. Ils vont de la simple appréhension ou dissimulation de biens indivis, aux combinaisons les plus complexes. Pour en faciliter l'examen, on peut grouper, d'une part sous le nom de « divertissement », tous les actes dans lesquels on trouve un détournement d'effets de succession ou de communauté, au moyen d'une appropriation indue, et distinguer, d'autre part, « les recelés », dans lesquels il y a dissimulation de la possession d'objets, que le copartageant était régulièrement tenu de déclarer. Mais, ainsi que nous le verrons, les moyens de fraude auxquels recourent les copartageants, ne sont pas toujours les mêmes, en matière de communauté et en matière de succession.

En matière de communauté, les actes de « divertissements » proprement dits sont assez fréquents. Dans la plupart des cas où

(1) Cf. (S. 1925-1-303).

la dissolution de la communauté intervient après divorce ou séparation de corps, on peut constater le détournement matériel d'effets de communauté, soit par l'époux qui a abandonné le domicile conjugal, soit par celui qui est resté seul dans les lieux. Ces détournements ressemblent beaucoup au vol réprimé par l'article 379 C. P.

Mais, souvent, le divertissement est réalisé d'une façon plus savante : en vertu d'un acte régulier en la forme. Tel, par exemple, ce mari qui, avant le décès de son épouse, vend fictivement à un tiers complaisant les valeurs de bourse dépendant de la communauté pour les soustraire au partage. (1) Une hypothèse plus délicate est celle, dans laquelle il y a création de dette fictive par le mari, à la charge de la communauté. Dans la liquidation de la communauté, faite après séparation de corps, le mari porte au passif une créance de 1.000 francs à son profit, fondée sur une dette qu'il prétendait avoir acquittée. (S. 73-2-222.) La femme prouve que cette dette est fictive, et demande l'application de l'article 1477 à son mari. Dans une autre hypothèse de dissolution de communauté après séparation de corps, un tiers se présente au cours des opérations de liquidation, pour réclamer le paiement d'une créance de 160.000 francs, qu'il avait contre la communauté, et obtient un jugement lui permettant de prendre inscription d'hypothèque judiciaire sur les immeubles communs. Postérieurement, la femme réussit à prouver que la reconnaissance de dette souscrite au profit de ce tiers par le mari était fictive, et ne constituait qu'un moyen frauduleux pour ce dernier de s'approprier une partie des biens de communauté. (S. 74-1-49.)

Certaines décisions émanant notamment de la Cour de Caen, ainsi que certains auteurs, avaient contesté que la création de dette fictive puisse constituer un acte de recel. Labbé, notamment, prétendait qu'il ne saurait y avoir recel ou divertissement, sans déplacement matériel de l'objet que l'on se projetait de détourner, et que la loi en employant les mots « divertissements » et « recel », n'avait pas songé à un appauvrissement juridique, métaphysique de la communauté, mais à un appau-

(1) Voir (S. 32-1-526), (S. 62-1-490) et (S. 1920-1-324).

vrissement matériellement et réellement consommé. Cette conception se rattachait à la notion étroite du recel « délit pénal » et « délit matériel ». Elle est abandonnée depuis longtemps. Aujourd'hui, dans notre Jurisprudence, la solution n'est plus douteuse; elle a été maintes fois jugée : doit être considéré comme coupable de recel, l'époux qui « de mauvaise foi et pour divertir tout ou partie de l'actif de communauté, a passé, soit avant, soit après sa dissolution, des ventes simulées de valeurs de la communauté, ou a fait figurer dans cette communauté des dettes fictives, soit à son profit, soit au profit d'un tiers complice ». (1) Les ventes simulées ainsi que la création de dettes fictives constituent, en effet, des manœuvres dolosives, tendant à rompre l'égalité du partage et comme telles tombant sous le coup de l'article 1477.

Les actes de « recélé » proprement dit, ont lieu généralement, à l'occasion de l'inventaire. Le cas le plus simple est celui de la veuve ou du mari, qui omet volontairement de déclarer à l'inventaire tel bien de communauté, pour se l'approprier frauduleusement (D. P. 51-1-329) — (*Gaz. Pal.* 28 av. 1897). Ainsi, est coupable de recel, la veuve qui, ayant pendant le mariage et à l'insu de son mari, placé sous son nom de fille des sommes par elle économisées dans le ménage, omet de les comprendre dans l'inventaire de la communauté (S. 63-2-107). De même est punissable le conjoint qui, après la séparation de corps, fait procéder à un inventaire incomplet et pour ce faire, cache frauduleusement ses livres de commerce (D. P. 72-1-463).

Or, certaines décisions appellent des réserves, comme ayant fait une application abusive de l'article 1477 C.C.

Ainsi, a été déclaré coupable de recel le mari qui, au cours du mariage, avait vendu la totalité des biens de communauté à charge de rente viagère, ou bien encore moyennant un prix inférieur à leur valeur réelle. La Cour de Cassation a jugé plus généralement (D. P. 1913-1-409) que tout détournement des biens de la communauté par aliénation au cours du mariage, tombait sous l'application de l'article 1477. Il semble bien difficile de voir dans ces actes du mari, un acte de recel dans le sens actuelle-

(1) Cf. (S. 63-2-225), (S. 74-1-49), (S. 75-1-249), (S. 80-2-44), (S. 1920-1-324).

ment admis de « manœuvre dirigée contre l'égalité du partage » : on y relève tout au plus une faute d'administration, une manœuvre frauduleuse contre la femme. Le délit de recel ne saurait, en effet, exister avant la dissolution de la communauté. En réalité, ce que la Jurisprudence a voulu punir dans ces différentes espèces, c'est bien la fraude du mari dans l'administration de la communauté. Elle a voulu mettre un frein au pouvoir illimité du mari : en l'absence d'autre texte, elle a fait application à ce dernier de l'article 1477.

« Il semble, comme l'a remarqué M. Ripert, que les juges aient cherché dans ce texte à la fois l'appui d'une consécration légale de la règle *fraus omnia corrumpit* et une pénalité civile qui leur paraissait désirable. » (1) Quoi qu'il en soit, pour atteindre ce but, la Jurisprudence n'a pas hésité à détourner l'article 1477 de son véritable objet. Certes, nous sommes, en matière civile et la règle *nulla poena, sine lege* ne saurait être invoquée ici. Cependant, les sanctions du recel présentent un caractère pénal indiscutable, ainsi que nous le verrons; il serait donc plus juridique d'en limiter l'application aux seuls actes dirigés contre l'égalité du partage.

Certains des moyens employés en matière de communauté pour soustraire frauduleusement des biens au partage, se retrouvent en matière de succession. Ainsi parmi les actes de « divertissement » proprement dits, on retrouve tout d'abord, comme en matière de communauté, les détournements matériels. Telle, par exemple, cette héritière, dont le recel résultait de la soustraction de « billets, obligations, or et argent qu'elle avait cachés dans ses jupes, et qu'elle refusait de montrer, jusqu'au moment où en la forçant de marcher, lesdits effets sont tombés par terre » (S. 28-2-193). Mais le receleur recourt le plus souvent à des procédés plus particuliers. Il a été jugé par exemple que l'article 792 était applicable à un héritier convaincu d'avoir détruit la reconnaissance de dette qu'il avait souscrite au profit du *de cujus*. De même encore, l'un des cohéritiers était débiteur en-

(1) Voir RIPERT, *La Règle Morale dans les obligations civiles*, p. 310 et note de GUÉNÉ, sous (D. P. 1913-1409).

vers le défunt, d'une somme de 7.200 francs, stipulée payable après le décès du *de cujus*. Cet héritier se refuse à comprendre cette créance à l'inventaire, déclarant s'en être libéré avant la mort du défunt. Ses cohéritiers ayant prouvé que cette créance restait toujours due, l'héritier se vit condamner comme receleur, pour avoir cherché à divertir le montant de la créance et à se l'approprier frauduleusement (S. 89-1-319). La même solution fut appliquée à un héritier qui, ayant reçu du défunt une libéralité déguisée sous forme de remise de dette, avait affirmé faussement avoir payé sa dette, pour se soustraire à l'obligation du rapport (S. 94-1-219). Cette espèce se rattache d'ailleurs aux dissimulations de donations que nous étudierons plus en détail.

Comme autre acte de « divertissement », particulier aux successions, on peut mentionner encore l'appropriation de tout ou partie d'une succession au moyen d'un faux testament. Nos juges paraissent avoir été saisis de la question pour la première fois dans une affaire Fouquet contre Léonard(1). Deux cohéritiers avaient confectionné un testament qui les instituait légataires universels, et avaient prétendu le faire valoir à l'égard des autres cohéritiers. Convaincus de faux, ils furent condamnés à 18 mois de prison par la Cour d'Assises de la Manche. Leurs cohéritiers prétendirent alors les évincer de la succession *ab intestat*, en invoquant contre eux la déchéance de l'article 792. La Cour de Caen déclara « l'article 792 inapplicable en l'espèce, la confection d'un faux testament ne pouvant être assimilée à un vol, les délinquants par ailleurs n'ayant rien détourné de la succession, qui était restée intacte ». (V. même sens *Gaz. Pal.* 1888-1-379). Mais cette décision ne fit pas jurisprudence. Dès 1874 on trouve, en sens contraire, une décision de la C. de Dijon dans une affaire à peu près semblable, dans laquelle toutefois, il y avait eu « appropriation consommée » de l'hérédité par les faussaires. La Cour de Cassation saisie(2), peu après, de la question donna la solution définitive : « l'article 792 est applicable dans tous les cas où il y a confection ou usage d'un faux testament, en vue de détourner frauduleusement tout

(1) V. C. Caen (S. 72-2-80), déjà cité.

(2) Cf. Cass. civ. 15 Avril 1890 (S. 90-1-248) et même sens Cass. Req. 5 février 1895 (S. 97-1-125).

« ou partie de l'hérédité ». Cette solution est, en effet, conforme à la conception actuelle de la Jurisprudence qui considère, comme recel, toute manœuvre destinée à rompre l'égalité du partage : or, la confection d'un faux testament a bien pour but de dépouiller les cohéritiers de tout l'émolument successoral. Peu importe d'ailleurs que la confection d'un faux testament, soit ou non suivie d'appropriation frauduleuse. La simple manœuvre dolosive suffit à rendre l'article 792 C. C. applicable : il a été jugé que le fait coupable, même demeuré à l'état de simple « tentative », est punissable (1).

Les cas de « recélé » proprement dit, sont également très fréquents en matière de succession.

Le recel résulte ici, le plus souvent, du silence gardé intentionnellement par l'un des héritiers, au moment de l'inventaire, sur l'existence d'effets de succession qui se trouvaient entre ses mains, quelque fois sans titre, le plus souvent en vertu d'un titre régulier (S. 88-1-148). Ainsi a été condamné pour recel un héritier qui déniait la possession de valeurs héréditaires qu'il avait entre les mains, comme mandataire du *de cujus*, et qu'il n'avait pas rapportées à la succession (2).

Dans des hypothèses nombreuses, il y a concert frauduleux entre le *de cujus* et l'héritier. Le *de cujus* par exemple remet, à titre de don manuel, telle somme à l'un de ses successibles. Ou bien il lui vend tels de ses biens, moyennant un prix dont le paiement est constaté par une quittance fictive. L'héritier, qui ne déclare pas ces biens à la succession de son auteur, a été jugé coupable de recel.

Enfin, dans plusieurs cas, les juges ont déclaré coupable de recel, l'héritier qui avait omis de déclarer non seulement les effets qu'il avait entre les mains, mais encore ceux qu'il savait être aux mains d'autres successibles. Nous reverrons cette solution dans l'étude de la complicité en matière de recel (3).

Comme nous le voyons donc, tous les moyens employés par le receleur, que ce soit en matière de communauté ou en ma-

(1) Voir (S. 63-2-225) et (S. 97-1-125) cité.

(2) Voir (S. 65-2-336), (S. 93-1-500).

(3) V. (D. P. 1900-1-358) et (D. P. 94-1-525).

tière de succession, sont punissables, qu'il y ait simple tentative ou détournement consommé; il suffit pour l'application des articles 792 et 1477, que ces moyens aient été employés en vue de rompre l'égalité du partage. Les moyens importent peu, l'essentiel est de prouver l'intention frauduleuse de celui qui les a mis en œuvre.

§ II. -- *Date des faits de recel*

Il peut y avoir délit de recel, même si les actes ou manœuvres du receleur sont antérieurs à la dissolution de la communauté ou à l'ouverture de la succession. Notre Jurisprudence est aujourd'hui unanime à ce sujet (1).

Nous avons vu qu'il n'en fut pas toujours ainsi. Parmi les décisions qui furent rendues en sens contraire, on peut citer un arrêt de la Cour de Riom ainsi motivé (Cf. S. 44-2-633) : « l'article 792 n'est applicable qu'aux héritiers qui ont diverti ou recelé des objets dépendant d'une succession. Le fait dont se plaignent les intéressés, a eu lieu du vivant du père commun, et non après son décès et sur des objets de sa succession. Dès lors l'art. 792 est inapplicable : il ne saurait y avoir délit... » La thèse paraît solide; certains auteurs la défendent encore (2). La Jurisprudence cependant l'a abandonnée depuis longtemps. Cette thèse, en effet, restreignait trop le champ d'application de l'article 792, alors que la Jurisprudence, pour les raisons que nous avons vues, cherchait à l'étendre. Et par ailleurs cette question perdait de son importance, la nouvelle Jurisprudence s'attachant désormais moins au fait lui-même de recel, qu'à l'intention frauduleuse de son auteur.

Quoi qu'il en soit, l'objection soulevée par la Cour de Riom subsiste-t-elle encore? Juridiquement n'est-il pas contradictoire de dire, d'une part, que le délit de recel supposant une hérédité partageable, etc..., ne peut exister que, postérieurement à l'ouverture de la succession, et, d'autre part, que ledit délit peut

(1) V. en ce sens Cass. req. 5 Août 1869, (S. 69-1-398); 4 Juin 1890, (S. 93-1-500); 6 Fév. 1901, (S. 1902-1-446); 15 Nov. 1911, (S. 1912-1-111); Cass. Civ. 4 Mai 1896, (S. 1902-1-447); 28 Octobre 1907, (S. 1908-1-262).

(2) V. PLANIOL et RIPERT, p. 373, t. IV *Succession*.

résulter d'un acte antérieur à l'ouverture de la succession. — La contradiction n'est qu'apparente.

Dans la conception actuelle de la Jurisprudence, certains des éléments constitutifs du délit de recel supposent que la succession est ouverte. Le délit n'est punissable, en effet, que s'il a été commis par des personnes ayant la qualité d'héritier, qu'au cas où il porte sur des effets de succession, et qu'enfin si l'intention de l'auteur est de rompre à son profit l'égalité du partage. Mais il importe peu que le fait matériel de recel soit antérieur ou postérieur à l'ouverture de la succession. Le fait, en lui-même, est sans importance pour la perpétration du délit. L'intention frauduleuse est seule punissable.

Un enfant dérobe à son père diverses valeurs de bourse peu avant son décès. Tant que le décès n'est pas arrivé, l'acte en lui-même ne tombe pas sous le coup de l'article 379 C. P. Le décès arrivé, l'enfant conserve le silence sur les valeurs qu'il a ainsi entre les mains. L'art. 792 devient alors applicable : l'héritier, en effet, conserve pour lui et définitivement les valeurs par lui dérobées. Son intention frauduleuse de rompre l'égalité du partage est manifeste. Or, cette intention frauduleuse n'est certaine qu'après l'ouverture de la succession. Son délit n'est consommé qu'après l'ouverture de la succession. Il aurait très bien pu à ce moment rapporter à la succession les bien par lui divertis, et son acte n'aurait jamais donné lieu à la sanction de l'article 792, les conditions d'existence du délit ne se trouvant pas réunies. On comprend dès lors que l'on puisse dire : le délit de recel ne peut être commis qu'après l'ouverture de la succession; il est punissable même si le fait matériel de détournement est antérieur à l'ouverture de la succession.

CHAPITRE II

BIENS SUSCEPTIBLES DE RECEL

Aux termes des articles 792 et 1477, le recel, pour être punissable, doit avoir pour objet des « effets de communauté ou de succession ». Cette expression qui nous vient de l'ancien droit, se trouve dans toutes nos décisions.

Son interprétation cependant est fort délicate.

Car que faut-il entendre exactement par « effets de succession » ou « effets de communauté » ?

Cette expression tout d'abord comprend-elle à la fois les meubles et les immeubles : autrement dit les articles 792 et 1477 sont-ils applicables indifféremment au divertissement des choses mobilières, comme au recel d'immeubles.

Puis question beaucoup plus délicate qui s'est posée spécialement en matière de succession, à propos de la dissimulation des donations : par « effets de successions », faut-il comprendre seulement les biens existants dans le patrimoine du *de cujus* au jour de son décès, ou au contraire tous les biens soumis au partage, c'est-à-dire même les biens sortis du patrimoine du défunt, mais qui doivent faire l'objet d'un rapport à succession ?

PREMIÈRE SECTION

LE RECEL DES MEUBLES ET LE RÉCÉL DES IMMEUBLES

L'application des articles 792 et 1477 au recel des meubles corporels ne fit jamais de difficulté dans notre Jurisprudence. Notre ancien droit avait eu souvent à connaître du recel de bijoux et deniers en matière de communauté. Nos premiers juges, considérant le recel comme un délit assimilable au vol, ne

pouvaient hésiter à appliquer les articles 792 et 1477 au divertissement de meubles corporels.

Le recel de valeurs mobilières lui fut assimilé. Et en fait, l'application des articles 792 et 1477 au recel des meubles incorporels ne fit vraiment de difficulté qu'en matière de détournement de créance. Ainsi un héritier détruit la reconnaissance de dette souscrite par lui au profit du défunt, pour échapper au rapport à la succession; doit-il être puni comme receleur? Même question pour le mari qui souscrit au profit d'un tiers complice, une fausse reconnaissance de dette, à seule fin de s'en approprier le montant aux dépens de la communauté.

Dans ces différentes hypothèses, nos juges hésitèrent au début, car l'ancien droit paraissait n'admettre que le « divertissement d'effets corporels » (1). Mais surtout parce que dans ces différentes hypothèses, il n'y avait pas « appauvrissement matériel » de la communauté ou de la succession (S. 73-2-222). Ces hésitations disparurent, le jour où la Cour de Cassation eut jugé que l'article 792 C. C. pouvait être appliqué en l'absence de tout appauvrissement matériel, la simple manœuvre dolosive contre l'égalité du partage étant punissable. Nos juges désormais punirent le recel, abstraction faite de la nature corporelle ou incorporelle des meubles divertis.

Dans la première partie du XIX^e siècle, la question du recel d'immeubles ne pouvait se poser. Nos juges considérant alors le recel comme un délit assimilable au vol, ne pouvaient appliquer l'article 792 qu'au divertissement d'effets mobiliers.

Mais dès 1859 à la suite des arrêts de la Cour de Cassation donnant du recel une autre définition, on trouve des décisions relatives au recel d'immeubles (2).

La question se pose souvent de la façon suivante : un père vend à un tiers complice divers immeubles. Puis le tiers rétrocède les immeubles au mari d'une des héritières du vendeur. Les cohéritiers, ayant prouvé que ces cession et rétrocession étaient fictives, demandent l'application de l'article 792. Autre hypothèse du même genre : l'un des cohéritiers, ayant

(1) V. POTHIER, *Tr. de la Communauté*, n° 688.

(2) Cf. (S. 1860-2-582) et (S. 62-2-37).

détourné ou détruit les titres de propriété concernant certains immeubles de la succession, se prétend propriétaire de ces immeubles et se refuse à les laisser comprendre au partage.

L'application des articles 792 et 1477 en cas de recel d'immeuble n'a jamais fait grande difficulté dans la Jurisprudence.

Tout d'abord l'article 792 visant toute fraude dirigée contre l'égalité de partage, on peut dire qu'il frappe tout acte de l'héritier dirigé contre l'égalité du partage, abstraction faite de la nature de la chose sur laquelle porte le divertissement (1).

D'autre part l'expression « effets de succession » est une expression classique et neutre, qui désigne les valeurs de la succession qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles. Une décision du Tribunal de Niort déclarant l'article 1477 applicable au recel d'immeubles de communauté est ainsi motivée : « attendu que le législateur n'a fait aucune distinction et qu'à l'exemple de la loi romaine, qui, en prononçant la même peine et en parlant des choses soustraites, disait dans le sens le plus étendu *res hereditarias*, à l'exemple des coutumes où il était écrit pour le même cas ces mots : « Les biens de la communauté », la loi nouvelle s'est servie d'une expression que les anciens commentateurs employaient déjà indistinctement avec le mot « biens », et qui comprend dans son étendue, sans limite, tout ce qui peut dépendre de la communauté. Attendu que ces mots « effets de communauté » ne se rencontrent pas seulement dans l'article 1477 et dans les articles 792 et 1460 qui lui sont corrélatifs, mais qu'on les voit employés dans plusieurs autres articles du Code, notamment aux N. 1423, 1438, 1439, 1442, 1507 et 1519 et que partant le législateur se sert de cette expression pour caractériser les biens de toute nature que la communauté peut posséder »... (2).

(1) V. note de M. BARTIN sous (D. P. 1899-2-481).

(2) Cf. Tribunal Niort 20 Déc. 1859 rapporté sous (S. 60-2-582).

DEUXIÈME SECTION

LA NOTION "D'EFFETS DE SUCCESSION" ET LA DISSIMULATION DES DONATIONS

Les mots « effets de successions » concernent-ils seulement les biens existant dans le patrimoine du défunt, au jour de son décès, ou s'appliquent-ils, en outre, aux biens qui n'en font plus partie, mais qui seront rapportés à la masse en vue du partage : par exemple aux biens qui ont fait l'objet de donations en avancement d'hoirie?

Cette question s'est posée devant nos tribunaux, à propos de l'application de l'article 792 à la dissimulation des dons, dans les conditions suivantes : un père, en vue d'avantager spécialement l'un de ses enfants, lui donne un immeuble sous forme de vente déguisée, — ou bien encore remet à cet enfant une somme d'argent sous forme de don manuel. Le père meurt : l'enfant ne déclare pas à l'inventaire, les biens qui lui proviennent de cette donation déguisée ou de ce don manuel. Cette dissimulation frauduleuse d'une donation déguisée ou d'un don manuel tombe-t-elle sous le coup de l'article 792 C. C.? — C'est là, une des questions les plus délicates de la théorie du recel. La Cour de Cassation paraît elle-même avoir adopté successivement trois solutions bien différentes. A l'heure actuelle, elle ne semble pas encore fixée définitivement.

§ I. -- *L'article 792 C. C. ne serait pas applicable à la dissimulation des donations*

Dans ses premiers arrêts, la Cour Suprême refuse d'appliquer l'article 792 à la dissimulation des donations (1).

Les principaux arguments que l'on trouve développés en faveur de cette thèse, sont les suivants : Les biens, qui ont fait de la part du défunt l'objet de donations entre vifs, ne font plus partie de son patrimoine au jour de son décès; ils ne sauraient par suite constituer des « effets de succession » au sens littéral des mots.

(1) Cf. (S. 56-1-248) et (S. 56-1-435) précéd. cités.

Les mots « effets de succession » ne s'appliquent pas, en effet, à tous les biens qui doivent faire l'objet du partage, mais seulement à ceux existants dans le patrimoine du défunt au jour de son décès. Or, l'article 792 est une disposition pénale, que l'on ne peut pas étendre au delà de ses termes précis.

On ajoutait également, que les peines édictées par l'article 792 ne pouvaient pas devenir, par une extension arbitraire, la sanction des dispositions légales qui fixent les réserve et quotité disponible, et que le donataire pouvait tout au plus être condamné au rapport.

Enfin on faisait remarquer que le donataire détenait les biens de son père en vertu d'une donation, c'est-à-dire d'une cause légitime de possession, et que, si blâmables que soient les dénégations persistantes sur le fait même de la détention postérieure à ce fait, elles ne sauraient en changer rétroactivement le caractère, en lui imprimant celui d'un détournement ou d'un recel.

Cette solution était d'ailleurs en parfaite harmonie avec la conception pénale, que la Jurisprudence se faisait alors du recel.

§ II. -- *L'article 792 C.C. serait applicable à la dissimulation des donations rapportables et des donations réductibles*

Or, vers 1860, la Cour de Cassation abandonne sa conception pénale du recel. Elle considère désormais la sanction du recel, non plus simplement comme un moyen de réprimer le vol d'objets de succession, mais comme le moyen de faire respecter l'égalité dans le partage.

Cette nouvelle conception devait avoir une répercussion immédiate sur la question qui nous occupe : la Cour de Cassation commence, en effet, par déclarer l'article 792 C. C. applicable à la dissimulation frauduleuse des donations sujettes à rapport.

... « Le législateur, dit-elle, en édictant les pénalités de l'article 792 a voulu, à l'aide d'une sanction énergique, assurer le respect par les héritiers de la règle fondamentale du partage égal des successions. Or, les donations rapportables, par cela

même qu'elles font partie de la masse des biens à partager, sont nécessairement comprises dans les effets de succession, dont parle l'article précité. La dissimulation frauduleuse de pareilles donations constitue donc bien un acte de recel punissable »(1)... Cette théorie a été confirmée depuis dans de nombreux arrêts.

On ne saurait, en effet, s'arrêter aux arguments développés dans les premiers arrêts de la Cour Suprême à l'appui de la thèse contraire.

Tout d'abord il est indiscutable que les biens sujets à rapport font partie de la masse à partager, sinon vis-à-vis des créanciers, tout au moins vis-à-vis des héritiers. Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de se reporter aux textes du Code Civil, notamment aux articles 829 et 843 qui ordonnent le rapport à la « masse », des biens donnés en avancement d'hoirie, et à l'article 865 qui déclare, que ces mêmes biens se réunissent à la masse : or, nous venons de voir que par « effets de succession », il faut comprendre tous les biens soumis au partage. Les biens donnés en avancement d'hoirie sont donc bien, à ce point de vue, des « effets de succession ».

Si l'on objecte à cela, que les biens donnés entre vifs sont sortis du patrimoine du donateur pour entrer dans celui du donataire, on peut faire remarquer, par contre, que le donataire n'a sur ces biens, pendant la vie du donateur, qu'une propriété essentiellement précaire. Il ne pourra avoir sur ces biens un droit de propriété irrévocable, qu'en vertu du partage, et s'il les conserve dans son lot. En définitive, le fondement de son droit sera dans le partage, et non dans l'acte de libéralité.

L'article 843 C. C. al. 2, défend d'ailleurs de retenir les dons. A cela l'on répond que l'article 792 C. C. n'a pas pour objet de faire respecter les règles qui fixent les réserve et quotité disponible. Certes, mais quel est l'objet du rapport ? Faire rentrer dans la masse, les biens donnés en avancement d'hoirie, pour permettre un partage égal entre les cohéritiers. La sanction du recel répond à la même préoccupation : faire respecter l'égalité du partage. Quoi d'étonnant dès lors, que la peine édic-

(1) Cf. Cas. Civ. 11 Juill. 1893 (S. 94-1-219).

tée par l'article 792 serve en même temps de sanction à l'obligation de rapporter. C'est une simple coïncidence.

Cette nouvelle théorie eut pour effet d'étendre considérablement le champ d'application de l'article 792. A cette époque, en effet, les dons manuels et les donations déguisées, d'un usage très fréquent, étaient toujours présumés faits en avancement d'hoirie. Comme le plus souvent les donataires ne les déclaraient pas au moment du partage, les actions en recel de ce chef étaient très fréquentes.

Alors on chercha à échapper aux dispositions de l'article 792. Désormais les chefs de famille désirant avantager spécialement un de leurs enfants, recoururent aux donations déguisées avec dispense expresse de rapport, car la dissimulation des donations simplement réductibles ne tombait pas sous le coup de l'article 792.

La Cour de Cassation, en effet, dans l'affaire de Casaux contre de la Béraudière, avait établi nettement la distinction entre la dissimulation des donations « rapportables » et celle des donations « soumises à réduction ». Dans le premier cas, elle avait reconnu l'article 792 applicable : au contraire, dans l'autre hypothèse, elle avait jugé que « ce texte ne saurait être invoqué, puisque les objets qui font parti d'une telle donation ne sont soumis qu'aux règles de la réduction, et que le donataire en demeurant propriétaire, ils ne sauraient être considérés comme des « effets de successions »... (S. 97-1-459).

Il est évident que les biens donnés avec dispense de rapport sont définitivement sortis du patrimoine du *de cuius*. Il ne saurait y avoir aucune assimilation entre le rapport fictif de ces biens, en vue du calcul de la quotité disponible et le rapport à la masse des biens donnés en avancement d'hoirie. Ces biens ne peuvent être considérés comme des « effets de successions » au sens de l'article 792 C. C. On conçoit dès lors que leur dissimulation échappe à l'application des sanctions du recel. Cette théorie a d'ailleurs été reprise de nos jours par M. Vialleton. ...« La dissimulation des donations réductibles n'est pas une fraude au partage : c'est une altération de rapports spéciaux qui ne sont pas particuliers aux copartageants, mais mettent face à face

les seuls héritiers à réserve avec le groupe entier des donataires et légataires, et trouvent, hors la notion du divertissement, leurs conséquences et leurs sanctions propres. C'est dire combien on est tenté, écartant l'analogie de situation plus apparente que réelle entre les donations réductibles et les donations rapportables, de laisser en dehors du recel la dissimulation des unes, tandis qu'on y maintient celle des autres (1)... »

Mais cette théorie avait pour effet d'encourager la fraude. La jurisprudence, par ailleurs favorable aux donations, venait de déclarer que les donations déguisées seraient désormais présumées faites avec dispense de rapport, et seulement soumises à réduction. Pour tourner la règle de l'égalité du partage, on recourait de plus en plus à ces donations. Aussi la Cour de Cassation se décida-t-elle à intervenir, et jugea que... « les donations non rapportables, qui sont sujettes à réduction, font partie de la masse partageable, dans la mesure où elles excèdent la quotité disponible, et par suite sont des « effets de succession » au sens de l'article 792. Dès lors, la dissimulation d'une pareille donation rend l'article 792 applicable dans la mesure où cette donation a excédé la quotité disponible »... Cette solution sera reprise ensuite dans de nombreuses décisions (2).

Il est curieux, d'ailleurs, de remarquer que pour justifier cette nouvelles solution, on reprit tous les arguments que l'on avait précédemment invoqués pour l'application de l'article 792 à la dissimulation des donations rapportables. On a prétendu, en effet, qu'ils s'appliquaient avec une force égale, sinon plus grande, dans le cas de la dissimulation des donations réductibles.

Tout d'abord les donations qui font l'objet de l'action en réduction, tout comme les donations sujettes à rapport, doivent être rétablies à la masse des biens partageables. Les biens ainsi donnés sont donc eux aussi des « effets de succession ». En les

(1) V. note VIALLETON sous (S. 1925-1-57).

(2) V. note dans ce sens : (S. 94-1-219), (S. 95-2-157), (S. 98-1-341), (S. 98-1-491), (S. 1900-1-454), (S. 1902-1-319), (S. 1911-2-46), (S. 1914-1-197), (S. 1914-1-348).

dissimulant, le donataire porte donc atteinte à l'égalité du partage : il se rend coupable de recel.

On ne saurait objecter que les biens donnés sous dispense de rapport ne font plus partie de la succession et sont entrés définitivement dans le patrimoine du donataire. Le droit du donataire sur ces biens est, en effet, essentiellement révocable et provisoire : comme pour les biens sujets à rapport, il ne trouve son fondement définitif que dans le partage. On peut même dire que l'éventualité de la réduction affecte la propriété du donataire, dans une mesure bien plus grave que l'éventualité du rapport : en effet l'héritier peut échapper au rapport en renonçant : il n'a aucun moyen d'échapper à la réduction. D'autre part, la réduction s'opère plus souvent en nature que le rapport : les tiers acquéreurs d'immeubles sont atteints par l'action en réduction dans le cas d'insolvabilité du donataire (C. C. 930), alors que les aliénations faites par le donataire empêchent toujours le rapport d'être en nature (C. C. 860).

§ III. -- *L'article 792 C.C. est applicable à la dissimulation de toute donation*

Notre Jurisprudence était ainsi arrivée, après de nombreuses controverses, à ces deux solutions bien nettes : application de l'article 792 à la dissimulation des donations rapportables d'une part, et pour les donations simplement sujettes à réduction, d'autre part, application dudit article dans la mesure seulement où lesdites donations excédaient la quotité disponibles.

Des décisions récentes semblent prouver que ces solutions ne sont pas définitives. L'espèce soumise à la Cour de Cassation était la suivante : un père de famille vend à un tiers certains de ces immeubles. Quelques mois plus tard ce tiers les rétrocède à l'un des enfants du précédent propriétaire, dans des conditions laissant supposer que ces reventes sont fictives. Après le décès du père, plusieurs cohéritiers demandent l'application de l'article 792 à l'enfant acquéreur desdits immeubles, pour n'avoir pas déclaré lors de l'inventaire la donation déguisée qui lui avait été faite, et qui excédait la quotité disponible.

Il a été jugé tout d'abord que ces ventes n'étaient que des contrats simulés et qu'elles devaient être considérées comme *inexistantes* : elles cachaient, en réalité, une manœuvre ayant pour objet de rompre l'égalité entre les cohéritiers et tombaient par suite sous l'application de l'article 792 C. C.

La Cour de Cassation a ajouté que ces ventes fictives ne sauraient valoir davantage comme donations déguisées. Que le moyen juridique employé soit une vente ou une donation déguisées peu importe : cet acte a pour but de rompre l'égalité du partage. Or, un tel acte est nul de nullité absolue : « attendu que toute fraude ou manœuvre tendant, à quelque époque que ce soit, à rompre l'égalité au profit d'un successible tombe sous l'application de l'article 792 C. C. ... »

Fraus omnia corrumpit — la fraude à l'égalité du partage vicie tous les actes — « Attendu, dit la Cour de Rouen, que si l'on veut admettre la validité d'une donation déguisée dans les limites de la quotité disponible, quand la forme détournée donnée à la libéralité a pour but d'éviter la solennité d'un acte authentique ou des frais élevés, il n'en est pas ainsi quand le résultat recherché est d'échapper au contrôle des copartageants et de leur dissimuler un élément de l'actif partageable... »

La conséquence pratique est la suivante : les biens qui ont fait l'objet de ces donations déguisées sont censés n'être jamais sortis du patrimoine du *de cujus*. Ces biens constituent donc essentiellement des « effets de succession ». Par suite, le successible qui les a recélés, se trouve privé de tous droits sur la totalité des biens par lui divertis. (1)

Que conclure? Si cette Jurisprudence se confirme, et si la Cour de Cassation applique cette solution à la dissimulation, non seulement des donations déguisées, mais plus généralement à celle de toutes les donations sujettes à réduction, l'application de l'article 792 deviendra très simple. Il n'y aura plus à distinguer entre les donations rapportables et celles sujettes à réduction. Tout recel de biens donnés, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, tombera automatiquement sous l'application

(1) V. même sens C. Rouen 24 Déc. 1926; Cass. req. 22 Oct. 1928; (Cass. Civ. 9 Juill. 1929. *Gaz. Pal.* 29 Oct. 1929); Poitiers 29 Mars 1926.

de l'article 792 C. C. Que la dissimulation porte sur des donations réductibles ou des donations simplement rapportables, dans les deux cas, le receleur sera privé de tous droits sur les biens à lui donnés.

Cette nouvelle solution, d'ailleurs, ne change rien à la définition que la Jurisprudence donnait des mots « effets de succession » : ces mots comprennent bien tous les effets soumis au partage. Mais cette définition perd de son intérêt en ce qui concerne l'application de l'article 792, à la dissimulation des donations depuis qu'il n'y a plus lieu de distinguer entre les donations rapportables et les donations simplement réductibles.

CHAPITRE III

PERSONNES PUNISSABLES

PREMIÈRE SECTION

L'AUTEUR DU RECEL

§ I. -- *Nécessité d'être appelé au partage*

De nos jours, la sanction du recel a pour but de faire respecter l'égalité entre tous les copartageants d'une succession ou d'une communauté. Ce que la Jurisprudence veut réprimer, c'est la fraude commise par un copartageant au détriment des autres. En principe, donc, ne peuvent encourir les peines édictées par les articles 792 C. C. et 1477 que les personnes appelées au partage.

Or, quelles sont ces personnes?

En matière de communauté, elles sont faciles à déterminer : ce ne peut être, en effet, que le mari ou la femme; la question est plus complexe en matière de succession.

Les Cours d'Appel, au début, avaient notamment hésité à appliquer l'article 792 C. C. aux héritiers testamentaires et aux donataires contractuels. La loi, en effet, semblait n'avoir visé dans ledit article que les héritiers du sang. Or, ce texte édictant des dispositions pénales ne pouvait être étendu arbitrairement à d'autres personnes que celles visées expressément par ledit article (1).

La Cour de Cassation se prononça en sens contraire. Il s'agissait, en l'espèce, d'un mari coupable d'avoir diverti des valeurs de communauté et de succession, au détriment des héritiers de sa femme, alors qu'il était légataire universel de cette dernière. La Cour d'Appel ayant condamné le mari comme receleur, la Cour de Cassation confirma (2).

(1) Cf. C. Poitiers 30 Nov. 1830 (S. 32-2-580).

(2) Cf. (S. 73-1-276).

Ce que le législateur a voulu punir, en effet, aux termes de l'article 792, ce sont toutes les personnes appelées au partage, qui veulent frustrer leurs cohéritiers. Or, en cas de divertissement, pourquoi traiter avec plus d'indulgence les héritiers testamentaires que les héritiers légitimes? Les uns comme les autres sont appelés au partage, et leur fraude est également punissable. Aussi la règle est-elle formelle aujourd'hui : « L'article 792 est applicable aux donataires à titre universel comme à tous ceux qui succèdent *in universum jus*, héritiers ou légataires universels, ou à titre universel... »(1).

Peu importe, d'ailleurs, pour l'application de l'article 792, que la disposition à titre universel, dont bénéficie le receleur, ait été consentie en usufruit seulement. Certaines Cours d'Appel s'étaient cependant tout d'abord refusées à appliquer l'article 792 en pareils cas, non pour une raison de texte, mais parce qu'elles considéraient, comme une disposition à titre particulier, le legs ou la donation en usufruit de tous les biens d'une succession. La Cour de Cassation ayant jugé depuis, que le legs en usufruit de l'universalité des biens d'une succession constituait une disposition à titre universel, l'application de l'article 792 au bénéficiaire d'un tel legs n'est plus contestée aujourd'hui (2).

Dans tous les autres cas où le détournement d'effets de succession ou de communauté est opéré par une personne qui n'est pas appelée au partage desdits effets, cette dernière ne saurait encourir les peines du recel.

Ainsi, il a été jugé qu'il n'y a pas recel en cas de divertissement d'effets de succession par des parents ou alliés non susceptibles (Riom, 21 Déc. 1819, S. Chr. D) ou par des personnes devenues étrangères à la succession par suite de renonciation ou réputation (Rennes, 11 Août 1817, P. Chr.). Il faut supposer, d'ailleurs, dans ce dernier cas, que la renonciation à succession n'a pas été frauduleuse, et que le détournement a bien été effectué postérieurement à cette renonciation.

En vertu du même principe, la Jurisprudence s'est toujours

(1) Cf. Toulouse, 29 Déc. 1910 (S. 1911-2-173).

(2) V. Cas. Civ. 19 Juin 1895 (S. 95-1-336) et C. Req. 22 Nov. 1910 (S. 1911-1-168).

refusée à appliquer l'article 792 au légataire particulier. En effet l'application de l'article 792 à tous les successibles testamentaires ou *ab intestat*, comme l'a montré M. Vialleton, s'explique par le fait que tous ces derniers voient leurs droits définitifs subordonnés au partage. Au contraire, les droits du légataire particulier sur l'actif successoral sont limités par son titre. S'il dissimule quelque élément de la masse que le défunt ne lui a pas attribué, sa situation successorale l'assimile à un étranger (1).

§ II. -- *Les incapables et la sanction du recel*

Nous venons de voir que l'auteur d'un détournement d'effets de succession n'encourt les pénalités du recel, que s'il est héritier appelé au partage de la succession. Mais cette condition suffit-elle? Actuellement, on peut répondre affirmativement, mais pendant presque tout le cours du XIX^e siècle, les tribunaux exigeaient une autre condition : l'auteur du recel devait jouir de sa pleine capacité. Les juges se refusaient, en effet, à appliquer les sanctions du recel, et plus spécialement l'acceptation forcée prévue par les articles 801 et 1477 C. C., au mineur ou à la femme mariée, qui s'étaient rendus coupables de divertissement. Cette solution n'était en rien inspirée par notre ancien droit : nous avons vu, en effet, que notre ancienne Jurisprudence, depuis les consultations de Cujas, considérait le mineur comme passible des peines du recel. Elle s'expliquait, en réalité, par l'interprétation stricte des textes du Code Civil, et la méthode en honneur dans la période qui suivit la codification, qui consistait à expliquer les dispositions d'un article par référence à un autre article.

L'une des peines du recel est l'acceptation forcée pure et simple de la communauté ou de la succession. Or, disait-on, il est impossible d'appliquer cette sanction au mineur, qui ne peut jamais être héritier que sous bénéfice d'inventaire (art. 461 et 776 C. C.), ni à la femme mariée non plus, qui ne peut pas faire acte d'héritière sans l'autorisation de son mari (art. 776 C. C.). Ces incapables ne peuvent pas, par leur seule volonté,

(1) V. en ce sens (S. 69-2-289) et (D. 99-2-73).

acquérir une qualité d'héritier pur et simple, qui, ou bien pour eux est prohibée de façon absolue, ou bien suppose pour son obtention, l'autorisation d'autrui. Pour expliquer la déchéance édictée par l'article 801 C. C., on considérerait, en effet, l'acte d'immixtion du receleur comme emportant acceptation tacite de la succession. Par suite, il fut jugé que « ... la seule peine qu'encourent les mineurs, en spoliant ou en recelant, est de se trouver, comme héritiers bénéficiaires, obligés de rendre compte des objets de la succession... » (S. 28-2-3.) C'était là une solution d'une indulgence excessive.

Aussi, les juges, intransigeants fort longtemps, en ce qui concerne l'acceptation forcée, se montrèrent-ils bientôt moins absolue pour la privation de part. Aux termes, en effet, de l'article 1310, les mineurs sont tenus de réparer le dommage résultant de leurs délits ou quasi-délits. Or, la privation de part édictée par l'article 792, a pour but de réparer le préjudice résultant du recel. Rien ne s'opposait donc à maintenir l'application de cette peine au mineur coupable de recel. Et pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, la solution adoptée par la Jurisprudence fut la suivante : les incapables, coupables de recel, ne peuvent être forcés à accepter la succession ou la communauté, mais ils sont privés de leur part dans les effets par eux recelés. (Besançon, 26 Mai 1884 : Bordeaux. S. 1841-2-215 et S. 88-1-366.) Cette solution mixte était encore contestable.

Tout d'abord, il est difficile, sinon impossible d'admettre, que la loi considère le recélé comme entraînant acceptation tacite.

L'acte du receleur ne peut pas s'expliquer par son intention de faire acte d'héritier. Bien au contraire, les faits dont il s'agit, supposent plutôt que le successible veut rester étranger à la succession. La déchéance de l'article 801, ainsi que l'acceptation forcée (article 792), doivent s'expliquer, au contraire, par l'idée de « peine » : c'est à titre de peine que le successible est déclaré héritier pur et simple. Le mot « déchéance », que l'on trouve dans les textes, répond bien d'ailleurs à cette idée.

D'autre part, il n'y a aucune raison de traiter différemment les deux sanctions de recel : la privation de part et l'acceptation forcée sont toutes deux des « peines » qui forment un tout et dont l'application doit être simultanée. Car, ainsi que nous le verrons

plus loin, la privation de part ne saurait s'expliquer par l'idée de « réparation » : il n'y a, en effet, ici aucune proportion exacte entre la réparation et le dommage causé. L'indemnité forfaitaire, à laquelle est condamné le receleur, est une véritable peine, tout comme l'acceptation forcée.

Cette solution mixte est aujourd'hui abandonnée par la Jurisprudence.

En ce qui concerne la femme mariée auteur de recel, dès 1877, la Cour de Cassation (1) a jugé que « ... si, aux termes des articles 217 et 776 C. C., la femme mariée ne peut, sans l'autorisation de son mari, s'obliger ou accepter une succession, elle n'en est pas moins tenue personnellement des conséquences légales des délits ou quasi-délits dont elle s'est rendue coupable, sans le concours de son mari; attendu qu'aux termes des art. 792 et 801 C. C., le divertissement ou le recélé des effets d'une succession commis par les héritiers n'impliquent pas de leur part l'intention d'accepter la succession, mais qu'ils constituent des actes frauduleux que le législateur, par ces dispositions spéciales, punit d'une double pénalité : d'une part, la déchéance de la faculté de renoncer à la succession, d'autre part, la perte de tout droit dans les objets divertis ou recelés; que cette double pénalité frappe la femme mariée comme tout autre héritier, alors même qu'elle a commis le divertissement ou le recélé sans l'autorisation ou le concours de son mari... »

Cette solution paraît aujourd'hui définitive.

En ce qui concerne les mineurs coupables de recélé, même revirement de la Jurisprudence; mais la Cour de Cassation ne paraît pas avoir été appelée à statuer. Il est admis aujourd'hui, que les sanctions édictées par les articles 792 et 801 sont applicables aux mineurs, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les différentes sanctions. (2)

La seule atténuation apportée à l'application de ces peines est la suivante : les juges exigent que le mineur ait agi avec discernement. Il faut voir s'il a agi par faiblesse ou inexpérience

(1) V. Cas. Civ. 10 Avril 1877 (S. 77-1-248).

(2) V. (S. 41-2-215) — (Rec. Jurisp. Douai 1894, p. 268) et (S. 1908-2-173).

plutôt que par dol : il ne faut pas oublier, en effet, que c'est seulement la mauvaise foi que la loi entend punir. Sous cette seule réserve, la minorité ne saurait être par elle-même un obstacle à l'application des articles 792 et 801.

Cette solution, conforme à celle de l'ancien droit, se justifie aisément.

En effet, le recel constitue un délit civil. Or, aux termes de l'article 1310 C. Civ., le mineur n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou de son quasi-délit. Il ne peut donc échapper à la sanction que prononce l'article 792 C. C. Au sens large, l'article 1310 veut dire qu'au point de vue des délits ou quasi-délits, les mineurs sont considérés comme les majeurs.

On ne saurait objecter que la loi s'oppose à ce que le mineur puisse être héritier pur et simple. La loi ne dit rien de semblable. Elle dit seulement, ce qui est tout différent, qu'il ne peut accepter purement et simplement (art. 462) ; or, ici il ne s'agit pas d'une acceptation consentie, mais bien d'une peine infligée par la loi et, que le mineur doit subir comme le majeur.

D'autre part, il est illogique et arbitraire d'appliquer au mineur la deuxième pénalité de l'article 792, sans lui appliquer la première : si l'article 1310 n'est pas applicable au recel, on ne peut pas plus priver le mineur de sa part dans les objets recelés, que le déclarer héritier pur et simple.

DEUXIÈME SECTION

HÉRITIERS DU RECELEUR

Quand une personne coupable de recel vient à décéder, avant toute condamnation, les arrêts admettent en général, que les héritiers et légataires doivent subir les conséquences du recel de leur auteur.

Cette solution ne saurait être critiquée quand les héritiers sont de mauvaise foi : les héritiers sont alors « complices » et, à ce titre, sont punissables tout comme l'auteur lui-même du recel, conformément à une Jurisprudence constante. Ainsi, dans une affaire Béal contre Bouvier, l'un des héritiers avait détruit une reconnaissance de dette souscrite par lui au profit du défunt. Le receleur vint lui-même à décéder, et postérieurement à son décès, on découvrit sa fraude. La Cour de Cassation déclara l'article 792 applicable à sa veuve, qu'il avait instituée sa légataire universelle « ... Attendu que bien que connaissant la soustraction frauduleuse commise par son mari, elle n'avait cessé d'en nier l'existence jusqu'au jour où ce fait avait été prouvé contre elle en justice, et qu'elle s'était ainsi rendu « complice » du divertissement accompli par son auteur... » (1)

Que décider, au contraire, quand les héritiers ont recueilli dans la succession de leur auteur, les biens provenant de son recel, alors qu'ils étaient de bonne foi et ignoraient l'origine de ces biens, et les manœuvres frauduleuses de leur auteur? Longtemps la Jurisprudence a soutenu que, même en pareille hypothèse, les sanctions du recel étaient applicables aux héritiers ou légataires du receleur, sans qu'il y eut lieu de tenir compte de la bonne ou mauvaise foi de ces derniers. Les décisions que l'on trouve en ce sens sont très anciennes (2).

Dès 1844, la Cour de Cassation jugea que l'héritier était tenu du chef de son auteur, de l'action de l'article 1477 (parce que... « cette action n'est nullement une action pénale proprement

(1) Cas. Civ. 7 Déc. 1898 (S. 1900-1-129).

(2) (S. 45-1-191) — (S. 46-2-389) — (S. 49-1-363) — (S. 81-2-94).

dite, mais une action purement civile qui tend à la réparation du préjudice causé par le recel. Dès lors cette action peut être exercée tant contre l'époux spoliateur que contre ses héritiers qui le représentent, et auxquels sa succession ne parvient que grevée des charges, dont son propre fait est l'origine... » (1).

Cette décision est tout à fait remarquable car, à la même époque, la Cour Suprême jugeait par ailleurs que le recel constituait un délit pénal assimilable au vol. A la vérité, elle s'explique par un texte : l'article 1460 C. C., qui déclare, applicable aux héritiers de la femme coupable de recel, l'acceptation forcée de la communauté. Or, ce texte étant inconciliable avec la règle de la personnalité des peines, seuls donc les principes du droit civil permettent de l'expliquer.

Dans un arrêt de la Cour de Paris rendu peu après, on trouve une autre explication (S. 46-2-389). L'article 1477 serait applicable au légataire de l'auteur du recel, parce que ce dernier n'aurait pu disposer au profit du premier de ce qui ne lui appartenait déjà plus, en conséquence de la pénalité par lui encourue.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons constater que ces deux solutions sont exclusives de toute considération de la bonne ou de la mauvaise foi de l'héritier ou du légataire, bien que la mauvaise foi du légataire de l'héritier fut elle-même certaine dans l'hypothèse de l'arrêt de la Cour de Paris.

Cette sévérité particulière, à l'égard des héritiers du receleur, était choquante et sans grand fondement. Aussi les Cours d'Appel y apportèrent bientôt un tempérament : elles admirent que les héritiers ou légataires du receleur pourraient, dans une certaine mesure, exciper de leur bonne foi personnelle, pour échapper aux sanctions du recel, en offrant spontanément et avant toute poursuite de restituer les objets divertis ou recelés par leur auteur (2). La Cour de Cassation s'est prononcée depuis dans le même sens (3).

Cette solution cependant n'est pas encore satisfaisante. La Jurisprudence devrait faire un pas de plus, et admettre que « l'héritier peut exciper, à tous égards, de sa bonne foi personnelle, non

(1) Cf. Cas. Req. 4 Déc. 1844 (S. 45-1-191).

(2) V. Douai sous (S. 71-1-206) — (S. 1881-2-94) — (S. 1899-2-241).

(3) (S. 1913-1-308).

seulement sous la forme de la possibilité de la restitution quand il découvre lui-même le recel, — ce qui paraît bien acquis aujourd'hui, — mais encore en dehors de toute découverte du recel par lui-même, et par conséquent de toute offre de restitution... » (1)

Deux arguments peuvent être invoqués en faveur de cette solution.

Tout d'abord un argument de texte : l'article 1460 C. C. lui-même. L'article 1460 prévoit que les sanctions du recel sont applicables aux héritiers de la femme qui a diverti frauduleusement des effets de communauté. Mais ce texte suppose que la situation des héritiers est la même que celle de la femme ou plutôt que « les conditions » sont les mêmes. Ainsi la femme n'est punissable que si elle est de mauvaise foi. Pour ses héritiers, il en doit être de même. On ne doit leur appliquer les sanctions du recel, que s'ils connaissent le divertissement de leur auteur. Il n'y a, en effet, aucune raison de punir les héritiers plus sévèrement que leur auteur, d'exiger la mauvaise foi chez celui-ci et non chez ses héritiers. Le système de la Jurisprudence est particulièrement injuste, quand les héritiers du receleur sont des mineurs. Elle décide néanmoins qu'ils sont punissables, fussent-ils de bonne foi, si leur tuteur n'a pas fait la restitution en temps utile (S. 49-1-363).

Et l'on ne saurait objecter en sens contraire, comme l'a fait la Cour de Cassation, que l'action née du recel est une action civile en réparation, pouvant être exercée contre les héritiers, ces derniers étant tenus des indénités comme des autres dettes, *ultra vires*. En effet, personne ne conteste aujourd'hui que l'action née du recel soit une action civile. Mais, comme nous le verrons, la privation de part édictée par l'article 1477 présente le caractère d'une pénalité proprement dite, entièrement distincte des dommages intérêts, qui éventuellement peuvent être accordés, et qui, eux, correspondent bien à l'idée de réparation civile. Cette peine civile dès lors ne paraît devoir frapper que l'auteur coupable personnellement, et éventuellement ses héritiers, mais seulement quand ces derniers sont de mauvaise foi. En définitive, l'article 792 C. C. ne devrait être appliqué, qu'aux héritiers du receleur, coupables eux-mêmes de complicité ».

(1) V. BARTIN note 19. — AUBRY et RAU T. 8 p. 268.

TROISIÈME SECTION

LES COMPLICES

§ I. -- *Les cohéritiers complices*

L'un des cohéritiers appelés à une succession détourne frauduleusement quelque effet de la succession. Un autre cohéritier favorise ce recel, soit par son silence, soit par une manœuvre quelconque. Notre Jurisprudence, de tout temps, a déclaré coupable, ce cohéritier complice et n'a jamais hésité à lui appliquer les sanctions édictées par l'article 792; mais les motifs qui l'ont inspirée n'ont pas toujours été les mêmes.

Les premières décisions rendues sur cette question (V. S. 1831-2-210) condamnent le cohéritier comme complice. A cette époque les juges considèrent le recel comme un délit pénal. En vertu même des dispositions du Code Pénal (art. 59), ils déclarent le complice aussi répréhensible que le délinquant lui-même, et lui appliquent les sanctions édictées contre l'auteur même du recel... « Les dispositions de l'article 792 s'appliquant aux héritiers auteurs ou complices de détournements frauduleux », est-il dit, dans plusieurs décisions.

Or, vers le milieu du XIX^e siècle, à l'idée de sanction pénale se substitue peu à peu l'idée civile de réparation, ainsi que nous l'avons montré. Les Cours d'Appel continueront encore à frapper les cohéritiers complices, des sanctions édictées par l'article 792, mais pour des motifs tout différents.

D'après la nouvelle Jurisprudence le recel constitue un délit civil ou quasi-délit. Or, il est de principe dans notre droit, que toutes les personnes, qui ont concouru à un même délit ou quasi-délit, sont solidairement tenues de le réparer. En vertu de cette règle bien connue de la responsabilité solidaire des coauteurs du dommage, nos juges décident d'imposer au cohéritier complice les sanctions édictées par l'article 792 C. C. Il a été ainsi jugé par la Cour de Cassation (S. 60-1-253) que... « le recel effectué par des cohéritiers constituait un quasi-délit qui les rendait solidaire-

ment responsables envers les autres copartageants du préjudice que ces derniers en avaient souffert, et devait notamment entraîner pour les receleurs une condamnation solidaire pour les dommages-intérêts... (1) ».

La Jurisprudence semble bien fixée dans ce sens.

Cette solution est parfaitement défendable, si l'on admet que les sanctions de l'article 792 C. C. ont pour but d'assurer la réparation du préjudice causé. Ce paraît être encore actuellement la conception de la Jurisprudence.

Si, au contraire, l'on considère que les sanctions du recel constituent bien plutôt de véritables peines privées, il devient impossible de punir les complices en invoquant la responsabilité solidaire des coauteurs du dommage. Remarquons d'ailleurs que la solution vraiment juridique dans ce cas ne serait pas d'appliquer aux cohéritiers complices les dispositions de l'article 792, mais de les condamner simplement à des dommages-intérêts.

§ II. -- *Les tiers complices*

Les tiers qui ont participé au recel, comme complices, peuvent être recherchés. La Cour de Cassation donne à ce sujet une règle formelle : « En matière de spoliation de succession ou de communauté, les tiers qui ont participé frauduleusement, comme complices, aux actes de recel de divertissement, sont solidairement responsables du dommage auquel ils ont concouru... » (2).

L'application de cette règle provoque deux questions : en quoi consiste d'abord le délit de complicité, et ensuite quelles sanctions appliquer aux tiers complices?

La définition de la complicité en droit civil est bien plus large qu'en droit pénal. Mais son existence suppose néanmoins trois conditions.

En premier lieu, il faut qu'il y ait un fait dommageable principal. Ainsi, en matière de recel, il a été jugé que l'on ne saurait poursuivre des tiers comme complices, « si le fait des détournements n'était pas admis contre l'auteur principal » (3).

(1) V. encore (S. 65-1-220) — (D. 1908-2-143).

(2) Cf. Cas. Req. 24 Avril 1865 (S. 65-1-200).

(3) V. Affaire Stourdza-Brancovan, 20 Janv. 1893, déjà citée.

Il faut ensuite que la coopération du complice ait facilité l'exécution du délit, et ce, de quelque manière que ce soit, sans que nécessairement ce soit (art. 60 C. Pén.) « par des dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables »; en droit civil, en effet, la complicité suppose seulement que le tiers complice ait été « cause » d'une façon générale, sans exiger l'emploi de moyens spécialement prévus par la loi.

Il faut enfin que la coopération des tiers complices ait été intentionnelle. Ces conditions sont nécessaires pour que le tiers complice soit punissable.

En matière de recel on voit intervenir les tiers complices dans deux séries d'hypothèses.

Ou bien le tiers lui-même divertit quelque effet de succession, à l'instigation du successible ou quelquefois même du *de cujus*. Il en est ainsi notamment quand un père de famille fait avec des tiers des ventes fictives et des fidéi-commis, dans le but d'avantager l'un de ses héritiers, et sans la participation de ce dernier. Dans cette hypothèse les juges ont toujours déclaré l'héritier coupable de recel « comme ayant tenté sciemment de s'assurer le bénéfice du dol commis par son auteur, de concert avec le tiers ».

Ou bien c'est le successible qui agit lui-même, mais en se servant des tiers, par exemple en leur confiant temporairement les objets recelés.

Or, dans ces différentes hypothèses, quelle sanction va-t-on appliquer à ce tiers complice? Il faut distinguer : si le fait de divertissement peut être poursuivi au pénal comme vol(1), le complice, conformément à l'article 59 C. P., encourt les peines du vol, comme l'auteur lui-même du divertissement. Il n'y a pas de difficulté à ce sujet.

Mais la question devient plus délicate, lorsque le tiers est poursuivi au civil, comme complice du délit de recel. Nous verrons, en effet, que la poursuite pénale du fait de divertissement n'empêche pas l'exercice de l'action civile en recel et, d'au-

(1) C. Chap. *Cumul des peines*, p. 92 .

tre part, dans les hypothèses les plus nombreuses, le fait de recel relève uniquement de la loi civile : recel d'immeuble par exemple.

Dans ces différents cas, il ne saurait être question d'appliquer à des tiers étrangers au partage les sanctions édictées par l'article 792 C. C. : acceptation forcée de la succession et privation de part. On ne peut donc les condamner qu'à des dommages-intérêts.

La Jurisprudence appliquant, encore ici, le principe de la responsabilité solidaire des coauteurs de délit, les condamne solidairement avec le receleur « comme étant responsables solidairement avec ce dernier du délit auquel ils ont concouru... »(1). Contre les tiers complices de recel, en effet, il ne saurait être intenté qu'une seule action, celle fondée sur l'article 1382 C. C. (2). Cette solution est en complète harmonie avec la conception civile du recel. Au point de vue des principes, ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, il serait souhaitable qu'elle fut appliquée aux cohéritiers complices.

(1) (V. Trib. de Chaumont sous S. 65-1-200).

(2) (C. C. Douai 8 Juill. 1897 — Rec. Douai 1897-242).

CHAPITRE IV

L'APPRÉCIATION DES FAITS CONSTITUTIFS DE RECEL PAR LES JUGES DU FOND

I

Nous venons de voir les différentes conditions généralement exigées par la Jurisprudence pour l'application des dispositions des articles 792 et 1477 C. C. Mais nous devons préciser aussitôt, qu'aucune de ces conditions ne s'impose en droit aux juges du fond. Il est, en effet, en notre matière, un principe souvent proclamé par la Cour de Cassation : en ce qui concerne l'appréciation des faits constitutifs de recel, les juges du fond jouissent d'une compétence souveraine. Leur décision échappe au contrôle de la Cour Suprême.

C'est là une exception tout à fait remarquable aux principes qui régissent ordinairement la compétence respective des juges du fond et de la Cour de Cassation. Supposons une personne condamnée pour recel. Elle conteste l'existence du délit de recel, et se pourvoit en Cassation. En toute autre hypothèse, un tel pourvoi serait parfaitement recevable. S'il est, en effet, admis que les décisions des Juges du fonds jouissent par rapport à la Cour de Cassation d'une autorité souveraine, en ce qui concerne la « constatation des faits et l'interprétation de la volonté de l'auteur », tout le monde reconnaît par contre, qu'elles tombent sous le contrôle de la Cour de Cassation, en ce qui concerne la « qualification juridique des faits constatés » par les premiers juges. La Cour de Cassation n'a pas à connaître du fond des affaires : mais c'est elle qui, en dernier ressort, doit contrôler l'application de la loi par les juges du fond. Dès qu'il s'agit d'apprécier le caractère légale des faits incriminés et d'en tirer les conséquences légales qu'ils contiennent, ces Juges sont sous le contrôle de la Cour Suprême.

C'est là le droit commun.

En matière de recel il en est différemment : la Chambre des requêtes le plus souvent rejette un pourvoi formé dans ces conditions.

Le premier arrêt rendu dans ce sens concerne une affaire Barbier contre Caron (S. 31-1-224). Il avait été jugé en appel que les faits soumis à l'appréciation des juges, ne constituaient pas des actes de recel. La partie déboutée prétendant, au contraire, qu'il y avait recel, forma un pourvoi en Cassation qui fut rejeté. L'arrêt de rejet était ainsi motivé : « ... en l'absence d'un texte définissant le recel, il appartient aux cours royales de déterminer souverainement *la nature et le caractère* des faits qui sont allégués devant elles, comme constituant le divertissement ou le recel... et par suite ces décisions échappent au contrôle de la Cour de Cassation... ». La formule que l'on retrouvera ensuite dans de nombreux arrêts de rejet sera toujours la même : « ... la loi n'ayant pas déterminé les circonstances constitutives du recel, en a par là même abandonné l'appréciation aux juges du fait... » (1).

Nous verrons plus loin ce qu'il faut en penser. Mais, dès maintenant, constatons les conséquences fâcheuses d'une telle théorie, pour une bonne administration de la justice. La Cour de Cassation a dû reconnaître, en effet, toujours en vertu de cette théorie, que les juges pouvaient très bien condamner pour recel, sans être tenus de constater l'intention frauduleuse du receleur. Dans une affaire Pellegrain contre Rovelle (Cf. S. 60-1-253), la Cour d'Appel avait jugé qu'il y avait recel. La personne condamnée se pourvut en cassation pour le motif, que l'arrêt attaqué ne constatait pas chez le demandeur l'existence d'une intention frauduleuse, — et que, par suite, il ne pouvait y avoir recel. Le pourvoi fut rejeté. La Chambre des Requêtes, tout en reconnaissant la nécessité de l'intention frauduleuse pour l'application de l'article 792, déclara qu'il n'était pas indispensable que les juges constatent expressément dans leur décision l'existence sement impliquent l'idée du dol et de la fraude et par conséquent, celle que les faits qui la constituent ont été commis sciem-

(1) V. (S. 60-1-253) — (S. 69-1-299) — (S. 97-1-124) — (S. 1906-1-81) — (S. 1908-1-7) — (S. 1923-1-358).

ment et de mauvaise foi... » Par la suite d'autres arrêts furent rendus dans le même sens (1).

Mais la Cour de Cassation aurait pu aller plus loin : elle aurait pu dispenser également les juges du fond de constater le fait matériel de détournement, pour la raison que le mot recel implique nécessairement un détournement. Autrement dit, la Cour de Cassation en arrivait à dispenser les juges de l'obligation de motiver leurs jugements, obligation cependant prévue en termes formels par la loi du 29 avril 1810, art. 7. Il ne faut pas s'étonner, dès lors, si la conception actuelle du délit de recel ne s'est dégagée que lentement, et si la Jurisprudence du recel présente un aspect quelque peu chaotique. Les décisions contradictoires que l'on rencontre constamment en cette matière, doivent trouver ici leur explication.

II

Cependant la Cour de Cassation a rempli un rôle plus actif que ne le laissent supposer les décisions ci-dessus rapportées. La Cour de Cassation a, en fait, exercé plus ou moins, et sous des formes diverses, ce droit de contrôle qu'elle paraissait avoir abandonné.

Tout d'abord dans certains arrêts, la Cour suprême revenant à une conception plus juridique de la compétence des juges du fond, déclare que la question de savoir, si certains faits constituent ou non un acte de recel, n'est pas une simple question de fait qui doit être abandonnée à l'appréciation des juges de fond, mais bien une question de droit pouvant donner ouverture à cassation. Implicitement, elle limite donc la compétence souveraine des premiers juges à la constatation des faits de détournement et à l'appréciation de l'intention frauduleuse (2).

D'autre part, dans de très nombreux arrêts, la Cour Suprême, tout en proclamant le pouvoir souverain des juges du fond, se livre néanmoins à un examen minutieux des motifs de cette intention « ...pour la raison que le recel et le divertis-

(1) V. (S. 69-1-299) — (S. 86-1-168) — (S. 89-1-319) — (S. 1904-1-40) — (S. 1920-1-324).

(2) (S. 37-1-579) — (S. 68-1-343) — (S. 69-1-24).

donnés par les juges, et contrôle la qualification juridique des faits constatés (S. 1925-18-7).

Enfin dans plusieurs cas délicats, simulation de passif de communauté ou dissimulation frauduleuse de donation, par exemple, sans s'attacher à la qualification donnée par les premiers juges, aux faits par eux constatés, la Cour de Cassation s'est fait juge elle-même de savoir, si tel acte frauduleux devait être considéré ou non comme un acte de recel. Et à cette occasion, la Cour de Cassation a précisé ce qu'il fallait entendre par recel : suppléant le législateur défaillant, elle a donné une définition du recel. Dans ces différents cas, elle a imposé sa solution. Ses décisions ont beaucoup contribué à l'unification de la Jurisprudence. Nous avons vu notamment l'influence déterminante qu'avaient eu, pour l'évolution de la Jurisprudence, les arrêts rendus par la Cour Suprême au sujet de la dissimulation des dons. Et en définitive, c'est la Cour de Cassation qui a donné du recel cette définition que l'on trouve aujourd'hui reproduite dans toutes les décisions de notre Jurisprudence.

Cependant, récemment encore, la Cour de Cassation proclamait la compétence souveraine des juges du fonds en matière de recel, thèse cependant qu'il paraît bien difficile de soutenir aujourd'hui. En effet, le seul argument invoqué en sa faveur est l'absence d'une définition légale du recel. Or, aujourd'hui, il existe une définition du recel acceptée par l'unanimité de la Jurisprudence, et que personne ne conteste plus. La Cour de Cassation est donc à même maintenant d'exercer son droit de contrôle sur les décisions des juges du fond — elle peut voir s'ils ont fait une exacte application de la loi aux faits qui leur ont été soumis.

Nous avons vu d'autre part les conséquences extrêmes auxquelles peut aboutir une telle conception de la compétence des juges du fonds. Elle permet de justifier les décisions les plus arbitraires et les plus iniques — puisqu'elle s'en remet complètement aux juges du soin de rendre une bonne justice. Toutes ces raisons militent donc en faveur de l'exercice normal par la Cour de Cassation de son droit de contrôle, et à une limitation plus raisonnable des pouvoirs des juges du fond.

DEUXIEME PARTIE

LA RÉPRESSION DU RECEL

Dans le silence des textes, la Jurisprudence a pu déterminer librement les éléments constitutifs du délit de recel. En ce qui concerne la répression, il n'en pouvait être de même : le Code Civil, en effet, prévoit expressément les sanctions applicables au receleur.

En fait, les textes sont très laconiques, et la Jurisprudence a encore, en cette matière, fait œuvre constructive importante. Le législateur n'ayant tracé que les grandes lignes, la Jurisprudence a dû organiser la répression. Elle l'a fait, d'ailleurs, dans un esprit très large, préoccupée avant tout d'adapter les textes aux nécessités sociales plutôt que d'en faire une application littérale. Et dans certains cas, en l'absence de texte, la Jurisprudence a créé de toute pièce.

CHAPITRE PREMIER

LES SANCTIONS

PREMIÈRE SECTION

L'ACCEPTATION FORCÉE

La première sanction attachée par la loi, au divertissement d'effets de succession, est d'imposer à l'héritier qui s'en est rendu coupable, la qualité d'héritier pur et simple; il ne peut même pas accepter sous bénéfice d'inventaire (art. 792 et 801 C. C.). En cas de recel d'effets de communauté par la femme ou ses héritiers, l'article 1460 C. C. par analogie, déclare ces derniers déchus de la faculté de renoncer à la communauté. Remarquons d'ailleurs, que cette solution est sans portée à l'égard du mari ou de ses héritiers, puisque le mari, maître de la communauté, ne peut jamais se soustraire aux engagements par lui contractés.

L'application de cette première sanction n'est pas toujours possible. En cas de recel d'effets de succession, elle suppose notamment que le successible à encore la faculté de se porter héritier pur et simple. Le receleur ne pourra donc être condamné comme héritier pur et simple, que dans trois cas :

1° Quand il n'a pas encore pris parti;

2° Quand il est héritier sous bénéfice d'inventaire;

3° Et quand, ayant renoncé, il lui est possible de revenir sur sa renonciation, dans les termes de l'article 790, notamment en l'absence d'héritier acceptant, ou bien dans le cas où son droit d'option n'est pas encore prescrit.

Si l'on suppose donc un héritier qui commet un détournement, alors qu'antérieurement, il a valablement renoncé à la succession, la déchéance de l'article 792, ne lui sera pas applicable s'il existe d'autres héritiers acceptants. Dans ce cas, en

effet, la renonciation du receleur est irrévocable et le coupable ayant perdu définitivement sa qualité d'héritier, n'est plus qu'un étranger par rapport à la succession. Son acte, dès lors, n'est plus passible des peines du recel, mais bien des sanctions pénales du vol ou de l'abus de confiance. (Rennes, 11 Août 1817, P. Chr.)

En cas de recel d'effets de communauté par la femme, il semble qu'il faille apporter la même restriction, à l'application de l'article 1460 C. C. La renonciation à communauté, valablement faite par la femme, est irrévocable (art. 1485 C. C.). On peut donc admettre que le divertissement commis par la femme après une renonciation régulièrement faite constitue une soustraction de la chose d'autrui, et échappe par suite à l'application de l'article 1460.

Or, quelle est exactement la portée de la déchéance ainsi édictée? En principe, le receleur déclaré héritier pur et simple, par application des articles 792 et 801 C. C., jouit des mêmes droits, et se trouve tenu des mêmes obligations qu'un héritier pur et simple ordinaire.

Tout d'abord, il jouit des mêmes avantages. Il a été juré notamment, que, si l'héritier coupable est réservataire, il peut faire réduire les libéralités excédant la quotité disponible. La loi, en effet, n'a pas prévu la déchéance de l'action en réduction. Mais faut-il encore que les biens divertis aient été intégralement restitués par cet héritier et, par suite, que la masse héréditaire ait pu être reconstituée pour le calcul de la quotité disponible. (1) Au contraire, si l'héritier, par exemple, s'est rendu coupable d'omission dans l'inventaire, il se trouve, par son propre fait, hors d'état de prouver la véritable consistance de la succession ; les tribunaux, dans ce cas, lui refusent l'action en réduction, étant donnée l'impossibilité de prouver que sa réserve a été entamée.

Mais surtout l'héritier condamné pour recel est tenu des mêmes obligation que l'héritier ordinaire ; notamment il

(1) Cass. 22 Déc. 1897 (*Gaz. Trib.* 1898) et Amiens 7 Nov. 1894 (*Journ. Aud. Amiens* 1895, p. 154).

répond des dettes et charges de la succession *ultra vires successionis*. Lorsque la succession est obérée, cette obligation constitue une charge très lourde pour l'héritier. C'est elle, qui donne le caractère de « peine » à la déchéance édictée par les articles 792 et 801. Nous verrons que la Jurisprudence a encore aggravé la sévérité de cette sanction, en reconnaissant aux créanciers de la succession, non seulement le droit d'invoquer cette déchéance à l'encontre du successible condamné, mais, en outre, l'initiative de l'action en recel, pour le faire condamner.

En matière de communauté, la portée de la déchéance résultant de l'article 1460 C. C. est bien moins grande. Nous avons déjà signalé que cette disposition était étrangère au mari ou à ses héritiers. Quant à la femme, sa contribution au passif commun ne pourra jamais dépasser le montant de son émolument dans la communauté (art. 1483 C. C.).

Quoi qu'il en soit, l'acceptation forcée étant une sanction illusoire, lorsque la succession est bonne ou la communauté avantageuse, le législateur a prévu une seconde peine.

DEUXIÈME SECTION

LA PRIVATION DE PART ET L'OBLIGATION DE RESTITUER

A. — La privation de part : son étendue

Le législateur a prévu une seconde sanction plus efficace : il prive le coupable de sa « portion dans les effets recelés » (art. 1477 C. C.).

C'est la loi du talion. L'auteur du détournement a voulu priver ses copropriétaires de leur part dans les effets divertis, c'est lui, au contraire, qui sera privé de toute espèce de part dans lesdits objets. Et les biens divertis seront attribués en toute propriété, et avant tout partage, aux autres copartageants.

La règle ainsi formulée dans l'article 1477 C. C. et reproduite dans l'article 792, paraît très simple : son application en fait a présenté de nombreuses difficultés. Car, quelle est exactement l'étendue de la privation de part du receleur ?

§ I. — *Extension de la privation de part aux droits résultant d'une donation ou d'un legs*

Une communauté se trouve dissoute par le prédécès de la femme. Le mari, institué par sa femme légataire en usufruit de tous les biens composant sa succession, est condamné pour recel. La question qui se pose alors est la suivante : l'article 1477, en déclarant l'époux coupable, privé de sa portion dans les effets communs par lui divertis, signifie-t-il, que cet époux perd la moitié à laquelle il a droit comme commun en biens, ou faut-il aller plus loin, et décider qu'il perd, en outre, les droits qu'il peut avoir sur les objets recelés, soit en toute propriété, soit en usufruit, comme donataire ou légataire de son conjoint ?

Au lendemain de la promulgation du Code Civil, plusieurs Cours d'Appel (1) se prononcèrent pour l'interprétation restrictive des textes, notamment de l'article 1477 C. C. Ces Cours

(1) V. notamment C. Colmar (S. 23-3-352).

d'Appel, prétendaient limiter la privation de part de l'époux, coupable de recel, aux seuls droits qu'il pouvait avoir sur les biens divertis en sa qualité de commun en biens. Pour justifier leur solution, les juges invoquèrent les termes de l'article 1477. Ce texte ne parle que de la « portion » revenant à l'époux coupable dans les effets divertis, c'est-à-dire seulement de la part qui lui revient comme époux commun en biens. Or, l'article 1477 constituant une disposition répressive, on ne saurait l'étendre aux autres droits que l'époux coupable peut avoir sur les objets divertis, soit à titre de donataire ou de légataire.

Dans d'autres décisions et en matière de recel d'effets de succession, on retrouve cette même tendance à restreindre la portée de l'article 792. Ces décisions sont d'ailleurs plus rares, car les termes de l'article 792 sont plus généraux et absolus que ceux de l'article 1477 C. C.

Cependant, la majorité des Cours d'Appel repoussaient cette interprétation. On lui reprochait tout d'abord d'être en contradiction avec les solutions de l'ancien droit. Dans une décision du Tribunal de Joigny (S. 28-2-193) très bien motivée, on trouve rapportée cette phrase de Pothier : « ... si le survivant qui a fait les recels, est donataire en usufruit de la part du prédécédé (il sera aussi déclaré déchu de cet usufruit dans les effets recelés... » Toute notre ancienne Jurisprudence est dans ce sens (1). Or, rien dans les travaux préparatoires du Code Civil n'indique que la loi nouvelle modifie sur ce point les solutions de l'ancien droit.

On a fait remarquer, d'autre part, que l'interprétation littérale des textes du Code Civil n'est pas aussi décisive qu'on veut bien le dire. Si l'on se reporte, en effet, à l'article 792 C. C., on constate que le législateur, en termes formels, déclare que : « l'héritier coupable ne saurait prétendre aucune part dans les objets divertis ou recelés ». La formule est si générale que personne ne conteste que la privation de part de l'héritier receleur s'étend à tous « les droits qu'il peut avoir sur les biens divertis, non seulement comme héritier, mais encore comme donataire ou

(1) V. POTHIER, n° 690; RENUSSEAU, *Tr. de la Communauté*, 2^e partie, chap. 2, n° 37 et suiv. (Voir aussi S. 40-2-501).

légataire ». Or, si cette solution ne fait aucun doute en cas de recel « d'effets de succession », il semble difficile d'admettre que la sanction édictée par l'article 1477, en cas de recel « d'effets de communauté », ait une portée moins grande. Rien ne justifierait, en effet, une solution différente dans chacun de ces cas.

Enfin et surtout, une interprétation aussi restrictive des textes ne répondrait certainement pas au but du législateur. Le but de la loi ne serait pas atteint, en effet, si l'époux coupable que l'on a voulu frapper d'une sorte de peine du talion, pouvait, à un titre quelconque, faire entrer dans son patrimoine l'objet qu'il a diverti ou recélé.

Or, le premier arrêt de la Cour de Cassation rendu en cette matière, tout en privant l'époux coupable de « tous ses droits » sur les biens divertis, respecte l'interprétation restrictive de l'article 1477 C. C. (S. 29-1-42). L'espèce était la suivante : à la suite de la dissolution d'une communauté par prédécès du mari, la veuve donataire en toute propriété de tous les biens composant la succession de son mari, avait été condamnée pour recel. La Cour de Cassation déclara que la veuve coupable de recel devait être privée de tous ses droits sur les biens divertis, « attendu qu'aux termes de l'article 1477 C. C., la veuve devait être privée de la part lui revenant dans les effets recelés, en sa qualité de commune en biens; qu'en outre, en vertu de la donation à elle faite, elle venait comme héritière à la succession de son défunt mari, et que, par suite, l'article 792 lui était également applicable en sa qualité d'héritière... » »

La Cour de Cassation donc, sans se prononcer sur la façon d'interpréter l'article 1477 C. C. arrivait par une habile combinaison des articles 792 et 1477 au résultat qui semblait le plus logique et le plus conforme aux précédents historiques (1).

Elle devait bientôt aller plus loin, et reconnaître la possibilité de l'interprétation extensive, principe déjà admis par de nombreuses Cours d'Appel. Car la combinaison des articles 792 et 1477 n'était pas toujours possible. Nous avons vu précédemment que le légataire à titre particulier échappe aux dispositions

(1) V. même sens Cas. Req. 16 Janv. 1834 (S. 34-1-120). — C. Bourges, 10 fév. 1840 (S. 40-2-501).

de l'article 792. Allait-on pour cette raison conserver à l'héritier coupable la part lui revenant dans les objets divertis, comme donataire ou légataire à titre particulier? Aussi dès 1845, la Cour de Cassation se prononce en faveur de l'interprétation extensive : « Attendu, dit-elle, que la disposition de l'article 1477 est générale et absolue; que la privation imposée à l'époux spoliateur s'applique à tous les droits qu'il peut avoir sur les objets détournés, à quelque titre que ces droits lui soient parvenus, soit d'après le vœu de la loi, soit en vertu de dispositions entre vifs ou testamentaires... » (S. 45-1-19). Cette formule sera reprise ensuite dans de nombreux arrêts(1). Aujourd'hui la Jurisprudence admet unanimement l'interprétation extensive. Cette solution fut transportée sur le terrain successoral.

§ II. -- *La privation de part et le prélèvement des reprises*

L'époux coupable de recel est privé de tous droits qu'il peut avoir sur les biens divertis, soit à raison de la communauté, soit en vertu d'une donation ou d'un testament. Faut-il aller plus loin encore, et déclarer que le receleur est, de plus, privé du droit de prélever les biens recelés, en paiement de ses reprises. Ainsi supposons, à l'occasion d'un partage de communauté, le mari condamné pour recel. Les biens divertis étant attribués exclusivement à la femme, le surplus des biens de communauté se trouve insuffisant pour payer les reprises du mari. Les termes de l'article 1477 sont-ils si généraux et absolus, qu'ils ne permettent pas d'autoriser le mari à se payer de ses reprises au moyen des biens divertis?

Les premières décisions que l'on trouve sur la question remontent au milieu du XIX^e siècle (2). Elles refusent au receleur le droit de prélever les biens recelés en paiement de ses reprises. En nous reportant à leurs motifs, nous constatons qu'elles sont toutes inspirées des arrêts de la Cour de Cassation qui refusent à l'époux coupable de recel l'exercice sur les biens divertis, des droits qu'il peut avoir spécialement comme donataire

(1) (S. 32-1-526) — (S. 67-1-207) — (S. 75-2-118) — (S. 89-1-428) — (S. 97-1-125).

(2) V. (S. 59-2-206) — (S. 63-2-227) — (S. 65-1-40).

on légataire. Les juges partisans de cette solution font remarquer tout d'abord, que la déchéance prononcée contre l'époux receleur aux termes de l'article 1477 est générale et absolue. Le receleur est privé de tous les droits qu'il peut avoir à exercer sur les biens divertis, à quelque titre que ce soit. L'article 1477 dit, en effet, que le receleur doit être privé de « sa portion » dans les effets divertis. Or, au sens grammatical, ces mots « la portion », ne sont pas synonymes de la moitié; ils expriment, au contraire, la part, qu'un participant a le droit de prendre, à quelque titre que ce soit, dans la masse partageable.

Peu importe que les biens divertis soient destinés au paiement des reprises du receleur; la loi n'a pas prévu d'exception au principe général qu'elle pose. Au contraire, on doit remarquer que l'article 1477 C. C. étant placé dans la section du « Partage de la communauté » est applicable à tout ce qui fait la matière du partage : aux reprises que les époux peuvent avoir à exercer, comme à leur participation dans le boni qui résulte de la liquidation.

On peut faire remarquer, en outre, toujours à l'appui de cette solution, qu'à la suite de la condamnation du receleur, les biens divertis sortent de la communauté, pour être attribués à l'autre époux avant tout partage, le tout sous réserve naturellement des droits des tiers. Mais entre les époux, il ne peut plus rien en revenir au receleur, à quelque titre que ce soit, parce que, quant aux reprises, les objets recelés n'en forment plus le gage, et, quant au boni, il ne peut s'en produire aucun pour le receleur, qui doit subir exactement le préjudice qui serait résulté de son délit envers son conjoint.

La Cour de Cassation saisie de la question n'a pas suivi les Cours d'appels sur ce terrain : elle s'est, dès l'origine, prononcée en sens contraire (Cass. Civ. S. 65-1-40). Tout en refusant à l'époux receleur l'exercice sur les biens divertis des droits qu'il peut avoir comme légataire ou donataire, elle lui reconnaît, par contre, en cas d'insuffisance des autres biens de la communauté, *mais dans ce cas seulement*, le droit d'exercer ses reprises sur les objets par lui divertis.

En effet, la situation n'est pas la même dans les deux cas et nos anciens auteurs l'avaient bien compris. Alors qu'ils n'hé-

sitaient pas à priver l'époux receleur de ses droits de légataire, ils lui reconnaissaient pas contre le droit, lorsque la communauté était insuffisante, de prélever ses reprises sur les biens divertis. « Quand il n'y a point d'émolument dans la communauté, disait Lebrun, et qu'elle suffit à peine pour les remplois, c'est faire une subrogation de peines que la loi n'autorise point, que de priver la veuve de ses remplois, subsidiairement au moins sur les choses recelées; or, les peines se doivent exécuter de la manière que la loi les ordonne... » (1) Notre ancien droit avait toujours considéré, en effet, la peine du recel comme le moyen de priver l'époux receleur uniquement de sa *part dans les bénéfices de communauté*, l'acte du receleur ayant pour but et pour résultat de réduire la part de l'autre conjoint dans le boni de communauté. Et par suite, nos anciens auteurs ne pouvaient admettre que la privation de part fut étendue aux droits que le receleur pouvait avoir à exercer, comme créancier de ses reprises; car ce n'est plus alors, dans ses droits sur les biens communs qu'il se serait agit de l'atteindre, mais dans ses biens propres, dans sa fortune personnelle, en partie composée de ses reprises. Aussi la Cour de Cassation faisait-elle remarquer, que les auteurs du Code Civil, ayant emprunté les dispositions de l'article 1477 à notre ancien droit, il était rationnel d'interpréter ce texte, en s'inspirant des solutions de nos anciens auteurs.

La Cour de Cassation faisait observer, en outre, que la solution par elle préconisée semblait bien résulter de l'ensemble des dispositions du paragraphe, auquel appartient l'article 1477. La loi, en effet, commence par obliger, dans l'article 1468, les époux à rapporter à la masse des biens existants, tout ce dont ils sont débiteurs envers la communauté. Puis viennent les articles 1470 et 1471, qui leur permettent d'exercer leurs reprises sur la masse, par voie de prélèvement. C'est seulement après l'exercice réciproque des récompenses de la communauté et des époux, que l'article 1474 décide, que le surplus se partage par moitié entre les époux. Le prélèvement des reprises se fait donc avant le partage, et l'on n'a point, à leur égard, à se préoccuper

(1) Cf. LEBRUN, *Communauté*, L. III, Ch. II, section 2. — BOURJON, *Droit commun*, T. I, p. 599.

de savoir dans quelle proportion les époux partageront le surplus : si ce sera dans la proportion normale de moitié (article 1474) ou dans une proportion moindre (art. 1475 et 1477). Il en résulte logiquement, que le recel et la peine qui y est attachée, sont étrangers au prélèvement des reprises et concernent uniquement le partage, lequel se fait, après l'exercice des reprises.

La Cour de Cassation invoquait enfin, en faveur de sa solution, le texte même de l'article 1477. En privant l'époux coupable de sa *portion* dans les effets divertis, il semble bien que la loi n'enlève au receleur que ce qu'il pourrait réclamer comme *copartageant*, mais non ce qu'il pourrait prendre, à titre de dation en paiement de créancier, en vertu des articles 1470 et 1472. Déclarer l'époux déchu du droit d'exercer ses reprises sur les objets divertis, ce serait dépasser certainement la rigueur de la loi; ce serait punir cet époux, non seulement dans ses droits d'époux commun en biens, mais encore dans ses droits de propriétaire. Ce ne serait plus simplement la peine du talion que le législateur a voulu édicter dans l'article 1477, mais une aggravation de peine.

Aujourd'hui les Cours d'Appels paraissent ralliées à la solution de la Cour de Cassation (1). Le principe semble définitivement accepté. Personne ne conteste plus au receleur le droit de prélever les biens divertis pour se payer de ses reprises.

En pratique, on doit combiner le jeu des reprises et l'application de l'article 1477 C. C. de la manière suivante : les biens divertis sont provisoirement retranchés de la masse commune, comme devant être attribués hors partage et en entier à l'époux, contre lequel la fraude a été dirigée, et les époux doivent exercer leurs reprises sur le surplus des biens de communauté.

Si ces biens suffisent, les effets divertis sont alors attribués définitivement à l'époux contre lequel le recel était dirigé. Dans ce cas, la privation de part édictée par l'article 1477 joue intégralement.

Mais si, au contraire, les valeurs recélées laissées de côté, il ne reste plus assez de biens dans l'actif commun, pour payer intégralement les reprises des conjoints, les époux complètent à

(1) V. en ce sens (S. 65-2-160) — (S. 68-2-72) — (S. 73-2-224).

due concurrence leurs reprises au moyen des biens divertis. Et c'est ce qui reste des effets recelés, après prélèvement des reprises d : deux conjoints, qui est alors soustrait au droit de copropriété du receleur, et attribué en toute propriété à son conjoint ou ses héritiers.

Ce système, évidemment, a pour résultat de limiter dans certains cas la portée de la peine édictée par l'article 1477. Mais, par ailleurs, il évite en pratique bien des difficultés et complications, que le système adverse aurait eu quelque peine à résoudre (1).

§ III. -- *La privation de part et la répartition du passif de communauté ou de succession*

L'application de l'article 1477 conduit, avons-nous vu, à un partage inégal de la masse commune. L'époux coupable de recel ne prenant plus que la moitié de ce qui reste des biens communs, après le prélèvement de ses reprises, doit-il néanmoins supporter la moitié du passif (Art. 1482) ?

Les Cours d'appels, appelées à statuer, se prononcèrent au début pour la négative (2). Suivant en cela l'opinion de nombreux auteurs, elles prétendaient que le passif ne devait pas être réparti par moitié entre le receleur et son conjoint, mais au contraire réparti entre ces derniers, proportionnellement à l'actif par eux recueilli, le receleur devant être notamment déchargé dans les dettes, d'une part proportionnelle à la valeur des biens dont il était privé.

A l'appui de cette thèse les juges faisaient valoir tout d'abord, qu'en procédant autrement on ajouterait une seconde pénalité à celle édictée par l'article 1477. Ce texte, en effet, se borne à priver l'époux coupable de sa part dans les objets recelés. Or, cette part, c'est une moitié de ces effets, mais sous la charge des dettes, et ce proportionnellement, conformément au principe général que les dettes suivent les biens. Pour détruire cette corrélation ordinaire, il faudrait un texte formel : or, l'article 1477 ne dit rien à ce sujet.

(1) Cf. sur ces difficultés COURTOIS et SURVILLE, *Contr. mar.*, T. 2, p. 503.

(2) V. (S. 41-2-327) — (S. 63-2-227) — (S. 64-2-160). Dans le même sens : RODIER et PONT, ODIER, TROPLONG.

D'autre part on a fait remarquer, qu'il n'y avait pas lieu de s'arrêter aux termes de l'article 1482, d'après lequel le passif de communauté se partage par moitié. Cette disposition n'est qu'une conséquence de la règle de l'article 1474, d'après laquelle l'actif se partage par moitié. Par conséquent, dès que l'égalité est rompue relativement à l'actif, elle doit cesser également relativement au passif. Et si l'époux coupable, en vertu de l'article 1477, reçoit moins que la moitié de l'actif, il doit aussi supporter moins que la moitié des dettes.

Depuis longtemps cependant l'opinion contraire à prévalu, tant dans la Jurisprudence que chez les auteurs. Cette solution a été notamment consacrée en Jurisprudence, par la Cour de Cassation, sous la présidence même de Troplong, l'un des défenseurs de l'opinion adverse. (Cass. rej. 10 Janv. 1865). (S. 65-1-149). Les arguments développés en faveur de cette solution sont assez nombreux.

Tout d'abord, a-t-on dit, l'article 1482 décide en termes absolus, que les dettes de communauté se partagent par moitié entre les deux époux. et l'on ne trouve pas, au paragraphe 2 de la section V intitulé : « Du Passif de la communauté et de la contribution aux dettes », de disposition qui modifie, pour le cas de divertissement ou de recélé, la règle posée par cet article.

D'autre part quand on objecte que l'article 1482 ne peut pas être séparé de l'article 1474, et que du moment que l'égalité est rompue dans le partage du passif, elle doit cesser immédiatement dans le partage du passif. cette objection ne tient aucun compte du principe établi par l'article 1477. Il n'est pas exact de dire, en effet, que l'époux coupable reçoit moins que la moitié : cela n'est vrai, que si l'on considère les biens qui faisaient partie de la communauté. Mais cela cesse d'être exact, si l'on considère la masse à partager, car précisément les objets divertis restent en dehors du partage.

D'ailleurs cette solution est conforme aux principes généraux concernant le paiement des dettes, et d'après lesquels, les dettes sont une charge de l'universalité des biens et ne grèvent pas les biens particuliers. Or, c'est à titre particulier, que les biens divertis ou recelés par l'un des époux, sont attribués à l'autre conjoint. Cette attribution ne peut donc engendrer pour

celui-ci, aucune obligation de contribuer aux dettes, proportionnellement à la valeur de ces objets.

En vain objecte-t-on, qu'en refusant à l'époux coupable de divertissement ou de recélé, toute diminution de sa part dans la contribution aux dettes, on le frappe d'une double peine. Il paraît, au contraire, évident qu'en lui accordant une pareille diminution, la peine dont la loi a voulu le frapper, cesserait d'être complète, et qu'il ne serait pas entièrement privé de toute part dans les objets divertis ou recelés, puisque la valeur de ces objets lui profiterait indirectement dans une certaine mesure, en le dégageant proportionnellement dans sa contribution aux dettes.

Cette question de la participation du receleur dans le passif, s'est posée également pour l'héritier coupable de divertissement. On s'est demandé si l'héritier coupable, privé de sa part dans les objets par lui divertis, devait néanmoins rester chargé des dettes comme s'il profitait de ces effets.

Les juges, saisis de la question, ont transporté purement et simplement sur le terrain successoral la solution qu'ils avaient appliquée en pareille circonstance, en matière de communauté. Ils ont déclaré, comme ci-dessus, que l'héritier receleur restant successeur universel, demeurerait comme tel soumis à toutes les obligations résultant de cette qualité, et que le fait d'être privé de sa part dans les objets recelés ne pouvait en rien modifier sa contribution dans le paiement des dettes successorales.

§ IV. -- *La privation de part et la Réserve*

Enfin l'application de la privation de part à l'héritier coupable de recel soulève une dernière difficulté. Nous venons de voir que cet héritier étant privé de tous droits sur les objets divertis, ces objets étaient attribués à ses cohéritiers, avant tout partage. Nous avons vu, en outre, qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte desdits biens, pour faire la répartition du passif entre tous les copartageants. Doit-on également en faire abstraction, pour le calcul de la réserve du receleur?

Les cours d'appel saisis de la question ont répondu par l'affirmative. Ainsi il a été jugé que les valeurs, divertis ou recélées par l'héritier réservataire, ne pouvaient entrer dans la masse de la succession, sur laquelle la réserve doit être calculée, et qu'en conséquence l'héritier réservataire, coupable de recel, qui verrait, de ce fait, ses droits réduits à une part inférieure à sa réserve normale, se prévaudrait inutilement de l'article 915 C. C. (1). C'est la conséquence logique des principes admis par la Jurisprudence.

Or, la réserve du receleur étant ainsi calculée sur la masse successorale, déduction faite de sa part dans les biens divertis, supposons que les biens, compris dans la masse successorale partageable, ne suffisent pas pour fournir au receleur le montant de ladite réserve. Pourra-t-il compléter sa réserve, au moyen des biens recélés, ou devra-t-il, au contraire, agir directement en réduction contre les donataires ou légataires du défunt? Le receleur n'a droit qu'à l'action en réduction, ont répondu les Cours d'Appel (2).

En effet les termes de l'article 792 sont formels : l'héritier receleur est privé de tous ses droits sur les objets divertis, sans qu'il y ait lieu de distinguer, si ces biens sont compris dans la quotité disponible ou dans la réserve. — Il faut remarquer d'ailleurs que cette solution ne porte pas atteinte au principe édicté par l'article 915 C. C. Dans cet article, ce que la loi a voulu, c'est dans l'intérêt de l'héritier, réprimer toute atteinte à la réserve émanant du *de cujus*. Mais dans notre cas, cette atteinte résulte, indirectement, du fait même de l'héritier réservataire, qui a voulu diminuer frauduleusement la part de ses cohéritiers : le receleur ne saurait donc se plaindre, si par sa faute et en vertu de l'article 792, il ne peut compléter sa réserve sur les biens divertis. Il en sera quitte, pour agir en réduction contre les donataires ou légataires du défunt.

(1) Cf. notamment Pau 30 Déc. 1884 (D. P. 86-2-142).

(2) Cf. notamment Paris, 17 Déc. 1895 (D. P. 96-2-229),

B. — Restitution des biens divertis

L'époux ou l'héritier coupable de recel est privé de tous droits sur les biens divertis; il doit donc restituer ces biens à ses copartageants. C'est la Jurisprudence qui, dans le silence des textes, a dégagé, puis précisé la nature, la forme et l'étendue de cette restitution.

§ I. -- *Nature juridique de la Restitution*

La restitution n'est pas un véritable rapport à la succession ou la communauté, rapport régi par les articles 829, 830, 858 s. et 869 : c'est quelque chose de beaucoup plus simple. Elle consiste uniquement, dans le rétablissement à la masse, des biens qui n'auraient pas dû en sortir. Les conséquences de cette notion première sont simples.

§ II. -- *Forme de la restitution*

Tout d'abord cette restitution en principe se fait en nature : elle porte sur l'objet même qui a été diverti, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les meubles et les immeubles, comme en matière de rapport. Il a été jugé notamment (S. 32-2-580), que lorsque le recel avait eu pour objet une somme d'argent, et que cette somme avait été investie par l'héritier receleur dans différents placements, c'était la somme diverties elle-même, que ce dernier était tenu de restituer.

A défaut de l'objet diverti lui-même, en principe, le receleur est tenu d'en restituer la valeur (1).

Il en est ainsi dans tous les cas où le receleur peut être rendu responsable de la disparition de l'objet diverti. Par exemple le receleur a aliéné le bien par lui recélé, au profit d'un tiers acquéreur de bonne foi. En principe, une telle vente ne peut être annulée, et par suite la restitution ne pourra s'effectuer qu'en valeur. Remarquons toutefois que les copartageants lésés auraient l'action en revendication, directement contre les tiers acquéreurs, s'ils établissaient la complicité frauduleuse de ces

(1) V. Bordeaux, 11 Mars 1847 (*Journ. arr. Bordeaux*, 1847, p. 147).

derniers (art. 1168), ou si la vente avait été consentie postérieurement à l'ouverture de la succession par un seul des copartageants. Dans ce cas, d'ailleurs, indépendamment de l'action en revendication contre les tiers acquéreurs, les intéressés conservent toujours leur action personnelle contre l'auteur du recel.

La restitution de la valeur est-elle obligatoire également dans le cas où l'objet recélé a disparu, par cas fortuit ou force majeure? — Du principe que l'héritier est obligé de restituer à la succession l'objet même qu'il a détourné, on doit conclure, que, conformément au principe général posé par l'article 1302, al. I. C. C., la perte de l'objet par cas fortuit, le libère de l'obligation de restituer. Les intéressés pourront, tout au plus, réclamer au receleur des dommages-intérêts (Nancy 31 Janv. 1876. Rev. arr. Nancy 1877, p. 119). En conséquence la perte se répartira entre tous les cohéritiers proportionnellement à leurs droits (D. P. 89-2-120). Certes nous pouvons remarquer, que l'article 1302 al. 2. C. C., met bien à la charge du voleur, la perte par cas fortuit. Mais nous avons déjà vu que la Jurisprudence depuis longtemps n'assimile plus le recel au délit de vol. Les décisions précitées sont donc conformes à l'opinion générale actuelle de la Jurisprudence.

Dans le cas où l'héritier est condamné à restituer la valeur de l'objet par lui diverti, c'est en principe la valeur de l'objet, au jour du divertissement qu'il doit restituer. Or, souvent on manque d'éléments pour déterminer de façon exacte la valeur dudit objet. Dans ce cas, les juges se sont toujours reconnus compétents, pour « apprécier eux-mêmes la valeur en argent » des objets détournés, d'après les circonstances de la cause », et ordonner en conséquence le rapport de la somme ainsi déterminée (1).

Une fois déterminée la valeur à restituer, la restitution ne s'opère pas sous la forme du rapport à la masse d'une somme d'argent. Elle se fait dans la forme ordinaire des rapports en

(1) V. Bordeaux, 8 Mars 1888 (*Journ. arr. Bordeaux*, 1888, p. 207) et Trib. Auxerre, 2 Mai 1888 (*Droit* du 20 Sept. 1888).

moins prenant à succession (art. 830 C. C.), c'est-à-dire en accordant au copartageant, au préjudice duquel le détournement a eu lieu, le droit de prélever, sur la masse à partager, une valeur égale et en principe de même nature, que celle de l'objet détourné (S. 36-1-332). Ainsi, il a été jugé (Bordeaux, 24 mars 1874 *Journ. arr. Bordeaux* 1874. p. 314), que si le recel consiste dans la supposition d'une dette, il y a lieu de prélever sur l'actif, au profit exclusif de l'époux victime de la fraude, une somme égale à la prétendue dette.

§ III. -- *Étendue de la restitution*

La restitution des biens divertis ne libère pas complètement le receleur, si ces biens sont de nature frugifère. L'héritier coupable de recel doit, en outre, restituer les fruits et revenus que lesdits biens ont produits, ou même simplement étaient susceptibles de produire. A ce sujet, il y a lieu de distinguer, selon que la restitution des biens divertis s'effectue en nature ou en valeur.

Dans le premier cas, la restitution des fruits est due, de plein droit, par le receleur. La question n'a jamais fait grande difficulté dans la Jurisprudence. On a fait valoir à l'appui de cette solution les dispositions de l'article 549. C. C. Aux termes de cet article, le possesseur de mauvaise foi est tenu de rendre les fruits avec la chose, au propriétaire qui la revendique. L'héritier receleur étant possesseur de mauvaise foi, est tenu, par là-même, de restituer les fruits des objets divertis. S'il a recélé une somme d'argent, un capital, il doit restituer cette somme ou ce capital, augmenté des intérêts qu'il a pu produire. Par suite les intérêts sont dus, sans qu'il y ait lieu de faire aucune demande spéciale à ce sujet (1). Mais, en outre et par analogie, avec l'article 1378 C. C. ils sont dus depuis la date de l'indue appropriation (S. 1900-1-454). Ces solutions ne sont plus contestées aujourd'hui dans la Jurisprudence.

Or, lorsque les biens recelés n'existent plus, et que le receleur est simplement condamné à restituer une somme, cette

(1) Voir en ce sens (S. 60-2-532) — (S. 69-1-23) — (S. 70-2-205) — (S. 82-1-361).

condamnation emporte-t-elle également de plein droit obligation pour le receleur de payer des intérêts aux cohéritiers lésés, à raison de la jouissance différée et de l'art. 549 C. C.? Dans l'espèce soumise à la Cour de Cassation(1), l'époux receleur avait été condamné à restituer en nature, les valeurs de bourse par lui diverties, ou bien à payer la valeur au jour du jugement. Dix ans s'écoulaient entre le jugement et la restitution. Le mari opte pour le paiement. Les cohéritiers lui réclament alors les intérêts de la somme restituée par lui. Le mari se refusant à payer ces intérêts, que le jugement ne prévoyait pas expressément, l'espèce fut portée devant la Cour Suprême. Cette dernière repoussant la demande des héritiers, donna gain de cause au mari pour les motifs suivants :

Lorsque le receleur est condamné à restituer non pas les objets divertis eux-mêmes, mais seulement leur valeur, ce paiement ne donne pas aux cohéritiers lésés un droit de propriété sur une chose, mais leur reconnaît simplement un droit de créance. Ce jugement, en effet, ne crée pour le receleur « ... qu'une obligation se bornant au paiement d'une somme d'argent ». Par suite les cohéritiers ne sauraient invoquer l'article 549 C. C., pour réclamer les fruits des biens divertis. Les intérêts ne sont pas dus de plein droit.

La Cour de Cassation d'ailleurs ne contestait pas que les juges pouvaient accorder des intérêts « ... soit pour le retard qui serait apporté à l'exécution de la condamnation, soit à titre de compensation de tout autre dommage éprouvé par l'époux créancier... ». Mais elle déclarait formellement que « dans l'un » et l'autre cas, le receleur n'était tenu de payer ces intérêts, « que s'ils avaient été réclamés par la partie demanderesse et « et accordés par le jugement... »

Dès lors le receleur qui avait conservé les biens par lui divertis, se trouvait traité plus sévèrement que celui qui les avait dilapidés ou détruits. Une telle solution encourageait le receleur à ne pas rapporter en nature, les biens détournés, à seule fin d'échapper à l'obligation de restituer les fruits. Aussi, à partir de cette date, voit-on les Cours d'Appel, dans presque tous les

(1) Cf. Cass. Civ. 12 Juin 1882 (S. 82-1-361).

cas où les biens recelés ne se retrouvent pas en nature, condamner le receleur, non seulement au paiement de la valeur en principal des biens divertis, mais encore au paiement d'intérêts calculés, sur la somme, objet de la condamnation. Remarquons d'ailleurs que, dans ces décisions, les intérêts sont alloués, non pas en vertu de l'article 549 C. C., mais à titre de dommages-intérêts, et comme « réparation du préjudice causé par le détournement jugé frauduleux », selon l'expression fréquemment employée. (1) Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, le principe est certain : lorsque les objets divertis n'existent plus, le receleur ne peut être tenu de payer les intérêts de la somme qu'il est condamné à restituer, qu'au cas où le jugement le prévoit expressément : les intérêts ne sont pas dus de plein droit.

Mais dans le cas où le receleur est condamné à payer des intérêts, le point de départ de ces intérêts peut-il être fixé, rétroactivement, au jour de l'appropriation indue des effets recelés, ou seulement au jour de la demande, conformément à l'article 1153 C. C.? La Cour de Cassation a répondu que dans cette hypothèse, les intérêts étaient alloués à titres de dommages-intérêts, en réparation du préjudice causé. Or, les articles 1153 et 1154 C. C. sont étrangers aux intérêts compensatoires, et plus généralement aux dommages-intérêts réclamés à raison d'un délit. Il n'y a donc pas lieu de s'en préoccuper. La fixation du point de départ de ces intérêts appartient, comme celle du préjudice lui-même, à l'appréciation souveraine des juges du fait. Dès lors ces derniers peuvent fixer ce point de départ au jour même du délit, c'est-à-dire au jour de l'appropriation indue (2). Donc que la restitution des biens divertis ait lieu en nature ou en valeur, la Jurisprudence, pour des motifs très différents d'ailleurs, fixe le même point de départ aux intérêts réclamés au receleur.

(1) Voir en ce sens (S. 36-1-329) — (S. 93-1-500) — (S. 1905-1-183).

(2) Voir en ce sens (S. 93-1-500) — (S. 1905-1-183).

CHAPITRE II

LA CONDAMNATION A DES DOMMAGES-INTÉRÊTS

Acceptation forcée de la communauté ou de la succession, privation de tous droits sur les biens divertis, telles sont les peines qui frappent le receleur et que le Code Civil a prévues formellement. Dans certains cas, les copartageants, invoquant le préjudice causé par le recel, ont prétendu, en outre, réclamer au receleur des dommages-intérêts, par application de l'article 1382 C. C. Le dommage invoqué dans ce cas résulte, toujours plus ou moins directement, de la privation de jouissance des effets divertis. Ainsi l'un des cohéritiers appelés à la succession, se voit, par suite du détournement des biens en dépendant, obligé de contracter un emprunt, de réaliser une partie de sa fortune, etc... Postérieurement le recel est découvert, et l'héritier emprunteur mis en possession d'une partie des biens de la succession. Cet héritier se trouve avoir exposé inutilement des frais d'emprunt et réalisé à perte une partie de ses biens. On a soutenu qu'en pareil cas, l'attribution à cet héritier des biens divertis ne suffisait pas à l'indemniser du préjudice causé, et qu'il se trouvait fondé, par suite, à réclamer en outre des dommages-intérêts.

Sur cette question, la Jurisprudence, actuellement encore, reste partagée. Certaines Cours d'Appel allouent des dommages-intérêts, d'autres les refusent. La Cour de Cassation s'est prononcée alternativement dans un sens, puis dans l'autre.

A l'époque où triomphait encore dans la Jurisprudence, la conception pénale du recel, la Cour de Cassation elle-même avait reconnu la possibilité de condamner le receleur à des dommages-intérêts. Son raisonnement était le suivant : l'action née du recel est une action pénale, et les sanctions édictées par les

articles 792 et 1477 C. C. doivent être considérées comme de véritables peines. Or, ces sanctions n'ont nullement pour but de réparer le préjudice causé par le recel : elles présentent uniquement un caractère répressif. Si donc l'une des victimes du recel établit que le détournement des effets de succession lui a causé directement ou indirectement un préjudice certain, cette personne a le droit d'en demander réparation conformément au principe posé par l'article 1382 C. C. Les deux dispositions des articles 792 et 1382 sont parfaitement conciliables; elles ne font pas double emploi; le Code Civil n'ayant, en effet, prévu aucune indemnité particulière pouvant suppléer à celle résultant de ce dernier article (1).

Cette théorie paraît moins en faveur dans la Jurisprudence, depuis que le recel est considéré comme un délit civil. D'après la Jurisprudence actuelle, l'action née du recel ne serait pas une action pénale, mais bien plutôt une action civile, tendant à la réparation du préjudice causé directement ou indirectement par le recel. Or, le législateur, en déclarant le receleur privé de toute part dans les objets détournés, a fixé par là même les limites de cette réparation. La réparation étant déterminée d'avance et à forfait, il n'y aurait pas lieu d'allouer aux victimes du recel, de dommages-intérêts supplémentaires. (2)

Cette nouvelle solution, conforme d'ailleurs à l'esprit actuel de la Jurisprudence, paraît très discutable, tant au point de vue juridique qu'au point de vue pratique.

Tout d'abord si, comme la Jurisprudence le déclare, l'action née du recel est une « action civile en réparation », il semble difficile d'admettre que cette réparation ait lieu suivant un forfait fixé d'avance par la loi. En effet l'idée de réparation implique une corrélation étroite entre le dommage causé et la condamnation prononcée par le juge : elle exclut l'idée du forfait.

Or, il est incontestable que le dommage causé par le recel n'est pas toujours pareil. Dans certains cas le divertissement entraîne pour la victime une simple privation de jouissance

(1) Voir en ce sens (S. 1860-1-253) — (S. 95-2-40).

(2) Voir notamment (S. 1845-1-191) — (S. 1860-2-582) — (S. 1867-1-205) — (S. 1871-2-207).

momentanée. Dans d'autres, au contraire, il présente des conséquences plus graves : obligation d'emprunter, par exemple, comme nous l'avons vu. Si donc la sanction prévue par l'article 792 a pour objet la réparation à forfait du dommage causé, elle présente l'inconvénient indiscutable de laisser certain dommage sans réparation.

En réalité si l'on peut admettre avec la Jurisprudence que l'action en recel est une action civile, il ne semble pas que cette action ait pour objet la réparation du préjudice causé. Toute l'erreur de la Jurisprudence vient de cette idée *à priori* que toute action civile est une action en réparation. Comme nous le montrerons, en effet, toutes les actions civiles ne trouvent pas leur cause dans l'art. 1382 C. C. Elles peuvent notamment avoir pour objet une « peine civile ».

Or, en quoi consistent les sanctions édictées par les articles 792 et 801? Nous l'avons déjà dit : ce sont des peines. Le législateur, en les édictant, a moins songé aux victimes, qu'à l'auteur du délit : leur objet premier, c'est de punir le receleur. Mais signalons dès maintenant, que ce sont des peines d'une nature spéciale : des peines « civiles » ou « privées », dont l'un des caractères est notamment, que leur montant profite à la victime du délit et non à l'Etat.

Nous pouvons donc conclure : l'action née du recel est une action civile ayant pour objet une peine privée. Dès lors l'application de la peine édictée par l'article 792 C. C. est parfaitement conciliable avec la condamnation à des dommages-intérêts. Ces deux sanctions ont chacune leur objet propre. Et par conséquent tout copartageant ayant subi un préjudice résultant directement ou indirectement du recel, peut, indépendamment de l'action résultant à son profit de l'article 792, en demander réparation, conformément au principe posé par l'article 1382.

Cette solution, beaucoup plus juridique, présente, en outre, l'avantage de permettre une plus juste réparation du dommage causé. On peut penser que la Cour de Cassation s'y ralliera un jour. Mais cette solution ne sera acquise, que si la Cour Suprême finit par reconnaître le véritable caractère de « peine privée » à la sanction du recel.

CHAPITRE III

LE CUMUL DES PEINES DU RECEL ET DES PEINES DU VOL

Nous venons de voir les peines et obligations imposées au receleur par la loi civile. Or, dans certains cas, l'acte de divertissement présentant tous les caractères du vol, au sens de l'article 379 C. Pénal, les cohéritiers ont commencé par poursuivre son auteur devant le Tribunal Correctionnel. Et, après avoir obtenu un jugement de condamnation, ils se sont adressés au Tribunal Civil, pour demander l'application de l'article 792 C.C. à l'auteur du délit. La question fort délicate, qui s'est alors posée, est la suivante : un héritier déjà condamné pour vol, peut-il être poursuivi en outre comme receleur, de telle sorte que pour le même acte il puisse encourir cumulativement les peines répressives du vol, et les peines civiles du recel?

§ I. -- *Hypothèse du Cumul*

L'hypothèse du cumul ne peut se rencontrer que dans un nombre de cas assez limité. Pour que la question puisse se poser, en effet, il faut d'abord que l'acte du receleur réunisse les caractères du vol, tels qu'ils sont définis dans l'article 379 C. Pénal. Cela suppose donc que le divertissement consiste dans la soustraction matérielle d'un objet mobilier de succession, opérée frauduleusement. Au contraire une simple manœuvre frauduleuse, une simulation de passif par exemple, qui tombe bien sous le coup de l'article 792 C. C., ne saurait constituer le détournement puni par le Code Pénal.

D'autre part il ne peut s'agir que d'un divertissement opéré en matière successorale. En cas de recel d'effets de communauté, la question du cumul ne peut se poser : l'article 380 Code Pénal a prévu formellement l'hypothèse. Il déclare que les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes ou réciproquement ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles.

Supposons donc un héritier qui, avant l'inventaire, s'empare frauduleusement de valeurs se trouvant dans l'appartement du défunt. Ses cohéritiers découvrent son larcin, et, après l'avoir fait condamner pour vol par le Tribunal correctionnel, le poursuivent pour recel devant le Tribunal civil.

§ II. -- *Théorie du Cumul dans la Jurisprudence*

La possibilité du cumul des peines du vol et des peines du recel a été vivement contestée dans la doctrine.

On a d'abord objecté que le fait par un héritier de détourner des effets de succession ne saurait jamais constituer un vol, au sens de l'article 379 Code Pénal. Juridiquement l'on ne peut pas dire, en effet, que l'héritier s'empare de la chose d'autrui, puisqu'il a sur l'objet diverti un droit de propriété partiel : *jus in re*. Il a autant de droit de le posséder, que ses cohéritiers, au moins jusqu'au partage. S'il s'en empare, c'est par une suite de ce droit réel, et il n'y a de sa part, ni la voie de fait, ni la mainmise qui caractérisent le vol.

A cette objection, la Cour de Cassation a répondu : l'article 379 donne une définition du vol, qui comprend dans sa généralité les soustractions frauduleuses commises par le cohéritier copropriétaire. Ce dernier s'empare bien de la chose d'autrui, puisqu'il s'approprie la part de propriété qui appartient aux autres communistes. Sans doute la saisine donne aux héritiers la possession des choses héréditaires; mais lorsque cette possession est exercée en commun, l'héritier, qui enlève des meubles de la succession, usurpe cette possession pour le tout. C'est précisément dans cette usurpation que consistent ici la soustraction et le vol.

En outre, la Cour Suprême a fait remarquer, que l'article

380 C. Pénal exempte de toute peine les soustractions commises par un veuf ou une veuve, quant aux choses qui ont appartenu à l'époux décédé. Elle est muette sur les soustractions commises par le cohéritier. Celui-ci reste donc sous l'empire des principes généraux, car cette disposition pénale étant exceptionnelle, doit s'interpréter restrictivement. « Le Code Pénal, comme dit M^e Garçon (1), en maintenant expressément l'immunité traditionnelle au profit de l'époux survivant, abolit par préterition celle du cohéritier... »

On a fait alors une autre objection, d'ordre historique celle-là. Dans notre ancien droit, a-t-on dit, le détournement d'effets de succession était primitivement considéré comme un vol. Or, l'action du vol présentant un caractère infamant, notre ancien droit lui substitua une action ayant pour objet des sanctions civiles. Certes, la peine applicable n'était plus la peine du vol, mais notre ancienne Jurisprudence n'en continua pas moins à considérer le recel, comme un délit pénal assimilable au vol. Par suite dans notre ancien droit, le cumul des peines ne fut jamais admis, les peines du recel n'ayant été établies que pour suppléer les peines du vol. Or, nous avons vu que les rédacteurs du Code Civil ont emprunté à l'ancien droit ses règles concernant la répression du recel. Aujourd'hui, comme autrefois par conséquent, le cumul des peines semble impossible.

L'origine historique du recel n'est pas contestable. D'autre part, il est certain que le Code Civil a conservé en notre matière, le système répressif qu'avait organisé notre ancien droit. Mais depuis le milieu du XIX^e siècle, la Jurisprudence a abandonné cette idée, que le recel était un délit pénal assimilable au vol. Sa conception est aujourd'hui toute autre. Le recel est un délit civil, qui comprend tout acte ou manœuvre dolosive ayant pour but de rompre l'égalité du partage. Or, cette définition extrêmement large s'applique aux faits les plus divers : certains ressemblent au vol, mais le plus souvent, les suppositions de créance ou de dette, par exemple, n'ont aucun rapport avec le délit prévu par l'article 379 C. Pénal. On ne peut donc

(1) V. GARÇON, *Code Pénal annoté*, art. 379, p. 1152 et suiv.

plus poser, comme règle générale, que le délit de recel est assimilable au vol. Ce que la Jurisprudence poursuit aujourd'hui en vertu de l'article 792 C. C., ce n'est plus le détournement matériel d'effets de succession, mais plus généralement, la fraude ayant pour but de rompre l'égalité du partage. Au contraire ce que la Jurisprudence poursuit en vertu de l'article 379 C. Pénal, c'est l'atteinte à la propriété individuelle.

Le délit de vol et le délit de recel portent donc atteinte à deux principes bien différents, et leur répression par suite s'exerce sur des terrains bien distincts. On ne peut plus dire comme autrefois, que les sanctions édictées contre le receleur suppléent les peines du vol.

Or, comme nous l'avons vu, on rencontre des hypothèses où l'acte de l'héritier porte atteinte à la fois au principe de la propriété individuelle et à la règle de l'égalité du partage : c'est le cas par exemple de cet héritier qui, le lendemain du décès de son père, soustrait frauduleusement un certain nombre de valeurs mobilières placées dans le coffre-fort du défunt. Quoi d'étonnant dès lors, qu'un tel acte donne naissance à deux actions : une action pénale d'une part, en vertu de l'article 379 du Code Pénal, et d'autre part, une action civile, en vue de l'application des articles 792 et 801 C. C. Nous nous trouvons là en présence d'une infraction qui fait naître deux actions : une action publique et une action civile. Cas extrêmement fréquent dans notre droit : c'est celui par exemple de l'automobiliste qui écrase un piéton. Son acte donne naissance à la fois à une action pénale pour homicide par imprudence, et à une action civile en réparation.

Aussi la Cour de Cassation s'est-elle prononcée en faveur du « cumul des peines ». Dès 1818 (1), elle jugeait dans un arrêt de principe que : « la copropriété des effets mobiliers n'excluait pas l'action du vol pour la soustraction frauduleuse de ces effets par un des copropriétaires, au préjudice des autres, — que si l'honnêteté publique pouvait interdire cette action en certains cas, et à l'égard de certaines personnes, ces cas et ces personnes avaient été déterminés par l'article 380 C. Pén.; que les disposi-

(1) V. Cass. 14 mars 1818 (B. 40), et dans même sens Cas. 6 février 1903 (B. 53).

tions de cet article ne pouvaient être étendues; qu'il s'en suivait l'abrogation de toute législation ou de toute jurisprudence, qui ne leur serait pas conforme; que les articles 792 et 801 C. C. n'étaient relatifs qu'à l'intérêt civil et aux instances civiles; qu'il n'en résultait aucune modification aux droits de l'action publique, et à l'application des peines prononcées par le C. Pénal... ».

Mais dans toutes les hypothèses, où les juges ont appliqué, à l'héritier, cumulativement les peines du vol et celles du recel, toutes les conditions du vol se trouvaient réalisées, et tout d'abord la soustraction frauduleuse juridiquement constituée dans les termes du droit pénal.

CHAPITRE IV

L'ACTION NÉE DU RECEL

L'action née du recel est une action purement civile. Nous avons vu qu'au XVIII^e siècle, la procédure criminelle pouvait être encore employée, dans certains cas, contre le receleur. Depuis la promulgation du Code Civil, ce système est abandonné. Aujourd'hui les règles habituelles de notre procédure civile sont seules applicables à cette action. Nous n'en parlerons pas. Nous nous contenterons seulement d'examiner ici quelques questions particulières au fonctionnement de l'action du recel.

PREMIÈRE SECTION

FORME DE L'ACTION ET TRIBUNAL COMPÉTENT

§ I. -- *Forme de l'action*

Il faut distinguer, car cette action peut être jointe à l'action en partage, ou au contraire intentée directement, soit avant, soit après le partage.

Dans le premier cas elle participe de la nature de l'action en partage, dont elle devient un accessoire. Elle a, en effet, pour but de compléter l'action en partage et d'aboutir à une liquidation intégrale de la succession.

Dans le second cas, au contraire, l'action en recel se présente comme une action spéciale, qui emprunte différentes formes, selon les circonstances. S'il s'agit d'un corps certain nettement

individualisé, le demandeur pourra, à son choix, employer la voie de la revendication ou celle de la saisie, et ce, non seulement contre le coupable, mais même contre les tiers acquéreurs. Si, au contraire, il s'agit de sommes d'argent, ou si l'objet recélé a été distrait ou aliéné, ce n'est plus l'action réelle que le demandeur devra employer, mais l'action personnelle.

§ II. -- *Tribunal compétent*

L'époque à laquelle l'action est intentée, a une grande importance au point de vue de la compétence.

Avant le partage, l'action dirigée contre le receleur, comme l'action en partage dont elle n'est que l'accessoire, est portée devant le tribunal du lieu, où la succession s'est ouverte, c'est-à-dire du dernier domicile du défunt et non devant le tribunal du domicile du receleur (art. 822 C. Civ.), (art. 59 C. Proc.).

Mais après le partage définitif, le droit commun reprend son empire. L'action en déchéance et en restitution est alors de la compétence du tribunal du domicile du défendeur. (S. 81-2-61).

DEUXIÈME SECTION

A QUI APPARTIENT L'ACTION

Notre Jurisprudence a fait ici la plus large application à la règle de droit commun : « Pas d'intérêt, pas d'action ».

En vertu de ce principe, l'action appartient à tous les copartageants, c'est-à-dire, à tous ceux « appelés à recueillir à un titre quelconque dans la masse héréditaire ou de communauté une part des biens qui ne seront individualisés que par le partage ». Cela comprend, ainsi que nous l'avons vu, les héritiers, les successeurs irréguliers, et les légataires universels ou de quotité. Toutes ces personnes ont un double intérêt à agir : d'abord faire rétablir l'égalité du partage, rompue à leur détriment, puis invoquer le bénéfice des articles 792 et 1477 C. C.

Par suite on refusera l'exercice de l'action aux personnes non appelées au partage. Ainsi, dans une affaire Catula contre Marchand (S. 1905-1-460), la Cour de Cassation a déclaré irrecevable l'action en recel intentée par des héritiers non réservataires, exhérités testamentairement. Ces derniers n'avaient rien à prétendre dans la succession... « Ils étaient donc sans qualité et sans intérêt pour se plaindre d'un divertissement qui n'avait pu leur porter aucun préjudice... »

Toujours en vertu du même principe, il a été jugé également (1), qu'un légataire à titre particulier n'ayant pas droit au partage, n'avait pas qualité pour demander l'application de l'article 792 à un héritier du sang coupable de recel. Les droits du légataire particulier sont, en effet, définis et délimités d'avance : ils sont indépendants du partage.

Au cas où l'un des copartageants viendrait à décéder avant d'avoir intenté l'action en recel, le droit d'agir passerait à ses héritiers. Cette question, qui ne paraît pas avoir été soumise aux tribunaux, ne semble pas faire de difficulté. L'action en recel est, en effet, une action civile, que les héritiers recueillent dans le

(1) V. notamment Lyon 29 Juill. 1897 (D. P. 1900-1-238).

patrimoine de leur auteur. Et ces héritiers pourront agir conjointement ou séparément, l'action en recel étant, en effet, divisible.

Or, d'après la Jurisprudence l'action en recel ne serait pas réservée aux seuls copartageants ou à leurs héritiers. Depuis longtemps, en effet, la Cour de Cassation reconnaît aux créanciers de la succession le droit d'agir directement contre l'auteur du recel. (1)

En imposant au receleur la qualité d'héritier pur et simple (art. 792 et 801), la loi l'a rendu comptable du passif *ultra vires successionis*. La succession étant déficitaire, les créanciers de l'hérédité ont un intérêt évident à faire condamner le receleur comme héritier pur et simple, pour pouvoir lui réclamer ensuite le paiement de leur créance. Si donc les autres copartageants ne poursuivent pas le receleur par négligence ou pour toute autre raison, les créanciers héréditaires auront, eux, un intérêt indiscutable à agir personnellement contre le receleur.

Or, aucun texte ne leur refuse ce droit. Les articles 792 et 801 C. C. sont, en effet, rédigés en termes absolus et généraux, ils ne contiennent aucune restriction à cet égard. Par ailleurs ils ne réservent pas aux seuls copartageants l'initiative des poursuites. Dans ces conditions il paraît impossible de refuser l'initiative de l'action aux créanciers de l'hérédité.

On peut faire remarquer, en outre, en faveur de cette solution qu'elle permet une meilleure répression du recel, puisque dans le cas où les copartageants n'agiraient pas contre le receleur, les créanciers pourraient ainsi se substituer aux cohéritiers défaillants.

Cette solution, en apparence très logique, se trouve en fait fort discutée.

L'une de ses conséquences, en effet, est d'accorder aux créanciers de la succession, l'action en recel contre un héritier coupable d'avoir soustrait, à leur détriment, des effets de succession, c'est-à-dire en l'absence de recel au sens juridique du mot. Nous avons vu, en effet, qu'en l'absence d'une masse indivise entre plusieurs copartageants, il ne saurait y avoir recel. Tout au plus

(1) V. (D. P. 85-1-292) et (S. 1908-1-262).

l'acte de l'héritier tombe-t-il sous le coup de l'article 1167 C. C.; aussi peut-on dire qu'en pareil cas l'action en recel ne se justifie nullement. Une première restriction s'imposerait donc tout d'abord : limiter le droit d'agir pour les créanciers aux seuls cas où il y a recel, au sens juridique du mot.

Même avec cette restriction, la solution de la Jurisprudence n'en reste pas moins fort discutable. Le but de l'institution du recel est, en effet, de maintenir l'égalité entre copartageants. Le droit par suite de faire condamner le receleur, comme héritier pur et simple, devrait être réservé aux seuls copartageants. Certes dans cette peine, les créanciers sont appelés à jouer un rôle, mais ce rôle doit être purement passif. Ce sont de simples instruments d'intimidation. Or, la Jurisprudence a tout changé à ce point de vue : de simples instruments, les créanciers héréditaires sont devenus de véritables intéressés à la répression, alors que dans l'esprit du législateur, leur intervention ne devait constituer qu'un « moyen » et non une « fin ».

Il serait à souhaiter qu'un revirement dans notre Jurisprudence s'opère à ce sujet, et que la Cour Suprême en vienne à une solution plus en harmonie avec les autres principes observés par elle en matière de recel. Pour cela, il lui suffirait de réserver l'initiative des poursuites aux seuls copartageants. Quant aux créanciers, revenus à leur véritable rôle, ils n'interviendraient qu'après la condamnation du receleur, pour lui demander le remboursement de leurs créances en vertu des articles 792 et 801.

TROISIÈME SECTION

LA PREUVE DU RECEL

Les différentes questions qui se sont posées en pratique au sujet de la preuve du recel, et auxquelles la Jurisprudence a dû répondre, peuvent se grouper sous les trois chefs suivants :

D'abord à qui incombe la charge de la preuve?

Puis, quels faits prouver?

Enfin, quels moyens de preuve invoquer?

En ce qui concerne la première question, aucune difficulté particulière : c'est l'application de la règle *actori incombis probatio*. Il a toujours été admis, en effet, que la preuve des faits délictueux incombait aux copartageants lésés, qui réclament la déchéance de leur cohéritier.

Et que devront prouver les demandeurs? Deux choses bien différentes. Tout d'abord ils devront faire la preuve que les objets recelés appartenaient bien au défunt. Ensuite, et c'est la question la plus délicate, les demandeurs devront prouver qu'il y a recel, c'est-à-dire, que se trouvent réunis tous les éléments du délit, tels qu'ils ont été précisés ci-dessus : fait matériel de divertissement, l'intention frauduleuse, la qualité du receleur, etc...

Or, comment faire la preuve? Il faut distinguer : tous les points de « droit » : propriété du défunt, qualité du receleur, etc..., seront prouvés conformément aux règles du droit commun (art. 1315 et suiv. C. C.). Donc pas de difficulté à ce sujet. La difficulté commence, au contraire, pour la preuve des éléments de « fait » du délit. La Jurisprudence au début s'était montrée sévère sur ce point. A cette époque, en effet, elle considérait le recel comme un délit pénal assimilable au vol, et exigeait pour l'application de l'article 792 C. C., une « preuve péremptoire et démonstrative ». Dans de nombreux arrêts, on trouve affirmée la nécessité d'une preuve rigoureuse. (1)

Mais vers la moitié du XIX^e siècle, la conception du recel évolue. A partir de cette époque, on constate qu'à l'élargissement

(1) Voir notamment (S. 30-2-215) — (D. P. 39-2-257).

de la notion du fait incriminé, correspond une exigence moins grande de la Jurisprudence quant au mode de preuve. Et dès 1868, dans une décision de la Cour d'Orléans, on trouve exposée une théorie tout à fait nouvelle... « La répression du recel se rattache à la répression du dol et de la fraude. Conformément au principe admis en matière de dol, la preuve du délit de recel pourra être faite par tous les moyens, même par simples présomptions. » (1)

La Cour de Cassation depuis, a consacré cette solution, qui reste la solution actuelle de notre Jurisprudence. En matière de recel, tous les moyens de preuve sont recevables (2). Un seul mode de preuve a été écarté : la preuve par commune renommée, dont l'usage ne peut être autorisé que par un texte formel. (D. 31-2-186).

La Jurisprudence s'est montrée très large, quant à la preuve par présomption. Son désir de frapper sévèrement en matière de recel explique certainement cette indulgence. Ainsi, il a été jugé souvent que l'importance des valeurs détournées pouvait être établie par présomption, en comparant la fortune que le défunt possédait à l'époque de son décès, avec l'actif trouvé chez lui lors de l'inventaire de la succession (D. 70-1-248). On peut même dire que la Jurisprudence a quelque fois abusé des présomptions. En matière de communauté, notamment, il a été jugé (3) à diverses reprises, que l'article 1477 C. C. devait être appliqué au mari, par ce fait seul que ce dernier se trouvait dans l'impossibilité de justifier de l'emploi utile de certaines valeurs entrées dans la communauté, et qui ne se retrouvaient plus, lors de la dissolution. Solution fort discutable : le mari étant présumé receleur, alors qu'en réalité sa faute consistait dans une mauvaise administration de la communauté.

(1) Cf. Orléans, 18 Août 1868, sous Cas. (S. 69-1-398).

(2) Voir (S. 90-1-12) et (S. 94-1-79).

(3) Voir notamment (S. 62-1-489) et (S. 74-1-49).

QUATRIÈME SECTION

FINS DE NON RECEVOIR ET EXTINCTION DE L'ACTION

§ I. -- *La restitution spontanée des effets divertis*

Parmi les exceptions, que la personne inculpée de recel peut opposer au demandeur, pour écarter son action, il en est une très spéciale à notre matière, qui consiste dans la restitution spontanée par le receleur des effets divertis.

Dans notre ancien droit, il était admis que le receleur n'encourait aucune pénalité, lorsque avant toute réclamation de ses copartageants, il remettait spontanément, dans la succession, les effets qu'il en avait divertis... « Son omission, comme dit Pothier, était ainsi présumée n'être pas frauduleuse (1) ». Par suite elle ne tombait pas sous le coup des peines du recel.

Le Code Civil ne contient aucune disposition à ce sujet. Dans le silence du Code, notre Jurisprudence a conservé cette règle de notre ancien droit, dont elle a fait de nombreuses et larges applications.

Les conditions de cette « restitution spontanée » n'ont pas toujours été les mêmes dans notre Jurisprudence. Nos premiers Juges empruntent leur solution aux auteurs du XVIII^e siècle. Pour eux, seul, le receleur de mauvaise foi est punissable. Or, l'héritier qui restitue spontanément les effets par lui divertis, peut être présumé de bonne foi, et par suite échapper aux peines du recel. Mais faut-il, que sa bonne foi soit indiscutable et que la restitution soit vraiment spontanée. Les Juges se montrent alors très sévères dans l'appréciation du caractère « spontané » des restitutions. Ils refusent impitoyablement la faveur attachée à toute restitution suspecte, paraissant plus ou moins inspirée par la crainte de poursuites. Les juges de cette époque voyant dans

(1) Voir notamment note sous (S. 40-249). — LOUET, Lettre R, chap. 1 et 48. — LEBRUN, *Tr. de Communauté*, liv. III, chap. 2. — POTHIER, *Tr. de Communauté*, chap. 2, art. 3.

l'art. 792 une disposition répressive, considèrent qu'en pareil cas, il y a « tentative » de délit, et que cette tentative est punissable comme le délit consommé lui-même. La restitution n'empêche donc pas qu'il y ait eu délit et, par suite, que l'art. 792 ne soit applicable.

Pour échapper aux peines du recel il ne suffisait donc pas de restituer les biens divertis avant toute poursuite : il fallait, en outre, avoir été de bonne foi au moment du divertissement.

Mais à la conception du recel, délit pénal, se substitue bientôt une conception plus large. Dans les jugements il est question d'action en réparation, de fait dommageable, de délit civil. L'action en recel est considérée comme ayant pour objet de réparer le préjudice causé aux copartageants par le divertissement. Avant tout, le but poursuivi est de rétablir l'égalité du partage qui a été rompue. Si donc les effets divertis sont restitués à la masse, l'action en recel devient sans objet et l'article 792 C. C. inapplicable. Comme par ailleurs la fraude est souvent difficile à prouver, la nouvelle tendance de la Jurisprudence devait être d'encourager ces restitutions spontanées, pour réduire le nombre des actions en recel.

L'évolution de la Jurisprudence s'est faite dans ce sens. Cette nouvelle conception se trouve ainsi formulée dans un arrêt de la Cour de Paris : « tout copartageant, qui a diverti quelque effet de succession, peut échapper aux pénalités de l'article 792, s'il restitue spontanément à la masse partageable les biens par lui divertis, attendu que par cette restitution il se trouve avoir réparé le préjudice causé par son divertissement et en avoir effacé les conséquences... (1) ».

Aujourd'hui dans l'état actuel des choses, l'on peut dire que toute restitution spontanée des biens divertis permet d'échapper aux dispositions de l'article 792, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la bonne ou de la mauvaise foi de l'héritier, ni du mobile qui l'a poussé à divertir. Mais faut-il encore, que cette restitution ait été faite « spontanément ».

(1) Cf. Paris, 7 août 1862 (S. 62-2-357) et dans même sens (S. 80-2-333) — (S. 96-1-281) — (S. 99-2-245).

Aujourd'hui on tend à considérer comme « spontanée », la restitution opérée avant toutes poursuites. Nous venons d'en voir les raisons. Conformément à cette jurisprudence, sera considérée comme tardive, la restitution offerte dans le cas où la demande est déjà formée. A fortiori, devra être également considérée comme tardive, la restitution opérée alors que le recélé est déjà constaté par un jugement rendu en premier ressort (S. 73-1-380). Dans ce cas, en effet, il n'y a aucune raison d'accorder la « faveur » (expression souvent employée), attachée à la restitution spontanée.

Mais si l'auteur du recélé vient à décéder, ses héritiers pourront-ils échapper aux peines de l'article 792, en offrant spontanément de restituer les biens divertis par leur auteur? Juridiquement, la solution serait la suivante. Il faudrait d'abord considérer la situation de l'auteur du recel. L'action en recel est, en effet, une action civile, et les héritiers, en tant qu'ils représentent leur auteur, ne peuvent avoir plus de droit que ce dernier. Si donc, au moment de son décès, le receleur avait encore la faculté de se repentir, conformément aux règles que nous venons de voir, ses héritiers pourraient également échapper à l'application de l'article 792, par une restitution volontaire des objets détournés. Si, au contraire, lors de son décès, le receleur ne pouvait plus se repentir, ses copartageants se trouveraient avoir un droit acquis à l'application de la peine, et par suite, les héritiers du receleur ne seraient pas recevables à la prévenir par la restitution des objets détournés.

La Jurisprudence ne s'est pas prononcée en ce sens : elle a adopté une solution plus favorable aux héritiers. Il a été jugé plusieurs fois, que l'héritier qui, avant toute poursuite des parties intéressées, restitue les objets recelés par son auteur, n'en court pas les peines édictées par l'article 792, sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'auteur du recélé aurait pu encore se prévaloir d'une restitution spontanée. (1)

Cette solution constitue en fait une atténuation à la règle

(1) Voir (S. 40-2-431), — (S. 40-2-49) — (S. 96-1-281), — Voir sens contraire (S. 49-1-363).

admise par la Jurisprudence, que les héritiers sont toujours tenus du recel de leur auteur, même s'ils sont de bonne foi. Seule, une restitution spontanée des effets divertis par leur auteur leur permettra d'échapper à cette règle, dont nous avons déjà signalé la sévérité excessive.

§ II. -- La prescription de l'action

On peut écarter également l'action en recel, en invoquant la prescription. Toute action, en effet, civile ou pénale, se trouve éteinte, si elle n'est pas exercée dans un certain délai. Ce délai varie selon la nature de l'action; ainsi l'action pénale, résultant d'un délit, se prescrit par trois ans, alors qu'au contraire l'action en réparation civile, née d'un quasi-délit, s'éteint par le laps de 30 années. En notre matière, toute la question était de savoir, quelle était la nature juridique de l'action du recel.

La solution de la Jurisprudence n'a jamais varié. Dès l'origine, elle a été ainsi formulée : « l'action née du recel dérive non pas d'un délit mais d'un quasi-délit dont la réparation peut être demandée, tant que dure l'action civile, c'est-à-dire pendant trente années... » (S. 43-2-331). Depuis longtemps la Cour de Cassation l'a consacrée (1). Personne aujourd'hui ne conteste le caractère civil de l'action du recel.

Et cette action se prescrit par 30 ans dans tous les cas.

Certains cependant avaient prétendu, qu'au cas où le recel portait sur des objets mobiliers, ce n'était pas la prescription de l'article 2262 C. C., qui était applicable, mais bien plutôt la prescription instantanée, résultant de l'article 2279 : « En fait de meubles, possession vaut titre ». La Jurisprudence a toujours repoussé cette distinction. Dans les décisions rendues sur cette question, les juges ont fait remarquer tout d'abord que la présomption édictée par l'article 2279 s'appliquait dans les rapports du possesseur avec les tiers proprement dits, mais ne saurait être opposée à celui qui été dépouillé des objets divertis par un délit ou un quasi-délit.

En outre, l'article 2279 suppose une possession *animo domini*.

(1) V. (S. 51-1-526) et surtout (S. 67-1-205).

Il n'est donc pas applicable à la possession d'effets de succession, dont la propriété est indivise entre le possesseur et d'autres personnes. Cette possession, en effet, ne peut être que précaire et équivoque (1).

En ce qui concerne la fixation du point de départ de cette prescription trentenaire, deux solutions ont été proposées. Dans la première, la prescription ne commencerait à courir qu'à partir du moment, où le recel est venu à la connaissance des cohéritiers. Pendant tout le temps où il resterait ignoré des intéressés le délit se continuerait et se répéterait. Mais la Jurisprudence paraît s'être ralliée à une solution d'une application moins délicate : elle fixe comme point de départ de la prescription, le jour où a été commis l'acte de recel, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la connaissance ou de l'ignorance des faits par les copartageants. (V. Cas. 7 Déc. 1815.)

§ III. -- *La renonciation à l'action*

L'action naissant du divertissement peut, du reste, s'éteindre avant l'expiration du délai de 30 ans, par la renonciation de ceux à qui elle appartient. Peu importe qu'il s'agisse d'un quasi-délit, car cette action n'a pour but, que de faire respecter l'intérêt privé des copartageants, et elle n'a jamais pour objet qu'une peine civile. Il est donc évident que l'époux victime du divertissement ou ses héritiers peuvent valablement renoncer au droit, que leur confère l'article 1477. L'intérêt public est, au surplus hors de cause, puisque la renonciation de la partie lésée n'empêche pas l'exercice de l'action publique, s'il y a lieu.

Or, cette renonciation peut même n'être que tacite, conformément au droit commun, car renoncer à un droit, c'est manifester la volonté de ne pas l'exercer, et toute manifestation de volonté peut être expresse ou tacite. Mais du moins faut-il que les actes, d'où l'on prétend induire une renonciation tacite, ne laissent pas de doute sur la volonté de la partie lésée d'abandonner son droit, car les renonciations ne se présument pas.

(1) V. (S. 70-2-111) et (S. 90-1-12).

On s'est demandé, à ce sujet, si l'on devait voir une renonciation tacite dans le fait, pour l'époux lésé ou ses héritiers, de consentir à un partage sans réclamer l'application de la peine édictée par l'article 1477, alors cependant qu'ils ont connaissance du détournement commis à leur préjudice. — La Jurisprudence s'est prononcée pour la négative et avec raison. En effet, les renonciations tacites doivent être difficilement admises; elles supposent, chez la partie intéressée, un fait qui implique nécessairement sa volonté de renoncer. Or, l'époux lésé qui partage, alors qu'il y a divertissement, a deux droits : il peut demander le partage et réclamer la peine. S'il a confiance dans la solvabilité de son conjoint ou de ses héritiers qui ont commis le détournement, il peut d'abord demander le partage égal de la communauté, et réclamer ensuite, par voie d'action directe, la restitution des objets recélés. L'exercice du premier de ces droits n'implique donc pas renonciation à l'autre. (S. 67-1-205.)

Mais la renonciation pourrait résulter d'autres circonstances, dont l'appréciation est, du reste, abandonnée au pouvoir discrétionnaire des juges, par exemple, de ce qu'ils auraient reconnu que le recel est insignifiant (D. P. 51-3-503).

De même doit être considéré comme une renonciation tacite au droit de se prévaloir de l'article 1477 ou 792, le fait de la part des intéressés, de consentir à un partage par moitié, et d'y procéder, en y comprenant les biens divertis, alors que ceux-ci (sans cela il y aurait restitution spontanée, et partant point de recélé) n'ont été restitués qu'après une instance commencée.

TROISIEME PARTIE

NATURE JURIDIQUE DU RECEL

Nous pourrions terminer cette étude par cette constatation, qu'aujourd'hui la question du recel est entièrement du domaine du droit civil. La théorie du recel s'est dégagée lentement des notions de droit pénal, que l'on trouve à son origine. Evolution normale, d'ailleurs; il a été souvent constaté, en effet, qu'à sa naissance le droit civil est tout enveloppé d'idées pénales (1) — et ne s'en dégage que peu à peu. Mais cette constatation serait insuffisante : il est nécessaire de préciser la nature juridique du délit de recel et de ses sanctions.

(1) V. M. RIPERT, *La Règle Morale dans les obligations*, p. 320.

CHAPITRE PREMIER

NATURE JURIDIQUE DU DÉLIT DE RECEL

Dans la langue du droit civil, le mot « délit » désigne « tout fait illicite et dommageable accompli avec l'intention de nuire à autrui ». Si l'on accepte cette définition, on ne peut pas dire que dans l'état actuel de la Jurisprudence, le recel constitue vraiment un « délit civil » au sens juridique et précis du mot.

En effet, les auteurs admettent d'une façon générale que, pour constituer un délit civil, un fait doit présenter les caractères suivants :

1° Il faut qu'il soit illicite, c'est-à-dire qu'il porte atteinte à une règle de droit;

2° Il faut que ce fait soit imputable à son auteur, c'est-à-dire qu'il puisse être considéré comme le résultat d'une libre détermination de sa part, et comme ayant été commis sciemment dans l'intention de nuire à autrui;

3° Il faut enfin que ce fait ait causé un dommage.

Or, si les deux premières conditions sont bien exigées pour qu'il y ait recel, la troisième n'est pas nécessaire pour l'application de l'article 792 C. C.

Tout d'abord tout acte de recel constitue certainement un fait illicite. D'après la Jurisprudence, en effet, tout acte de recel suppose avant tout une atteinte à la règle de l'égalité entre copartageants. Le maintien de cette règle est une des préoccupations essentielles de notre législateur. Ce dernier, pour en assumer le respect, a eu recours à divers moyens : il a imposé le rapport des dons, des legs et des dettes. Il a institué le privilège de copartageant. Il a organisé l'action en rescision pour cause de lésion de plus du quart. La punition du recel répond à la même préoc-

cupation. D'après la Jurisprudence, la sanction du recel constitue une mesure générale et préventive d'égalité entre copartageants.

D'autre part, on trouve toujours chez le receleur cette imputabilité et cette intention frauduleuse, qui son exigées chez l'auteur du délit civil. Nous avons vu, en effet, que l'article 792 C. C. n'est pas applicable à l'héritier mineur, qui a agi sans discernement, et que le copartageant qui a agi de bonne foi ne saurait être condamné pour recel.

Mais, par contre, et c'est là toute la différence, l'application de l'article 792 est indépendante de l'existence de tout dommage. Il n'est pas nécessaire, en effet, que le divertissement ait été réalisé effectivement. La simple tentative, ou plus généralement la simple manœuvre, est punissable au même titre, que le détournement effectivement réalisé. Les tribunaux l'ont jugé cent fois; il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter aux décisions que nous avons déjà citées. Or, pour la plupart des auteurs, l'idée de « délit civil » et l'idée de « réparation » sont absolument liées. Il ne saurait y avoir de délit civil, en l'absence de tout préjudice. Dans cette conception, le délit de recel ne saurait vraiment pas constituer un « délit civil », au sens étroit du mot.

En matière de recel, en effet, l'idée de réparation du préjudice causé n'est que secondaire: les sanctions du recel ont avant tout pour objet de réprimer la fraude. L'application au receleur des dispositions de l'article 792 paraît inspirée surtout par l'idée de punir le dol, et non par celle de réparer le préjudice causé aux copartageants victimes du recel. Comme l'a fait remarquer M. Vialleton, dans les sanctions purement civiles du recel, l'idée de pénalité paraît dominer et absorber celle de réparation. Toute la théorie que la Jurisprudence a élaborée à ce sujet, répond à une tendance très nette qui apparaît d'ailleurs dans toute notre législation, de frapper la fraude, sous toutes ses formes, dans toutes ses manifestations. (1) C'est, en partant de la même idée, que la Jurisprudence a élaboré la théorie de « l'abus du droit ».

Les décisions de notre Jurisprudence sont suffisamment expli-

(1) V. DEMOGUE, *Traité des Obligations en général*, T. I, p. 535 et suiv.

cites à ce sujet; les Cours d'Appel et la Cour de Cassation elle-même ont souvent justifié l'application de l'article 792, en invoquant la nécessité de punir la fraude. Les derniers arrêts de la Cour Suprême, rendus en matière de dissimulation de donation, sont particulièrement caractéristiques à ce sujet. (1) « ... L'article 792 C. C. vise toutes les fraudes au moyen desquelles un héritier cherche au détriment de ses cohéritiers à rompre l'égalité du partage... » Cette définition est beaucoup plus large que la définition du délit civil sus-rapportée. Il paraîtrait donc plus exact de considérer le recel, non comme un « délit civil », au sens juridique et étroit du mot, mais comme un simple fait dolosif, frappé d'une peine civile spéciale.

En faveur de cette opinion, on peut faire remarquer que la préoccupation de punir la fraude paraît, seule, devoir expliquer bien des solutions de la Jurisprudence.

Il est admis notamment que la fraude peut se réaliser par un moyen quelconque, positif ou négatif, le plus souvent illicite, mais pouvant consister dans tout usage anormal d'un droit. Or, rappelons-nous ces arrêts, dans lesquels il est dit que le recel peut résulter de toute fraude à l'égalité du partage, « quels que soient les moyens employés ». C'est bien la même idée qui apparaît ici. Nous avons vu, en effet, que cette fraude pouvait se trouver réalisée par un « moyen positif », comme le détournement réel d'effets de succession; ou par un « moyen négatif », lorsque l'héritier, par exemple, omet sciemment de déclarer à l'inventaire certains biens de la succession, qui sont en sa possession. Le plus souvent, le receleur recourt à des « moyens illicites » : mensonge, simulation de créance, ventes fictives. Mais, quelquefois, il s'est trouvé condamné, alors qu'il détenait des biens de la succession, en vertu d'un titre régulier, et qu'il n'était pas tenu de les déclarer : dons manuels, donations déguisées faites avec dispense de rapport. En effet, ce que la Jurisprudence veut punir, c'est la fraude à l'égalité du partage. Pour l'application des sanctions, ce qui importe uniquement, c'est l'intention frauduleuse, le but illicite poursuivi par l'héritier. Car, selon la définition de M. Demo-

(1) V. Cass. Req., 22 Oct. 1928. — Cass. Civ., 9 Juill. 1929, déjà cités. — Cf. même sens (S. 51-2-565) — (S. 97-1-125).

gue : « La fraude consiste essentiellement à employer certains moyens répréhensibles ou non en eux-mêmes, uniquement dans un but illicite d'enrichissement propre ou de préjudice à causer à autrui... »

De même en matière de recel, la Jurisprudence a fait une large application de la règle *dolo non est indulgendum*. On a toujours considéré, en effet, comme socialement dangereux, tout acte inspiré par une idée de dol ou de fraude, et, par suite, la répression en a toujours été particulièrement sévère.

C'est en vertu de cette idée, notamment, qu'il a été admis que la fraude pouvait être prouvée par tous les moyens : par témoins, ou même par simples présomptions (art. 1353 C. C.). C'est la solution adoptée par la Jurisprudence, en matière de recel.

Quant à l'effet de l'acte entaché de dol ou de fraude, le principe général est le suivant : tout acte entaché de dol ou de fraude est un acte nul. Or, nous avons vu que la Cour de Cassation semblait vouloir appliquer cette règle à tous les actes commis par le receleur. Le receleur doit, en principe, en effet, restituer en nature les biens divertis. Mais surtout, les actes d'aliénation passés par lui, sauf les droits des tiers de bonne foi, sont nuls de nullité absolue. Il a été jugé, notamment, que les donations déguisées consenties par le *de cujus*, de son vivant, au profit de certains héritiers, devaient être considérées comme « inexistantes ». Elles sont, en effet, inspirées par le désir de frauder l'égalité du partage. Or, la fraude vicie tout *ab initio*.

Ces observations étaient nécessaires pour nous mettre en garde contre l'expression « délit civil » que l'on trouve fréquemment employée dans les arrêts, pour qualifier le recel. Certes, le recel suppose essentiellement un fait illicite; certes encore le fait de divertissement porte atteinte à une règle de droit civil, — et à ces différents points de vue l'expression « délit civil » se justifie-t-elle. Mais elle prête à confusion; nous le verrons mieux encore en étudiant la nature juridique de la sanction du recel. Car le délit de recel constitue un fait plus grave que le simple délit civil.

CHAPITRE DEUXIÈME

NATURE JURIDIQUE DES SANCTIONS DU RECEL

§ I. -- *Conception de la Jurisprudence*

La Jurisprudence avait commencé par considérer les sanctions édictées par les articles 792 et 801. comme de véritables peines. Cette conception était conforme d'abord à la tradition historique. D'autre part, elle était parfaitement logique à une époque, où l'on considérait le recel comme un délit pénal, assimilable au vol.

Or, à la suite de l'évolution que nous avons décrite, la Jurisprudence abandonna cette conception du recel pour considérer désormais ce fait comme un délit civil; et dans cette nouvelle conception, l'action en recel devint une action civile en réparation. Nous avons déjà indiqué, en effet, que le délit civil suppose toujours un fait dommageable. Or, aux termes de l'article 1382 C. C., toute personne qui a commis un délit, est obligée de réparer le dommage causé par cet acte. Conformément à ce principe, le receleur doit réparer le dommage causé, avec cette particularité, qu'en matière de recel, l'étendue de la réparation est fixée à forfait, au montant de la part du receleur dans les objets divertis (art. 792 C. C.). La privation de part du receleur, désormais, n'est plus considérée comme une peine, mais comme « une indemnité » pour le préjudice causé. Quant à la perte du droit de renoncer et du droit au bénéfice d'inventaire, pareillement, elle ne constitue plus une peine, mais doit être considérée simplement comme la conséquence de l'acte de disposition de l'héritier : l'héritier est censé avoir accepté tacitement la succession.

Cette conception, qui paraît être encore, à l'heure actuelle, celle de la majorité des tribunaux, appelle de très grandes réserves. (1)

(1) V. note VIALLETON sous (S. 1925-1-57). — M. HUGUENY, *L'Idée de peine privée en droit contemporain*, Thèse, Dijon 1904.

Nous pouvons nous rappeler tout d'abord que l'article 792 est applicable à la simple manœuvre, restée à l'état de tentative, c'est-à-dire, en l'absence de tout détournement réalisé, et, par suite, de tout préjudice pour les cohéritiers. On ne peut donc pas considérer dans un tel cas, l'attribution de tous les biens divertis aux autres cohéritiers, comme représentant l'indemnité du préjudice causé.

Par ailleurs, nous avons déjà fait remarquer l'incompatibilité qu'il y avait entre l'idée du « forfait » et celle de la « réparation ». En matière civile, la « réparation » vise à faire que tout se passe, comme si le fait illicite n'avait pas eu lieu. Elle doit donc, en principe, se modeler sur le préjudice subi. Or, comme nous venons de le voir, l'indemnité prévue par l'article 792 peut être allouée en l'absence de tout préjudice. Et, d'autre part, dans le cas où le divertissement se trouve effectivement réalisé, les autres héritiers recueillent, non seulement leur part ordinaire, qui suffirait à les indemniser, mais, en outre, une fraction de ce qui revenait au coupable dans les objets divertis. La sanction prévue par l'article 792 C. C., même dans ce cas, déborde « la réparation ».

Quant au fait que « le receleur est constitué héritier pur et simple », il ne faut pas chercher l'idée d' « acceptation tacite » pour l'expliquer. L'intention, base de l'acceptation tacite, peut manquer dans le recel, acte de détournement et de spoliation occulte, qui n'a pas la signification nette d'une prise de qualité d'héritier. Bien au contraire, les faits dont il s'agit supposent plutôt que le successible veut rester étranger à la succession.

En réalité, dans ces sanctions, c'est l'idée de « répression » qui a seule inspiré le législateur. Mais toute la confusion vient en cette matière de l'expression « délit civil » appliquée au recel. Nous savons, en effet, ce qu'il faut en penser. Le recel ne constitue pas le fait illicite et dommageable prévu par l'article 1382. Le fait illicite puni par l'article 792 C. C. est aggravé d'une fraude : fraude à l'égalité du partage. Quoi d'étonnant, dès lors, que le législateur impose au receleur autre chose qu'une simple réparation du préjudice causé. L'objectif du législateur dans la répression du recel est de punir la fraude et d'assurer à chacun des héritiers appelés, l'intégrité de ses droits sur la masse suc-

cessorale. Il y parvient, par des mesures de prévention individuelle et collective, qui ont un caractère incontestable de pénalité. Les sanctions du recel sont de véritables peines.

L'acceptation forcée et la privation de part sur les objets recelés constituent les éléments d'un système répressif *sui generis*, homogène et indivisible. En vain chercherait-on à les séparer pour faire de l'acte réprimé une manifestation d'acceptation tacite et analyser la privation des objets divertis, en une tarification forfaitaire de dommages-intérêts.

L'article 792 doit être considéré comme édictant des sanctions particulières qui se suffisent à elles-mêmes, et se détachent à la fois de la répression pénale et de la réparation civile. Ces sanctions paraissent bien constituer « des peines privées », expression que l'on trouve d'ailleurs dans certains arrêts.

§ II. -- *L'idée de peine privée*

L'idée de peine privée est très ancienne, mais son domaine en droit moderne s'est rétréci devant l'apparition de deux autres idées : celle de « réparation » et celle de « peine publique ». On est d'accord aujourd'hui pour reconnaître à la peine privée les deux caractères suivants. (1)

Tout d'abord, elle se différencie de la peine publique, amende ou emprisonnement, par ce fait qu'elle trouve, en la personne de la victime, sinon son créateur ou son agent d'exécution, du moins son bénéficiaire, et que, d'autre part, elle se réalise par les moyens du droit civil, — plus largement du droit privé.

Par ailleurs, elle se distingue nettement de la réparation : elle n'a point pour objet la réparation adéquate au préjudice, mais un bénéfice dont le montant est déterminé, dès avant la perpétration du fait illicite, et en fonction de considérations étrangères au préjudice, qui peut en résulter. Et cette peine vise l'auteur du dommage, alors que la réparation est conçue uniquement dans l'intérêt de la victime. Selon la définition de Savi-

(1) V. DEMOGUE, *Traité des Obligations en général*, T. 4, p. 185.

gny, « la peine privée appartient au droit criminel par son principe et son but, au droit privé par sa forme et ses effets ».

Or, cette notion classique de la peine privée paraît bien se retrouver dans les sanctions du recel. Ces sanctions présentent, en effet, ce caractère mixte de « peine » et de « réparation », qui constitue le trait dominant de la peine privée.

Tout d'abord, il est certain que les sanctions du recel ne présentent pas un caractère exclusivement pénal. Il suffit de se rappeler, en effet, que la poursuite du recel est à la discrétion des cohéritiers lésés, qui peuvent y renoncer et apprécier, si, par exemple, ils ne préféreraient pas tenir pour valable une renonciation du coupable, intervenue postérieurement au divertissement, au lieu de la faire transformer en acceptation. D'autre part, l'action née du recel se prescrit par trente ans et non par le laps de temps prévu en matière pénale. Contrairement au principe de la personnalité des peines, cette action peut être intentée contre les héritiers du coupable, comme elle l'eût été contre le coupable lui-même; et ceux-là seuls bénéficieront de la peine qui l'auront réclamée, ce qui fait bien ressortir son caractère d'institution d'intérêt privé (D. P. 1902-2-369). Rappelons, enfin, que pour échapper aux sanctions du recel, il suffit à l'héritier coupable de rapporter, avant toute poursuite, les objets par lui divertis, ce qui paraît subordonner la pénalité à la réparation, principe non admis dans notre législation pénale.

Mais, par ailleurs, les sanctions du recel se distinguent nettement de la réparation, et, à certains points de vue, présentent un caractère pénal indiscutable. Les déchéances, en effet, prononcées par les articles 792 et 801, constituent autant de bénéfices prédéterminés par la loi, sans rapport avec le préjudice causé au copartageant victime du recel. Nous avons vu que ces déchéances étaient applicables, en l'absence même de tout préjudice, et que leur application ne pouvait pas éventuellement empêcher la condamnation du receleur à des dommages-intérêts.

Mais surtout, l'application de ces sanctions est subordonnée à la constatation d'une intention frauduleuse chez l'auteur du recel, considération tout à fait étrangère à l'idée de réparation. Le trait essentiel, en effet, de l'action en réparation, est de mesurer la réparation au préjudice, en dehors de toute considération

tirée de la condition des personnes ou du but illicite poursuivi par l'auteur du dommage. Au contraire, en matière de recel, les sanctions sont applicables au receleur à raison du caractère frauduleux et illicite de son acte, et indépendamment du préjudice causé à ses cohéritiers. A la différence de la réparation, ces sanctions visent à punir l'auteur du délit. Mais, comme la réparation, elles profitent, par contre, aux victimes du recel.

L'idée de « peine » ainsi que l'idée de « réparation » sont donc, en elles-mêmes et à elles seules, insuffisantes, pour expliquer les solutions de la Jurisprudence. L'idée de « peine privée » qui les contient toutes deux, permet seule de concilier ces solutions en apparence contradictoires. Aussi, peut-on souhaiter que cette notion pénètre davantage notre Jurisprudence. Elle lui permettrait, en effet, de trancher des questions qui restent aujourd'hui controversées, comme par exemple la condamnation du receleur à des dommages-intérêts.

La conclusion, dès lors, semble s'imposer d'elle-même : si à défaut d'une expression meilleure, on qualifie le recel de « délit civil », on doit ajouter aussitôt pour supprimer toute équivoque, qu'à la différence des délits civils ordinaires, il a pour sanction spéciale une forme de « peine privée ».

Vu, le Doyen :

H. BERTHELEMY

Vu, le Président :

RIPERT

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie

de Paris :

P. CHARLETY

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

GÉNÉRALITÉS

Section I. — *Historique du recel.*

- § I. — L'apparition du recel en droit coutumier : naissance de la théorie..... 9
- § II. — Le recel au XVIII^e siècle d'après les coutumes et la Jurisprudence..... 11
- § III. — Les rédacteurs du Code Civil et le recel : les articles 792, 801, 1460 et 1477..... 15

Section II. — *Evolution générale de la Jurisprudence en matière de recel.*

- § I. — Conception pénale du recel..... 18
- § II. — Conception civile du recel..... 21

PREMIÈRE PARTIE

Le Délit de Recel

CHAPITRE PREMIER : LE FAIT PUNISSABLE.

Section I. — *Nécessité de l'existence d'une masse partageable de communauté ou de succession*

- § I. — Nécessité de l'existence d'une masse indivise 26

§ II. — Le recel n'est punissable qu'en matière de communauté ou de succession	27
Section II. — <i>L'intention frauduleuse.</i>	
§ I. — L'intention de réaliser un avantage personnel	28
§ II. — L'intention frauduleuse de soustraire quelque chose au partage	30
Section III. — <i>Le fait matériel.</i>	
§ I. — Les moyens de recel	33
§ II. — La date des faits de recel	39
CHAPITRE DEUXIÈME : BIENS SUSCEPTIBLES DE RECEL.	
Section I. — <i>Le recel des meubles et le recel des immeubles</i>	41
Section II. — <i>La notion d'« effets de succession » et la dissimulation des donations</i>	44
§ I. — L'art. 792 C. C. ne serait pas applicable à la dissimulation des dons	44
§ II. — L'article 792 C. C. serait applicable à la dissimulation des donations rapportables et des donations réductibles	45
§ III. — L'art. 792 C. C. est applicable à la dissimulation de toute donation	49
CHAPITRE TROISIÈME : PERSONNES PUNISSABLES.	
Section I. — <i>L'auteur du recel.</i>	
§ I. — Nécessité d'être appelé au partage	52
§ II. — Les incapables et la sanction du recel	54
Section II. — <i>Les héritiers du receleur</i>	58
Section III. — <i>Les complices.</i>	
§ I. — Les cohéritiers complices	61
§ II. — Les tiers complices	62
CHAPITRE QUATRIÈME. — L'APPRÉCIATION DES FAITS CONSTITUTIFS DE RECEL PAR LES JUGES DU FOND.	
I. — Théorie de la Cour de Cassation	65
II. — Atténuations apportées	67

DEUXIÈME PARTIE

La Répression du Recel

CHAPITRE PREMIER : LES SANCTIONS.

Section I. — <i>L'acceptation forcée</i>	70
Section II. — <i>La privation de part et l'obligation de restituer</i>	73
A. — <i>La privation de part : son étendue.</i>	73
§ I. — Extension de la privation de part aux droits résultant d'une donation ou d'un legs	73
§ II. — La privation de part et le prélèvement des reprises	76
§ III. — La privation de part et la répartition du passif de communauté ou de succession	80
§ IV. — La privation de part et la réserve héréditaire	82
B. — <i>La restitution des biens divertis.</i>	84
§ I. — Nature juridique de la restitution	84
§ II. — Forme de la restitution	84
§ III. — Étendue de la restitution	86

CHAPITRE DEUXIÈME : LA CONDAMNATION A DES DOMMAGES-INTÉRÊTS : DIFFÉRENTES THÉORIES DE LA JURISPRUDENCE. 89

CHAPITRE TROISIÈME : LE CUMUL DES PEINES DU RECEL, ET LES PEINES DU VOL	92
§ I. — Hypothèse du cumul	92
§ II. — Théorie du cumul dans la Jurisprudence.	93

CHAPITRE QUATRIÈME : L'ACTION NÉE DU RECEL

Section I. — <i>Forme de l'action et Tribunal compétent.</i>	
§ I. — Forme de l'action	97
§ II. — Tribunal compétent	98
Section II. — <i>A qui appartient l'action.</i>	99
Les copartageants et les créanciers héréditaires	99

Section III. — <i>Preuve du recel : moyens de preuve autorisés</i>	102
Section IV. — <i>Fins de non recevoir et extinction de l'action</i>	104
§ I. — La restitution spontanée des effets divertis	104
§ II. — La prescription de l'action	107
§ III. — La renonciation à la l'action	108

TROISIÈME PARTIE

Nature Juridique du Recel

CHAPITRE PREMIER : NATURE JURIDIQUE DU DÉLIT DE RECEL	112
CHAPITRE DEUXIÈME : NATURE JURIDIQUE DES SANC-TIONS DU RECEL	116
§ I. — Conception de la Jurisprudence	116
§ II. — L'idée de peine privée	118

Imprimerie
GARNIER & BONAMY
13, rue Damesme, 13
P A R I S
